



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – février 2021

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 13 avril 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel
Février 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le cinquième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 2 et le 25 février 2021 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – February 2021.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/17-2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-38717-8

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

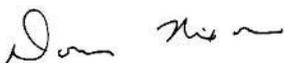
CP22-185/17-2021E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-38716-1

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 13 avril 2021

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Perspectives sur la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	5
Vaccins contre la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	8
Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario).....	11
Évaluation de publicités – Essai pilote (parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	12
Remboursement de la PCU (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba)	13
Partie II : Autres enjeux	13
Langue française (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)	13
Questions autochtones (Autochtones du Québec)	14
Itinérance (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)	15
La haine sur Internet (résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario)	15
Services de garde (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)	17

Transport en commun (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique)	19
Les toxines (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique)	20
L'environnement (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)	22
Armes à feu (résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	23
Peines minimales obligatoires (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)	24

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19 26

Chronologie des événements en février	26
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	28
Règles de voyage (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination).....	30
Perspectives sur la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)....	31
Comportements	32
Impacts de la COVID-19	33
Performance du gouvernement du Canada.....	34
Comportements plus à risque (résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque).....	35
Vaccins contre la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de	

taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)....	37
Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan).....	38
Objectifs et calendrier de vaccination (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan).....	41
Intentions et réticences en matière de vaccination (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	42
Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario)	44
Réactions aux affiches avec code QR.....	44
Comparaison des concepts	50
Évaluation de publicités – Essai pilote (parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	51
Impressions générales.....	52
Évaluation de la bande sonore	53
Remboursement de la PCU (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba) .	54
Soutien financier.....	54
Remboursement de la PCU	54
Langue française (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)	56

Questions autochtones (Autochtones du Québec).....	58
Priorités autochtones.....	58
La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones).....	59
Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves.....	60
Itinérance (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination).....	63
Messages généraux sur l'itinérance.....	63
La haine sur Internet (résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Québec et jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario).....	63
Priorités du gouvernement du Canada et des entreprises de médias sociaux.....	65
Services de garde (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan).....	67
Perceptions à l'égard des services de garde.....	67
Connaissance et perceptions des projets du gouvernement du Canada relativement aux services de garde.....	68
Transport en commun (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique).....	73
Utilisation du transport en commun.....	73
Les toxines (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique).....	75
Priorités environnementales.....	76
Préoccupations relatives aux produits chimiques et aux toxines.....	76
Opinions sur les lois et les règlements applicables aux produits chimiques et aux toxines.....	78
Priorités du gouvernement du Canada en matière de produits chimiques et de toxines.....	80
L'environnement (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique).....	82
Armes à feu (résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque).....	84
Programme de rachat.....	85
Peines minimales obligatoires (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique).....	86

Énoncés relatifs à l'approche du gouvernement du Canada	87
Annexe A – Questionnaires de recrutement	89
Questionnaire de recrutement, version anglaise	90
Questionnaire de recrutement, version française	101
Annexe B – Guides du modérateur	109
Guide du modérateur, version anglaise.....	110
Guide du modérateur, version française	130
Annexe C – Concepts publicitaires.....	153
Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Québec)	154
Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario)	155
Affiche 1.....	155
Affiche 2.....	156
Affiche 3.....	157
Évaluation de publicités – Essai pilote (parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	158
Version 1	158
Version 2	158

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 2 et le 25 février 2021 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a fait une large place à la COVID-19. Il a été l'occasion d'examiner à fond divers sujets connexes, notamment ce que les Canadiens entendaient au sujet du gouvernement fédéral dans l'actualité, comment ils voyaient la pandémie et en quoi cela influençait leurs comportements, et ce qu'ils pensaient de la performance du gouvernement durant cette période. Il a également été question du déploiement vaccinal au Canada – y compris les intentions de se faire vacciner ou non, et les raisons expliquant les réticences à ce sujet – et des opinions des participants en ce qui concerne l'achat et la distribution de vaccins par le gouvernement fédéral et le calendrier de vaccination prévu.

Les bénéficiaires de l'assurance-emploi et des prestations de relance ont discuté du remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), et les jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara, de l'efficacité des concepts d'affiches sur les codes QR d'Alerte COVID. D'autres discussions ont eu lieu dans certains sous-groupes (les parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan et les résidents de grandes villes de la Colombie-Britannique fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) pour effectuer un essai pilote d'une publicité vidéo sur la COVID-19.

Outre la pandémie, les discussions ont englobé d'autres sujets comme la situation du français, les questions autochtones, l'itinérance, la haine sur Internet, les services de garde, le transport en commun, les toxines, les enjeux environnementaux et les peines minimales obligatoires.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont surtout été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait de parents qui envoyaient leurs enfants à la garderie ou envisageaient de le faire d'ici douze mois, de parents d'enfants d'âge scolaire, de personnes qui hésitaient à se faire vacciner, de bénéficiaires de l'assurance-emploi ou de prestations de relance, d'Autochtones, de jeunes adultes (18 à 30 ans) et de personnes fatiguées de la COVID-19 et présentant des comportements plus à risque.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes se composaient de membres de la population générale habitant de petites villes ontariennes, la Grande région de Montréal (GRM) et de grandes villes du Canada atlantique.

- Les neuf autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire d’ici douze mois;
 - Des personnes réticentes à la vaccination qui résident dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Québec ainsi qu’en Alberta;
 - Des Autochtones du Québec;
 - Des bénéficiaires de l’assurance-emploi ou de prestations de relance habitant au Manitoba;
 - De jeunes adultes (18 à 30 ans) de la région de Hamilton-Niagara, en Ontario;
 - Des parents d’élèves (prématernelle à la 12^e année) habitant de grandes villes de la Saskatchewan;
 - Des personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus risqués qui résident dans de grandes villes de la Colombie-Britannique ainsi qu’à Kitchener et dans le sud-ouest de l’Ontario.
- Les groupes tenus au Québec ont été animés en français, à l’exception du groupe composé d’Autochtones. Les autres groupes se sont tous déroulés en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l’ensemble des lieux, 85 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Grande région de Vancouver	1	Anglais	2 fév.	21 h-23 h	Parents qui envoient ou envisagent d’envoyer leurs enfants à la garderie d’ici 12 mois	8
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	2	Français	3 fév.	18 h-20 h	Personnes réticentes à la vaccination	6
Alberta	3	Anglais	4 fév.	20 h-22 h	Personnes réticentes à la vaccination	6
Manitoba	4	Anglais	9 fév.	19 h-21 h	Bénéficiaires de l’AE ou de prestations de relance	7

Québec	5	Anglais	10 fév.	18 h-20 h	Autochtones	6
Région de Hamilton-Niagara, en Ontario	6	Anglais	11 fév.	18 h-20 h	Jeunes adultes (âgés de 18 à 30 ans)	8
Petites villes et villes rurales de l'Ontario	7	Anglais	16 fév.	18 h-20 h	Population générale	8
Saskatoon et Regina	8	Anglais	17 fév.	19 h-21 h	Parents d'élèves (prématernelle à 12 ^e année)	7
Grandes villes de la Colombie-Britannique	9	Anglais	18 fév.	21 h-23 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque	7
Grande région de Montréal (GRM)	10	Français	22 fév.	18 h-20 h	Population générale	6
Kitchener et sud-ouest de l'Ontario	11	Anglais	23 fév.	18 h-20 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque	8
Grandes villes du Canada atlantique	12	Anglais	25 fév.	17 h-19 h	Population générale	8
Nombre total de participants						85

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants du mois de février continuaient de prêter une oreille attentive aux nouvelles et aux informations sur la pandémie. Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers jours, les questions entourant l'achat et la distribution des vaccins ainsi que les nouvelles restrictions de voyage récemment annoncées ont figuré en tête des mentions.

Au chapitre du déploiement vaccinal, certains ont loué les efforts du gouvernement fédéral visant à assurer l'approvisionnement et la distribution des vaccins, notant que des livraisons massives étaient

attendues sous peu. D'autres, au contraire, ont plutôt déploré les ruptures et retards de distribution, qui leur donnaient le sentiment que l'opération de vaccination avançait plus lentement au Canada qu'ailleurs.

Quelques autres enjeux ont également été soulevés à ce stade de la discussion, soit : le départ de la gouverneure générale, la controverse entourant l'organisme WE Charity, les allégations d'inconduite contre des dirigeants du ministère de la Défense nationale, l'expansion de l'oléoduc Keystone XL, les plans d'aide aux compagnies aériennes, le programme de rachat d'armes d'assaut récemment annoncé par le gouvernement fédéral, et une résolution non contraignante condamnant le traitement infligé par la Chine à ses minorités.

À la lumière des commentaires entendus, il semble que de nombreux participants connaissaient assez bien les nouvelles règles de voyage établies par le gouvernement fédéral, lesquelles prévoient le dépistage obligatoire de la COVID-19 et la mise en quarantaine des voyageurs arrivant ou retournant au Canada. La plupart d'entre eux appuyaient ces règles et, dans certains cas, trouvaient même qu'elles n'allaient pas assez loin. Quelques autres, appartenant principalement au groupe de l'Alberta, se sont montrés plus critiques. Ils voyaient d'un mauvais œil que les règles parlent d'une surveillance et d'une application de la loi plus strictes pour les voyageurs qui, après avoir reçu un résultat de dépistage négatif, peuvent s'isoler chez eux plutôt que dans une installation gouvernementale désignée. Ces participants jugeaient l'approche du gouvernement fédéral excessive, intrusive et contraire au droit qu'a chacun de choisir le lieu et les modalités de sa quarantaine.

Au cours de cette discussion, plusieurs participants se sont dits inquiets pour l'avenir de l'industrie aérienne au Canada. Certains ont également fait état d'un sentiment de frustration à la nouvelle que des politiciens, notamment, avaient voyagé à l'étranger pendant les vacances d'hiver, contrevenant ainsi à la recommandation émise par le gouvernement du Canada et d'autres experts en santé publique de s'abstenir de voyager pour des raisons non essentielles.

Perspectives sur la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Dans plusieurs groupes tenus au cours du mois, les participants ont discuté de l'évolution de la COVID-19 et de ses répercussions dans leur vie.

Comportements

Invités à dire s'ils avaient modifié leurs comportements au cours des dernières semaines, les participants ont pour la plupart répondu que non. Beaucoup continuaient d'appliquer les mesures de santé publique, respectaient la plupart des ordres de confinement et restaient prudents lors d'interactions à l'extérieur de leur ménage. Au cours de l'hiver, les participants avaient limité leurs fréquentations et leurs sorties en général, ce qui les avait éprouvés physiquement et mentalement.

Certains ont signalé des changements de comportement récents, par exemple le fait que leurs enfants avaient repris l'école ou d'autres activités, ou qu'eux-mêmes étaient retournés au bureau, avaient trouvé un nouvel emploi ou déménagé pour le travail, ou faisaient plus souvent les courses dans leur quartier. Ils avaient effectué ces changements soit par nécessité, soit en réponse à l'évolution des restrictions dans leur région.

Impacts de la COVID-19

Si beaucoup étaient rodés à leur nouvelle routine, d'autres trouvaient pesantes les restrictions associées à la COVID-19. Plusieurs participants ont évoqué les effets délétères de la pandémie sur leur santé mentale et leur bien-être, effets qu'ils attribuaient surtout au confinement et à la carence d'interactions sociales. Pour d'autres, c'est sur le plan professionnel qu'ils avaient écopé; ceux qui travaillaient dans un secteur durement touché avaient connu des mises à pied ou une réduction de leurs heures de travail. Lors de discussions connexes, plusieurs participants ont témoigné des difficultés d'ordre financier et autre qu'ils avaient traversées durant la pandémie.

La plupart des participants trouvaient les restrictions actuelles plus difficiles qu'au printemps dernier. Ils ont expliqué que plus le temps passait, plus l'espoir que la situation de la COVID-19 s'améliore leur semblait ténu. Leur fatigue et leur frustration allaient croissant, exacerbées par le temps hivernal et la persistance des restrictions et des fermetures. Inversement, quelques participants ont dit trouver la situation plus facile maintenant, car ils avaient l'impression d'avoir accès à davantage d'informations sur le virus (ce qui atténuait leurs craintes de le contracter) ou ils s'étaient habitués à leur nouveau mode de vie.

Nous avons questionné les parents de la grande région de Vancouver (qui envoyaient leurs enfants à la garderie ou envisageaient de le faire) sur les répercussions de la COVID-19 sur leurs enfants. La plupart s'entendaient sur le fait que la pandémie avait été difficile à vivre pour les enfants et qu'elle comportait son lot de défis particuliers : l'incapacité pour les plus jeunes de saisir la complexité de la situation, l'annulation des activités habituelles (communautaires, sportives, etc.), les inquiétudes concernant le temps d'écran des enfants et les effets de l'isolement sur leur développement social à plus long terme, ainsi que les changements observés dans leur comportement et leur santé mentale. Pour ce qui est de leurs difficultés en tant que parents, les participants ont évoqué la présence constante des enfants et la nécessité de les occuper alors que le choix d'activités était restreint.

Performance du gouvernement du Canada

Les participants ont été invités à commenter la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie. Beaucoup ont fait remarquer que le gouvernement faisait tout son possible dans une

situation d'exception, en tâchant de servir au mieux les intérêts de la population. Sa prestation leur paraissait particulièrement solide sur le plan des soutiens financiers, des restrictions de voyage, de la communication avec le public, de l'approvisionnement en vaccins auprès de plusieurs sources et de l'aide apportée aux communautés autochtones.

Les participants ont toutefois avancé quelques suggestions d'aspects à améliorer, qui concernaient principalement les vaccins. De l'avis de beaucoup, le gouvernement fédéral devrait s'appliquer à accélérer le déploiement de la vaccination à l'échelle du pays, tout en continuant à communiquer de façon transparente avec le public. Certains pensaient que la production d'un vaccin au Canada s'avérerait utile à cet égard. D'autres recommandaient d'offrir plus d'aide aux entreprises, et d'autres encore souhaitaient que la distribution toujours en cours des soutiens financiers aux particuliers et aux familles fasse l'objet d'un examen approfondi. S'il était admis que certaines restrictions relatives à la santé publique – comme les confinements et les réouvertures – entrent dans le champ de compétence des provinces, de nombreux participants préconisaient la mise en place d'un cadre ou d'une série de directives uniformes à l'échelle nationale.

Comportements plus à risque (résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons demandé à deux groupes de participants qui étaient fatigués de la COVID-19 et affichaient des comportements plus à risque d'expliquer leur choix d'avoir des contacts à l'extérieur de leur ménage. Dans le cas de ceux qui avaient vu des membres de leur famille élargie, c'était pour faire garder les enfants ou pour prendre soin d'un parent âgé ou malade. Dans le cas de ceux qui avaient vu des amis, c'était pour échapper à la solitude et à l'isolement qui minaient leur santé mentale. Les participants semblaient peu inquiets de leurs interactions, estimant qu'ils prenaient les précautions voulues et limitaient le nombre de leurs fréquentations.

Les participants de ces deux groupes suivaient sans problème la plupart des directives de santé publique, par exemple le port du masque ou l'éloignement physique, mais avaient du mal à réduire leurs contacts sociaux. Leur difficulté découlait du fait qu'ils ne comprenaient pas bien ces restrictions, peinaient à s'adapter à leur fréquente modification, doutaient de l'efficacité des mesures imposées ou ne voyaient aucune conséquence tangible se produire chez ceux qui ne les suivaient pas. En règle générale, les participants se souciaient peu des répercussions de la COVID-19 dans leur sphère personnelle ou familiale, si ce n'est sur le plan de leur santé mentale ou de celle de leurs enfants, comme nous l'avons mentionné plus haut. En revanche, les répercussions économiques de la pandémie sur les entreprises et les collectivités les préoccupaient davantage.

À l'issue de la discussion, la plupart ont affirmé que certaines mesures de protection, dont le port du masque et l'éloignement physique, devraient être maintenues. Cependant, ils auraient souhaité qu'une partie des restrictions sur les interactions sociales soient levées en Colombie-Britannique et en Ontario, en particulier dans les régions où le nombre de cas était faible. Parmi leurs autres suggestions, citons le rétablissement des bulles sociales et une application plus équitable des directives, notamment en permettant aux petits commerces de reprendre leurs activités. Seuls quelques participants ont dit

souhaiter que les limites de rassemblement restent en vigueur jusqu'à ce que les nouveaux variants ne posent plus de danger.

Vaccins contre la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Les vaccins contre la COVID-19 figuraient au premier rang des préoccupations de nombreux participants. Divers aspects liés au déploiement de la vaccination, notamment les attentes relatives au calendrier, la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution et l'intention des participants de se faire vacciner, ont fait l'objet de discussions dans plusieurs groupes tenus en février. Deux des groupes regroupaient des participants ayant déclaré au moment du recrutement qu'ils hésitaient à se faire vacciner.

Même si beaucoup ne pouvaient évaluer avec précision la performance du gouvernement fédéral sur le plan de l'achat et de la distribution des vaccins, la plupart étaient d'avis qu'il avait fait du bon travail compte tenu des circonstances. Ils ont notamment applaudi à la vaccination rapide du personnel de première ligne et des personnes âgées. Certains étaient toutefois plus critiques de la prestation du gouvernement du Canada, estimant qu'il s'était occupé tardivement de l'approvisionnement, après l'échec de ses négociations avec un fabricant de vaccins chinois. Le fait que le Canada n'ait pas la capacité de fabriquer un vaccin sur place était un autre motif de préoccupation.

Nous avons précisé aux participants que le Canada avait reçu plus d'un million de doses à ce jour, puis leur avons demandé ce qu'ils en pensaient, et en particulier si cet ordre de grandeur était supérieur, inférieur ou à peu près équivalent à l'idée qu'ils en avaient. Les avis ont été partagés. Certains participants ne savaient pas que ce seuil avait été franchi, mais le jugeaient proche de leurs attentes. D'autres soupçonnaient le Canada de recevoir moins de vaccins que d'autres pays et craignaient que le ralentissement des livraisons ne permette pas de vacciner tous les Canadiens admissibles en temps utile. Dans leur optique, la vaccination risquait de se poursuivre jusqu'en 2022.

Évaluation de l'efficacité du déploiement vaccinal (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Les participants de quelques groupes ont été invités à réfléchir aux facteurs à partir desquels ils évalueraient l'efficacité du déploiement vaccinal au Canada. Bien que certains trouvaient difficile de répondre à cette question, plusieurs ont proposé de retenir le taux de vaccination à titre d'indicateur

clé, et plus précisément le délai pour atteindre la vaccination complète ainsi que l'intervalle entre les première et seconde doses. D'autres ont indiqué qu'ils évalueraient la performance du Canada en fonction du calendrier établi par le gouvernement fédéral, mais aussi par rapport à d'autres pays. D'autres encore ont plutôt mis l'accent sur les tendances relatives aux taux d'infection, aux décès et aux événements indésirables post-vaccinaux. Enfin, quelques participants ont affirmé que l'indicateur le plus important serait la relance économique et les coûts de la lutte contre la pandémie en regard des résultats obtenus. Si certains participants ont mis l'accent sur le processus (p. ex., le caractère organisé ou non de la distribution), la plupart étaient davantage préoccupés par la rapidité du déploiement.

Comparaison avec d'autres pays (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Lorsque nous avons demandé aux participants où le Canada se situait par rapport à d'autres pays pour ce qui est de vacciner sa population, une majorité l'ignoraient ou pensaient que le Canada s'en tirait probablement aussi bien. Les autres se répartissaient également entre ceux qui croyaient que le Canada s'en tirait mieux et ceux qui le croyaient en moins bonne posture. Le simple fait que les vaccins soient en route, que la vaccination avance et que le gouvernement du Canada se montre proactif et transparent était vu d'un bon œil par les participants. D'autres, qui considéraient que le Canada tirait de l'arrière sur d'autres pays, souhaitaient des mises à jour plus régulières et plus de transparence sur les progrès de la vaccination, ou trouvaient simplement que le processus se déroulait à un rythme plus lent qu'espéré.

Cibles et calendrier de vaccination (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Nous avons mentionné aux participants que le Canada prévoyait vacciner trois millions de Canadiens d'ici la fin mars, et tous ceux qui voulaient se faire vacciner, d'ici la fin septembre. La plupart avaient connaissance de cet objectif, mais beaucoup n'étaient pas sûrs qu'il soit réaliste. Certains le croyaient atteignable puisqu'un million de doses avaient déjà été livrées et distribuées. Les plus sceptiques, en revanche, estimaient que vacciner trois millions de personnes en l'espace d'un mois poserait un défi, d'autant plus si les doses n'étaient pas encore arrivées au Canada. De même, ils estimaient qu'il serait tout aussi difficile de vacciner les autres Canadiens admissibles dans un délai de six mois, surtout compte tenu de la gamme des incertitudes (p. ex., le nombre et le type de vaccins achetés, leur date de livraison, leur durée de vie, l'intervalle recommandé entre les doses, etc.) et de l'échéancier de distribution.

Les participants ont indiqué que leur confiance dans la capacité du Canada à atteindre ces objectifs serait raffermissée s'ils recevaient des mises à jour régulières sur les arrivages de vaccins, les taux de vaccination quotidiens par groupe cible, et le nombre de vaccinations par tranche d'âge (en fonction de l'admissibilité à la vaccination). Certains ont également réitéré qu'ils aimeraient avoir plus d'information sur l'efficacité des vaccins et les réactions indésirables.

Dans une optique personnelle, les délais dans lesquels les participants s'attendaient à être vaccinés variaient sensiblement – d'ici un mois, au printemps ou à l'été, à l'automne ou à l'hiver, voire l'année prochaine (en 2022) – mais peu s'inquiétaient à la perspective de devoir attendre plusieurs mois ou davantage.

Intentions et réticences en matière de vaccination (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Sauf pour les deux groupes recrutés sur le critère de la réticence à la vaccination, nous avons demandé à tous les participants s'ils comptaient se faire vacciner. La plupart ont répondu par l'affirmative, mais un nombre non négligeable hésitaient ou préféraient attendre. Peu de gens ont explicitement déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de se faire vacciner.

Les motivations de ceux qui souhaitaient être vaccinés tournaient autour du désir de retrouver une vie normale, en particulier de revoir les amis et la famille, et de bien se protéger et protéger leurs proches. Beaucoup ont aussi affirmé leur confiance dans les fondements scientifiques des vaccins.

Nous avons exploré plus avant la réticence à la vaccination auprès des participants recrutés précisément pour leur attitude à cet égard. Ils ont cité plusieurs sujets de préoccupation qui pesaient dans la balance et les faisaient hésiter : les effets secondaires des vaccins, les problèmes de santé pour lesquels la vaccination était selon eux déconseillée, une prédisposition en faveur des traitements non médicaux et des remèdes naturels, et le processus accéléré de développement des vaccins. Plusieurs considéraient, par ailleurs, que leur âge et leur état de santé les dispensaient pour le moment de prendre rendez-vous. Quelques-uns pensaient que le virus était moins dangereux qu'on le laissait entendre et qu'en cas de contagion, ils auraient probablement des symptômes légers et se rétabliraient rapidement. Les participants étaient peu susceptibles de changer d'idée dans l'immédiat, tout en étant ouverts à recevoir plus d'information sur le virus et les vaccins. Certains ont précisé que si la vaccination devenait obligatoire pour voyager ou pour assister à des événements publics, par exemple, ils seraient plus enclins à se faire vacciner.

Les principales questions auxquelles ce groupe aurait aimé qu'on réponde se rapportaient à l'innocuité des vaccins, à leurs effets probables (tant les effets secondaires post-injection que les conséquences à

long terme) et à leur efficacité globale pour ce qui est d'atténuer ou d'enrayer la propagation de la COVID-19.

Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario)

Un groupe de participants a examiné, tour à tour, trois concepts d'affiches munies d'un code QR, créés par le gouvernement du Canada à titre d'outil potentiel pour faciliter la recherche de contacts en lien avec l'application Alerte COVID. Les concepts d'affiches se trouvent dans les résultats détaillés et en annexe des présentes. En préalable à l'exercice, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada. Presque autant ont répondu par l'affirmative que par la négative.

Dans l'ensemble, c'est le deuxième concept d'affiche qui a reçu le meilleur accueil, pour sa palette de couleurs et son message « *Facilitez la recherche de contacts* ». Les participants ont généralement trouvé que les couleurs des deux autres concepts étaient trop amicales, ce qui donnait l'impression à certains que scanner le code QR était facultatif plutôt qu'impératif. Du reste, les messages véhiculés par le premier et le troisième concept ont moins interpellé.

Les participants ont ensuite été priés d'examiner les trois concepts côte à côte et d'en comparer différents éléments, par exemple la combinaison de couleurs, le message et la position du logo du gouvernement du Canada. Certains participants à qui la couleur de la troisième affiche avait tout d'abord déplu ont mis un bémol à leur critique en disant que, par rapport aux autres choix, cette couleur était finalement plus accrocheuse et efficace. D'autres ont réitéré leur préférence pour la couleur de la deuxième affiche. Tout compte fait, les participants jugeaient le message « *Facilitez la recherche de contacts* » plus efficace, car direct, concis et explicite quant au but de l'affiche. Ils pensaient également que le ton invitant de cette phrase inciterait les gens à scanner le code QR. Appelés à se prononcer sur la position du logo du gouvernement du Canada, les participants ont été nombreux à préférer le voir au haut de l'affiche. Selon eux, cet emplacement donnait à l'affiche une allure plus officielle, mettait le logo bien en vue et amplifiait l'effet d'ensemble.

Pour conclure la discussion sur ce sujet, nous avons demandé aux participants s'ils utiliseraient les codes QR sur affiches et si pareille initiative leur semblait pouvoir aider à enrayer la propagation de la COVID-19. Parmi ceux qui avaient déjà téléchargé l'application Alerte COVID, quelques-uns ont indiqué qu'ils scanneraient le code QR si cela contribuait à un double objectif : atténuer leur exposition, d'une part, et éliminer des formulaires à remplir pour pouvoir entrer dans un lieu donné, d'autre part. Les participants qui n'avaient pas encore téléchargé l'application ont fait remarquer que les renseignements fournis sur les affiches les y encourageraient.

Tout compte fait, les participants croyaient généralement que l'initiative aiderait à freiner la transmission de la COVID-19, mais quelques sceptiques ont avancé qu'en définitive le succès dépendrait du nombre d'utilisateurs de l'application et des codes QR.

Évaluation de publicités – Essai pilote (parents d’élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires pour informer la population canadienne sur la COVID-19 et les mesures de santé publique en place pour protéger les Canadiens. Nous avons présenté aux participants des deux groupes ci-dessous deux versions d’une publicité vidéo qui visait à inciter la population à continuer de respecter ces mesures. Le scénario et le contenu étaient les mêmes dans les deux versions, mais elles avaient des bandes sonores différentes, qui ont été comparées à la fin de la discussion. Les liens des publicités vidéo sont fournis dans les résultats détaillés et en annexe.

Après leur avoir laissé le temps de visionner la publicité vidéo, nous avons demandé aux participants quelles étaient leurs impressions, en particulier à propos des messages clés et de l’impact de la publicité. Dans l’ensemble, les participants des deux groupes ont réagi assez favorablement à la publicité. Ils trouvaient la publicité sympathique, amusante et drôle. À la lumière des commentaires des participants, il était manifeste qu’ils aimaient le ton léger et amical de la publicité et le sentiment positif qu’il induisait chez eux. Ils ont salué le fait que la publicité mette en scène des personnages des deux sexes et d’âges et d’origines ethniques variés auxquels ils pouvaient s’identifier et qui rendaient la publicité inclusive.

Les participants trouvaient que le message était efficace pour rappeler aux Canadiens de continuer à jouer leur rôle en adhérant pleinement, pas seulement à moitié, aux consignes de santé publique (par exemple, en portant un masque). Dans l’ensemble, la plupart estimaient que cette publicité aurait un impact sur le comportement des personnes qui avaient déjà suivi la plupart des mesures de santé publique pour lutter contre la COVID-19 et qui avaient besoin d’un rappel sur l’importance de continuer à bien les respecter. Cependant, beaucoup pensaient qu’elle n’aurait aucun effet sur ceux qui ne suivaient pas déjà les directives.

Dans les deux groupes, la musique qui accompagnait la publicité plaisait en général aux participants. Selon ces derniers, la musique de la version 1 était comique, dynamique et pleine de suspense. Ils en aimaient les touches d’humour, qui contribuaient à leur avis à la progression de l’histoire. Ils trouvaient celle de la version 2 accrocheuse et entraînante.

Invités à dire laquelle des deux pistes de musique était la plus efficace, les participants ont fourni des réponses différentes en fonction de la vidéo qui a été écoutée en premier dans leur groupe. Les participants de grandes villes de la Saskatchewan jugeaient la bande sonore de la version 1 plus efficace en raison de ses effets sonores de suspense, qui aidaient à maintenir l’intérêt des téléspectateurs. En revanche, la version 2 était considérée comme plus efficace par les participants de la Colombie-Britannique, parce qu’elle se mariait bien à la légèreté de la publicité. Malgré leur divergence d’opinions quant à l’efficacité des deux pistes audio, les participants les ont en général bien accueillies.

Remboursement de la PCU (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba)

Une discussion sur le soutien financier offert pendant la pandémie a été menée auprès des participants résidant au Manitoba qui avaient bénéficié d'assurance-emploi (AE) ou de l'une des prestations de relance mises en place par le gouvernement du Canada.

Soutien financier

En premier lieu, nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie en ce qui concerne le soutien financier fourni et la plupart jugeaient qu'il avait bien fait sur ce plan. De plus, une majorité a souligné que la rapidité à laquelle les prestations ont été versées aux Canadiens s'est maintenue tout au long de l'année.

Néanmoins, certains étaient préoccupés par le niveau de soutien financier offert, le jugeant insuffisant. D'autres ont quant à eux mentionné avoir épuisé leur épargne et se demandaient comment le montant des prestations avait été déterminé.

Remboursement de la PCU

De rares participants avaient entendu parler de l'obligation de rembourser la PCU pour les personnes qui l'avaient reçue par erreur. Les participants pensaient que les personnes ayant à faire ce remboursement pourraient se retrouver dans une situation financière difficile, compte tenu de l'empressement à fournir un soutien au début de la pandémie et du peu de renseignements disponibles alors sur les critères d'admissibilité.

Qui plus est, la quasi-majorité des participants estimaient que quiconque avait à payer de l'impôt sur la PCU devrait bénéficier d'un délai de remboursement plus long. Aux dires des participants, en raison de la pandémie en cours et de la période d'incertitude financière, plusieurs activités économiques étaient encore arrêtées, de sorte que des gens travaillaient moins d'heures ou étaient sans emploi.

Lorsque nous leur avons demandé explicitement s'ils croyaient devoir payer de l'impôt sur la PCU qu'ils avaient reçue, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Beaucoup d'entre eux craignaient d'éprouver d'importantes difficultés financières à cause de l'obligation de payer de l'impôt.

Partie II : Autres enjeux

Langue française (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Dans quelques groupes, nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient des modifications à la *Loi sur les langues officielles* proposées récemment par le gouvernement du Canada. Même si un certain nombre d'entre eux n'avaient rien entendu ou lu à ce sujet, ceux qui étaient au courant croyaient que ces modifications avaient pour but de mieux protéger la langue française au Canada.

Afin de sonder les opinions des participants sur la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, nous leur avons présenté cinq de ces modifications pour les fins de la discussion : augmenter le nombre de programmes d’immersion française à l’extérieur du Québec, augmenter l’immigration francophone, renforcer le rôle de Radio Canada, nommer uniquement des juges bilingues à la Cour suprême et renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles. Bien qu’ils fussent généralement en faveur des modifications proposées, les participants ont préféré la première puisqu’à leur avis, c’est dans les écoles qu’il faut s’attendre à voir un réel changement. Les participants ont démontré moins d’intérêt envers les autres modifications – ils n’ont vu aucun lien direct entre Radio Canada et la protection de la langue française et ils se sont dits préoccupés à l’idée d’exclure des candidats qualifiés si on exige des juges de la Cour suprême qu’ils soient bilingues.

Bien qu’en faveur des modifications proposées, les participants de la RGM avaient l’impression qu’elles n’allaient pas assez loin pour protéger efficacement la langue française. De façon générale, les participants étaient d’avis qu’on devrait étendre les programmes d’immersion en français aux adultes et aux personnes à l’extérieur du système scolaire.

Questions autochtones (Autochtones du Québec)

Plusieurs sujets concernant les peuples autochtones ont fait l’objet de discussions dans un groupe composé d’Autochtones résidant au Québec. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer, les participants ont mentionné ce qui suit : le nombre disproportionné d’Autochtones dans le système d’aide sociale, en particulier l’aide à l’enfance, le soutien aux jeunes Autochtones à risque, la création d’un programme d’enseignement plus complet et mieux adapté aux différences culturelles dans les écoles et les institutions canadiennes sur l’histoire et les droits des peuples autochtones, l’eau potable et de meilleures possibilités d’emploi pour les Autochtones, au Canada et à l’étranger.

Les participants ont reconnu que le gouvernement du Canada a fait des progrès dans certains dossiers qui touchent les communautés autochtones (p. ex., avis d’ébullition de l’eau, accent sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et changements apportés aux méthodes appliquées par les juges dans la détermination des sentences pour les délinquants autochtones, selon la décision rendue par la Cour suprême du Canada dans l’affaire Gladue).

En ce qui a trait à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), les participants étaient peu nombreux à en avoir entendu parler, mais ont exprimé l’opinion que le Canada avait tardé à signer la convention. Plusieurs s’inquiétaient des retards constants dans l’application des dispositions de la Déclaration dans les provinces canadiennes. Pour favoriser la discussion, nous leur avons fourni d’autres renseignements sur la DNUDPA, y compris ses thèmes principaux. Bien que favorables à cette initiative, les participants sont demeurés sceptiques à l’idée qu’elle pourrait mener à de réels changements dans la vie des Autochtones au Canada. Certains avaient des opinions plus favorables, mais croyaient tout de même que le gouvernement du Canada aurait dû agir beaucoup plus tôt.

La discussion a ensuite porté sur les efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme. Nous avons fourni aux participants de l'information sur les plus récents efforts déployés (voir l'infographie dans la section des résultats détaillés). Cela n'a toutefois pas rehaussé leur confiance. Même si de l'avis de certains, l'information démontrait de réels progrès, la plupart se sont dits frustrés par la nature persistante du problème. Ils ont affirmé que l'eau potable était non seulement un droit humain fondamental, mais une nécessité pour combattre la propagation de la COVID-19.

Pour terminer, nous avons informé les participants d'une récente annonce du gouvernement fédéral selon laquelle l'objectif initial de mettre fin aux avis d'ébullition d'eau potable à long terme d'ici mars 2021 ne serait pas atteint. Le gouvernement a également annoncé un financement additionnel pour terminer les travaux. Bien qu'ils aient favorablement accueilli l'annonce d'investissements supplémentaires, les participants sont demeurés préoccupés par les retards constants et inquiets de la réaction des contribuables canadiens à l'annonce des dépenses considérablement plus élevées requises pour terminer les travaux. La plupart s'entendaient pour dire que toutes les communautés autochtones devraient avoir accès à de l'eau potable dans la prochaine année.

Itinérance (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)

Dans un seul groupe, les participants ont brièvement discuté de l'itinérance qui, selon eux, représente un problème qui ne cesse de croître au Canada. Certains ont mentionné que l'itinérance était plus visible et plus présente que jamais dans leurs communautés, et qu'ils croisaient de plus en plus de sans-abris au quotidien. Les participants avaient l'impression que le problème était assez répandu dans d'autres communautés à l'extérieur de leur province – l'exemple de Vancouver a été fourni.

La majorité des participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer pour lutter contre l'itinérance, notamment en finançant l'expansion et la construction de logements sociaux. Parallèlement, bien que peu convaincus que le problème serait entièrement éradiqué dans un délai de 10 ans, plusieurs avaient l'impression que d'importants progrès pourraient être faits.

Les participants étaient invités à commenter trois énoncés que pourrait utiliser le gouvernement du Canada pour diffuser son message sur le sujet : *Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable* ; *Une personne itinérante au Canada en est une de trop* ; et, *Dans un pays comme le Canada, personne ne devrait vivre dans la rue*. La majorité des participants ont préféré le premier énoncé – l'accent sur la création d'espaces sécuritaires et abordables en a interpellé plusieurs.

La haine sur Internet (résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario)

Les participants ont discuté de plusieurs aspects concernant les activités en ligne, plus particulièrement de la haine sur Internet. D'entrée de jeu, la plupart ont rejeté l'idée d'imposer des limites sur les propos en ligne ou de les régler. Ils préféreraient un environnement qui favorise la liberté d'expression,

même si cela signifie que des commentaires ou du matériel offensants puissent se retrouver sur Internet. Un certain nombre de participants ont fermement appuyé la liberté d'expression, faisant valoir que les divergences d'opinions et les débats animés étaient essentiels à une société saine.

Durant la discussion sur les aspects négatifs des activités en ligne, les participants ont exprimé de grandes inquiétudes à l'égard des propos haineux et de l'intimidation envers les minorités, y compris les personnes d'origines ethnoculturelles et de différentes orientations sexuelles. Ils s'entendaient généralement pour dire que l'exploitation sexuelle des enfants et le partage d'images privées sans permission en ligne représentaient des problèmes importants au Canada et ailleurs dans le monde. Plusieurs ont insisté sur l'importance de combattre l'incitation à la violence, particulièrement à la lumière de l'attaque contre le Capitole le 6 janvier 2021 aux États-Unis. Certains ont fait un lien entre cet incident, la radicalisation et la propagande politique, problèmes qui ont semblé moins les inquiéter. La propagande terroriste en ligne n'a pas semblé préoccuper les participants outre mesure.

Nous avons demandé aux participants si le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer pour résoudre ces problèmes ou si on devait laisser le soin aux entreprises de médias sociaux de s'en occuper. Dans l'ensemble, la plupart ont préféré cette dernière approche. Leur première impression était que le gouvernement du Canada ne pourrait pas faire grand-chose pour réglementer les entreprises de médias sociaux qui ont leur siège social à l'étranger, et ils estimaient que les activités malveillantes ou criminelles en ligne devraient être activement surveillées et rigoureusement sanctionnées par les forces de l'ordre. Ils considéraient également que les entreprises de médias sociaux avaient la principale responsabilité de s'autoréglementer.

En discutant de certains aspects plus en détail, les participants ont quelque peu changé d'opinion. Lorsque nous leur avons présenté trois mesures que le gouvernement du Canada pourrait envisager et demandé laquelle devrait être sa priorité absolue, bon nombre d'entre eux ont maintenu leur point de vue qui consiste à exiger des entreprises de médias sociaux qu'elles augmentent leur surveillance, tout en appuyant l'idée qu'on réglemente ces entreprises et qu'on établisse des règles sur ce qui doit être éliminé. Dans une moindre mesure, quelques participants étaient favorables à une surveillance accrue par les forces de l'ordre des activités en ligne considérées comme étant illégales en vertu des lois actuelles. De façon générale, les participants ont préféré une approche collaborative et progressive, considérant la surveillance comme une première étape vers l'application de mesures plus strictes.

Nous avons posé une question similaire concernant les mesures que les entreprises de médias sociaux pourraient prendre, comme ajouter des filtres supplémentaires pour permettre aux utilisateurs d'identifier les contenus illégaux ou autrement nuisibles ; instaurer des sanctions plus strictes pour les récidivistes, y compris leur interdire l'accès à la plateforme ; se débarrasser des trolls et des robots conversationnels ; et faire preuve d'une plus grande transparence quant à l'identité des récidivistes. Dans tous les groupes, les participants ont jugé plus important d'imposer des sanctions plus strictes aux récidivistes. Des quatre options envisagées, il s'agissait selon eux de la plus lourde de conséquences.

Après avoir discuté de différents aspects de la haine sur Internet, les participants ont penché vers une réglementation accrue des plateformes de médias sociaux, même si cela signifie que du contenu légitime puisse occasionnellement être signalé ou retiré, plutôt qu'une approche passive où les

discours haineux ou l'incitation à la violence pourraient causer des préjudices à certaines personnes. Les participants étaient surtout préoccupés du fait qu'en l'absence de limites, l'environnement des médias sociaux deviendrait préjudiciable. Ceux qui s'opposaient à une réglementation accrue s'inquiétaient que ce soit la première étape vers une intervention accrue du gouvernement fédéral dans ce domaine et des restrictions de plus en plus sévères dans les années à venir.

Services de garde (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Dans quatre groupes, dont deux composés de parents qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, les participants ont exprimé leurs opinions sur les services de garde dans leur région et les investissements proposés par le gouvernement du Canada dans ce secteur.

Même si les avis sur les services de garde variaient d'une ville à l'autre, bon nombre de participants, en particulier ceux avec de jeunes enfants, étaient préoccupés par l'accès aux services de garde et les longues listes d'attente. Les suggestions obtenues reflétaient bien ces préoccupations. Plusieurs étaient d'avis que les questions de disponibilité et d'abordabilité devaient être examinées de plus près, et d'autres ont réclamé des services de garde spécialisés pour les enfants avec des besoins particuliers.

Peu de participants étaient au courant des projets du gouvernement du Canada relativement aux services de garde. Cependant, quelques-uns se rappelaient vaguement d'avoir entendu parler d'un programme national de garderies. D'autres avaient entendu parler de la création de garderies à 10 \$ par jour. Lorsque nous leur avons expliqué que le gouvernement du Canada avait l'intention d'investir massivement et à long terme pour mettre sur pied un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, y compris un soutien supplémentaire pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones, les réactions étaient généralement favorables, surtout dans les groupes de parents. Ceux-ci ont estimé qu'il était important de mettre l'accent sur l'éducation des jeunes enfants et d'assurer un accès juste et équitable aux garderies. Certains étaient sceptiques à l'idée que des investissements dans ce secteur pourraient empiéter dans des domaines de compétence provinciale ou réduire le financement dans d'autres secteurs (cette préoccupation a été soulevée principalement au Québec) ou quant au choix du moment ou à la signification de ces investissements pour les parents qui envoient leurs enfants à la garderie.

Un certain nombre de participants, en grande partie des parents, ont fait valoir qu'en dépit du déficit actuel, les investissements dans les services de garde permettraient à un plus grand nombre de personnes, surtout des femmes, d'intégrer le marché du travail et de contribuer à la croissance économique et à l'élargissement de l'assiette fiscale. D'autres ont mentionné qu'il faudrait mettre la priorité sur les investissements pour les enfants puisque ce groupe représente les travailleurs et les contribuables de l'avenir – ils ont abordé la question plus large qui consiste à fournir aux enfants des bases solides, notamment pour leur formation scolaire et sociale. Ces arguments se sont mérité quelque appui dans les groupes où les participants étaient moins favorables aux investissements dans les services de garde dans le contexte actuel, en particulier au Québec et en Alberta. Néanmoins, les

participants de l'Alberta demeuraient préoccupés par les divers enjeux économiques auxquels sont confrontés leur province et l'ensemble du pays, et qui découlent du ralentissement dans le secteur du pétrole et du gaz, et de la pandémie. Certains d'entre eux ont fait valoir qu'envoyer son enfant à la garderie devrait être un choix personnel.

Les participants ont discuté de trois arguments en faveur des investissements dans les services de garde :

- *Les services de garde sont importants, car ils permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail.*
- *Les services de garde font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler.*
- *Plus de places dans les services de garde signifie moins de pressions financières pour les familles de la classe moyenne qui travaillent fort.*

Bien qu'aux dires de certains participants, les trois arguments étaient fondés, la plupart ont préféré les deux derniers. Pour ceux-ci, les services de garde sont essentiels à la croissance économique puisqu'ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler et diminuent les pressions financières sur les familles, surtout celles qui ont plusieurs enfants à la garderie. Certains participants n'ont pas aimé qu'on mette l'accent sur les femmes dans le premier énoncé; selon eux, les responsabilités liées à la garde des enfants ne devraient pas être exclusivement une affaire de femmes, mais plutôt envisagées dans un contexte plus large et plus inclusif.

Pour conclure la discussion, nous avons présenté aux participants les deux messages suivants concernant les services de garde et leur avons demandé de choisir celui qu'ils préféraient :

- *Investir dans des services de garde qui sont accessibles, de qualité, abordables et inclusifs n'est pas seulement bon pour les familles, c'est aussi une bonne chose sur le plan économique.*
- *Des services de garde de haute qualité et abordables ne sont pas un luxe, mais une nécessité. C'est pourquoi nous sommes en train de créer un système national qui permettra de réduire les coûts et de créer plus de places.*

Dans l'ensemble, les participants se sont entendus pour dire que les services de garde devraient être considérés comme une nécessité. Les parents, en particulier ceux des groupes de la grande région de Vancouver et de la Saskatchewan, ont été attirés par ce message. Certains ont trouvé l'énoncé rassurant parce qu'il laissait sous-entendre qu'un plan structuré était en place pour rendre les services de garde plus abordables, en faisant référence à un « système national ».

Une dernière série de questions a été présentée aux participants concernant les choses que le gouvernement fédéral pourrait faire dans le cadre de son plan pour un système pancanadien d'apprentissage et de garde pour les jeunes enfants. Nous leur avons présenté les trois options suivantes :

- *Réduire les frais de garde d'enfants de 5 000 \$ par année d'ici l'an prochain, pour éventuellement les réduire de 7 500 \$.*

- Réduire de moitié les frais de garde d'enfants dans un premier temps, pour éventuellement les réduire de 75 %.
- Fixer un plafond de 20 \$ par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 \$ par jour.

Dans les deux groupes, la plupart des participants ont choisi le dernier énoncé pour sa clarté et parce qu'il explique simplement ce qu'il en coûterait aux parents (p. ex., l'utilisation du montant dans le troisième énoncé était plus intéressante que les réductions et les pourcentages dans les deux autres). Par contre, les participants ont eu de la difficulté à comprendre ce que signifiaient les deux premiers énoncés en ce qui a trait aux implications financières pour les parents. En dernier lieu, nous avons posé cette question aux participants : Si le gouvernement du Canada devait réduire les frais de 5 000 \$, serait-il préférable d'envoyer un remboursement aux parents pour ce montant ou devrait-il trouver un moyen de s'assurer que les frais facturés par le fournisseur des services de garde diminuent ? La plupart ont préféré la première option. Ils étaient d'avis que ce sont les parents qui devraient recevoir le rabais puisque ce sont eux qui payent pour les services de garde.

Transport en commun (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Nous avons demandé aux participants de plusieurs groupes ce qu'ils pensaient des investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun et s'ils étaient au courant d'investissements de la sorte effectués au cours des dernières années dans leur collectivité. Pour lancer la discussion, les participants ont été invités à dire s'ils utilisaient les transports en commun avant la pandémie et s'ils les utilisaient toujours actuellement. Dans l'ensemble, peu de participants ont mentionné utiliser les transports en commun avant la pandémie et ils étaient encore moins nombreux à les utiliser actuellement.

À la question visant à savoir si le gouvernement du Canada devrait investir dans le transport en commun, les groupes étaient unanimement en faveur de l'idée. Les participants de la grande région de Vancouver appuyaient ce genre d'investissements, estimant que les transports en commun facilitent l'accès à un logement abordable pour les familles, car ils permettent aux gens de vivre dans des quartiers plus abordables tout en ayant la possibilité de se rendre au travail. Des arguments économiques et environnementaux ont aussi été évoqués pour justifier ces investissements. À l'instar des parents de la grande région de Vancouver, les résidents de grandes villes de la Colombie-Britannique appuyaient à l'unanimité les investissements du gouvernement fédéral dans le transport en commun. Les participants étaient conscients de l'importance des transports en commun dans la réduction de la congestion routière et des avantages pour l'environnement qui en découlaient. Des arguments similaires ont été formulés par les résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario. De l'avis des participants, le transport en commun fait partie intégrante de la structure des villes en croissance, est

bon pour l'environnement et constitue un moyen de recharge important pour les personnes sans véhicule. Les participants du Québec avaient des opinions plus partagées et étaient tantôt en faveur de l'idée, tantôt contre. Ceux favorables à l'idée ont évoqué la question de l'abordabilité et ceux qui ne l'appuyaient pas ont avancé que le transport en commun relève de la compétence provinciale. L'appui à l'égard des investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun était le plus faible dans le groupe du Canada atlantique. Puisque le transport en commun dans les villes de la région et les reliant était peu développé, les participants s'étaient habitués à une culture axée sur l'automobile.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils étaient au courant d'investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun au sein de leur région et quels y étaient les besoins les plus importants en matière de transport en commun. Dans le groupe des parents de la grande région de Vancouver, l'accessibilité, la création d'options plus abordables et l'élargissement des services étaient considérés comme les plus grands besoins sur ce plan. Au Québec, les participants ne se rappelaient pas d'investissements particuliers du gouvernement du Canada dans le transport en commun et avaient l'impression que le secteur du transport en commun se portait bien dans leur province. Les résidents de grandes villes de la Colombie-Britannique avaient peu entendu parler des investissements en transport en commun de la part du gouvernement du Canada. Ceux qui en connaissaient ont mentionné des investissements dans les ponts et dans le prolongement du SkyTrain. D'après les participants, le besoin le plus important en matière de transport en commun était d'augmenter la fréquence du service dans les petites villes. Dans le groupe composé de résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario, les participants n'avaient pas eu vent d'investissements du gouvernement fédéral dans le réseau local de transport en commun et beaucoup estimaient qu'une liaison avec la RGT et de meilleures liaisons entre des villes telles que London, Sarnia et Windsor constituaient les besoins les plus importants en transport en commun. Les participants du groupe de résidents de grandes villes du Canada atlantique connaissaient certains des investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun, dont les ressources allouées au service de traversiers et au pont de la Confédération. Ils ont mentionné l'abordabilité, l'accessibilité, les systèmes de tarification, le service rural, le service interprovincial et le défi de fournir et de financer des services de transport public à une population vieillissante comme principaux besoins dans leur région.

Les toxines (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Au cours du mois, les participants de cinq groupes ont pris part à une discussion portant sur différents aspects des toxines, y compris l'importance de cet enjeu, leur compréhension des lois en vigueur dans le domaine et ce qu'ils en pensaient et leur perception quant à la réglementation nécessaire. Ils ont également abordé leurs craintes quant aux répercussions que pourrait avoir la réglementation de produits chimiques et toxines sur les entreprises et les consommateurs.

Invités à dire quelles étaient les plus grandes priorités environnementales sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer, les participants ont mentionné plusieurs enjeux, en insistant tout particulièrement sur la réduction des émissions de carbone, les sources d'énergies propres et renouvelables et un mode de vie durable. Les problèmes que posent les toxines et les produits chimiques ont été soulevés de manière marginale par quelques participants, qui considéraient les poisons, les pesticides et les plastiques comme des préoccupations environnementales particulières. Toutefois, lorsque le sujet des toxines et des produits chimiques a été abordé plus explicitement, les participants se sont dits préoccupés par leur omniprésence et l'utilisation qu'en font certains secteurs (p. ex., les antibiotiques utilisés dans la production agricole, les produits chimiques présents dans les aliments comme les résidus de pesticides et les agents de conservation, les toxines présentes dans l'eau et l'air et les émissions industrielles). De l'avis général, les produits chimiques et les toxines étaient utilisés de manière excessive et devaient faire l'objet d'une surveillance plus rigoureuse. Les participants s'inquiétaient davantage au sujet des produits chimiques et toxines présents dans l'air et dans l'eau que de ceux présents dans les produits ménagers. Même si ces questions étaient étroitement liées selon eux, beaucoup estimaient que la qualité de l'air et de l'eau était un enjeu très vaste, dont l'impact sur la dégradation de l'environnement pouvait être considérable à l'échelle mondiale. Les participants ont souligné la complexité de cette question et avancé que la dégradation de l'environnement est la cause de nombreux problèmes de santé, de façon générale et au sein de collectivités précises.

La plupart des participants ne connaissaient pas très bien les lois actuelles concernant les produits chimiques et les toxines, mais ils avaient l'impression qu'elles pourraient ou devraient être renforcées, estimant que ces produits étaient de plus en plus utilisés et que les générations futures seraient exposées aux conséquences de leur utilisation. Lorsqu'ils ont abordé les répercussions que pourrait avoir le renforcement de la réglementation, notamment les coûts additionnels pour les consommateurs, certains participants étaient à l'aise avec l'idée de devoir payer les produits plus chers tandis que d'autres se demandaient pourquoi une réglementation plus sévère dans ce domaine se traduirait par une hausse de coûts pour les consommateurs.

Pour conclure la discussion, nous avons montré aux participants certaines mesures sur lesquelles le gouvernement du Canada pourrait se concentrer en ce qui concerne les produits chimiques et les toxines. Ils ont ensuite été invités à choisir celle qui devrait être la plus grande priorité selon eux :

- *Interdire certains produits chimiques afin de contraindre les entreprises à utiliser des produits moins nocifs.*
- *Assurer la sécurité des personnes qui travaillent sur des lieux de travail où se trouvent des produits chimiques.*
- *Fournir plus d'informations sur les étiquettes de produits ménagers au sujet des substances chimiques qu'ils contiennent.*
- *Utiliser les nouvelles sciences pour mieux comprendre l'impact sur notre santé de notre exposition quotidienne à plusieurs produits chimiques.*

Une proportion comparable de participants a désigné comme plus grande priorité les mesures consistant à interdire certains produits chimiques et à utiliser les nouvelles sciences. Les participants

ont été beaucoup moins nombreux à choisir l'option visant à fournir plus d'informations sur les étiquettes de produits ménagers au sujet des substances chimiques qu'ils contiennent. Par ailleurs, de rares participants accordaient la priorité au fait d'assurer la sécurité des personnes qui travaillent sur des lieux de travail où se trouvent des produits chimiques.

En ce qui concerne l'approche privilégiée pour s'attaquer à ce problème, les participants préféraient que le gouvernement travaille d'abord avec les entreprises avant de mettre en œuvre des mesures plus strictes, comme une nouvelle réglementation en vertu de laquelle l'utilisation de certains produits chimiques et toxines serait complètement interdite. Enfin, certains participants craignaient les effets négatifs possibles du renforcement des mesures sur les emplois, les entreprises et l'économie, tandis que d'autres doutaient de la volonté des sociétés à modifier de manière proactive l'utilisation qu'elles font de certains produits chimiques ou toxines.

L'environnement (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Des discussions sur l'environnement et d'autres sujets connexes ont été tenues dans quatre groupes. Elles visaient à savoir si les participants connaissaient le plan du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la prochaine décennie et ce qu'ils en pensaient. Même si l'attention de nombreux participants était encore tournée surtout vers les nouvelles au sujet de la pandémie actuelle, certains étaient au courant du plan du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, mais n'avaient qu'un souvenir vague de certains des aspects du plan.

Nous avons fourni des éclaircissements aux participants, à savoir que le gouvernement du Canada avait proposé des mesures en vue de permettre au Canada de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de rendre le pays carboneutre d'ici 2050. Nous leur avons également dit que l'une de ces mesures consistait à aider les entreprises canadiennes à investir dans des technologies plus efficaces et plus rentables qui pourraient améliorer à la fois leurs activités et leurs résultats. Les participants ont ensuite discuté de la manière dont le plan devrait être formulé, en tenant compte de ces cinq noms possibles :

- *Une stratégie pour aider les entreprises à réduire la pollution*
- *Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution*
- *Stratégie industrielle propre*
- *Stratégie industrielle à faible émission de carbone*
- *Stratégie pour une industrie plus propre*

Bien que l'ensemble des noms proposés ait été bien accueilli, les participants avaient une préférence pour les deux formulations suivantes : *stratégie industrielle propre* et *stratégie pour une industrie plus propre*. Celles-ci ont interpellé les participants pour diverses raisons. Elles étaient simples, directes et claires et beaucoup de participants ont salué la formulation positive de la stratégie, qui mettait l'accent

sur son principal avantage (p. ex., *stratégie industrielle propre*) et non sur un aspect négatif (p. ex., réduire la pollution). Certains participants ont soulevé des préoccupations quant à l'utilisation de stratégie industrielle « à faible émission de carbone », estimant que la surutilisation de cette expression avait engendré plus de confusion chez les gens et les avait désensibilisés par rapport à sa véritable signification.

Les participants étaient moins favorables aux trois autres choix de noms. Même s'ils ont souligné que ces noms présentaient judicieusement le plan comme une collaboration, ils les trouvaient en général beaucoup moins clairs.

Les participants ont débattu de l'emploi du terme « stratégie » dans tous les choix, certains proposant de le remplacer par « plan d'action », pour évoquer des activités et des solutions plus concrètes. Dans l'ensemble, les participants convenaient que la formulation du plan devait à la fois cibler les gros pollueurs et être inclusive. De plus, le plan devait selon eux s'adresser à un large éventail d'acteurs de l'économie canadienne.

Armes à feu (résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des nouvelles mesures du gouvernement du Canada en matière d'armes à feu. Dans l'ensemble, ils les connaissaient peu. Ainsi, même si la plupart des participants avaient entendu parler des mesures proposées, seuls certains ont mentionné spontanément le programme de rachat.

Après avoir obtenu des précisions sur les nouvelles mesures en place (la description des mesures est fournie dans les résultats détaillés), de nombreux participants ont convenu que la nouvelle législation en matière d'armes à feu constituait un pas en avant, ajoutant que c'était bien d'avoir un meilleur contrôle des armes à feu au Canada. Cependant, certains ont exprimé de la frustration devant l'excès de bureaucratie qui rendait la possession d'armes à feu difficile pour les propriétaires d'armes respectueux de la loi et responsables. Quelques participants ont soulevé des préoccupations quant à l'idée que la responsabilité de l'interdiction des armes à feu incombe aux municipalités, estimant que ces règlements devraient être uniformes dans tout le pays.

Des éclaircissements sur le programme de rachat (la description du programme est fournie dans les résultats détaillés) ont été lus aux participants et ces derniers ne croyaient pas qu'un tel programme permettrait de retirer de la rue les armes à feu qu'il vise. Ils ont fait remarquer qu'en général les crimes avec une arme à feu n'étaient pas commis par les propriétaires responsables qui respectent probablement cette législation, mais bien par ceux qui se sont procuré des armes illégalement. Certains participants se demandaient comment le gouvernement fédéral s'y prendrait pour faire appliquer ces nouvelles mesures.

Invités à dire s'ils pensaient que les propriétaires d'armes à feu interdites allaient les rendre ou les garder, les participants ont formulé des avis partagés. Ceux qui pensaient que la plupart des propriétaires les rendraient ont avancé que ces derniers seraient motivés à les rendre moyennant une

rémunération. En revanche, les participants qui croyaient qu'une majorité de propriétaires conserveraient leurs armes à feu avaient l'impression qu'ils agiraient ainsi parce que ces armes ont une valeur sentimentale pour eux ou afin de s'en servir à mauvais escient.

Pour conclure la discussion, nous avons demandé aux participants quelle serait, selon eux, la meilleure approche entre l'approche de rachat que nous venions de leur décrire et un programme de rachat obligatoire. La plupart d'entre eux ont préféré le premier choix. Ils avaient l'impression qu'une approche obligatoire (à laquelle doivent participer les personnes qui possèdent des armes à feu interdites) serait une mesure de contrôle excessive de la part du gouvernement fédéral et pourrait être considérée comme une atteinte au droit à la propriété des Canadiens. D'autres étaient d'avis qu'il y aurait peu de conséquences négatives à laisser ces armes à feu en leur possession puisqu'ils ne les utiliseraient pas et que certains propriétaires pourraient se sentir moins en sécurité sans arme à feu.

Peines minimales obligatoires (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Nous avons demandé aux participants de la GRM et de grandes villes du Canada atlantique s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de modifications aux peines minimales obligatoires. La plupart d'entre eux ont répondu par la négative.

Avant de poursuivre la discussion, nous avons communiqué d'autres renseignements aux participants à propos des peines minimales obligatoires. Compte tenu de l'information fournie, les participants s'entendaient pour dire que l'abolition de certaines peines minimales obligatoires pouvait avoir des effets positifs, donnant comme exemples une plus grande latitude dans la détermination de la peine (surtout dans le cas des infractions liées à la drogue) et la capacité de prendre des décisions au cas par cas. Ils pensaient également que l'abolition de nombreuses peines minimales obligatoires aiderait à désengorger le système judiciaire.

Énoncés relatifs à l'approche du gouvernement du Canada

Nous avons présenté aux participants une liste de quatre énoncés (qui se trouve dans les résultats détaillés du présent rapport), puis leur avons demandé de désigner ceux qui les faisaient se sentir mieux par rapport à l'approche proposée par le gouvernement du Canada pour réformer les peines minimales obligatoires.

Dans l'ensemble, les quatre énoncés ont été bien accueillis. Selon les participants, toutes les affirmations indiquaient que l'argent des contribuables serait consacré aux peines visant des crimes plus graves, et dans une moindre mesure les infractions moins graves. Ils pensaient aussi que les peines minimales obligatoires actuelles touchaient de manière disproportionnée les Canadiens racialisés. Les participants ont également souligné les problèmes de santé mentale et le besoin de traiter ceux qui en souffrent, au lieu de les incarcérer comme argument en faveur de la flexibilité et du désengorgement du système judiciaire.

Nous avons ensuite montré de nouveau la liste d'énoncés aux participants et leur avons demandé de préciser ceux qui les faisaient se sentir moins bien par rapport à l'approche du gouvernement du Canada. Les participants ont eu de la difficulté à en nommer un.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des événements en février

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin janvier à la fin février 2021.

- Fin janvier
 - On dénombre 705 659 cas de COVID-19 au Canada et 20 032 décès associés.
 - Les taux d'infection à la COVID-19 continuent d'augmenter rapidement dans la plupart des régions du pays. Les autorités maintiennent ou resserrent leurs mesures de contrôle en matière de santé publique.
 - Les vaccins de Pfizer-BioNTech et Moderna contre la COVID-19 sont distribués pour inoculation dans toutes les provinces et les territoires.
 - Un nouveau décret prolonge jusqu'au 21 mars l'interdiction d'entrée au Canada en provenance des États-Unis.
- Du 1^{er} au 7 février
 - Le 2 février : Le gouvernement du Canada annonce qu'il a signé un protocole d'entente avec Novavax pour la production de vaccins contre la COVID-19 au Centre de production de produits biologiques du Conseil national de recherches du Canada à Montréal. Il annonce également des investissements dans deux entreprises de biofabrication — Precision NanoSystems Incorporated (PNI) à Vancouver, en Colombie-Britannique et Edesa

Biotech Inc. (Edesa) à Markham, en Ontario pour appuyer les projets de vaccins, de produits thérapeutiques et de biofabrication au Canada.

- Groupes de discussion des parents qui envoient leurs enfants à la garderie ou qui envisagent de le faire de la grande région de Vancouver (2 février), des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination (3 février) et des résidents de l'Alberta (4 février).
- Du 8 au 14 février
 - Le 9 février : Le gouvernement fédéral annonce qu'un test négatif à la COVID-19 est requis dans les 72 heures précédant l'arrivée au Canada par la frontière terrestre avec les États-Unis. Le changement entre en vigueur le 15 février 2021.
 - Le 9 février : Le gouvernement du Canada annonce que l'appli Alerte COVID sera mise à jour pour mesurer son taux d'adoption, sa performance et son efficacité à limiter la propagation de la COVID-19.
 - Le 9 février : Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de l'apprentissage des jeunes enfants et des services de garde sont réunis pour discuter des prochaines étapes en vue de renforcer la collaboration pancanadienne dans l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde afin d'améliorer la vie des enfants et des familles.
 - Groupe de discussion des prestataires de l'assurance-emploi (AE) ou des prestations de la relance liées à la COVID-19 au Manitoba (9 février).
 - Le 10 février : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 14,9 milliards de dollars dans des projets de transport collectif au cours des huit prochaines années, y compris un financement permanent de 3 milliards de dollars annuellement pour les collectivités canadiennes à partir de 2026-2027. Cet investissement a pour but de fournir aux villes et aux collectivités le financement prévisible dont elles ont besoin pour planifier le transport collectif pour les années à venir, et fait partie du plan du gouvernement fédéral de créer un million d'emplois, de lutter contre le changement climatique et de rebâtir une économie plus durable et plus résiliente.
 - Groupes de discussion des Autochtones du Québec (10 février) et des jeunes adultes de 18 à 30 ans de la région de Hamilton-Niagara en Ontario (11 février).
 - Le 12 février : Le gouvernement du Canada fournit des précisions sur les mesures concernant les vols internationaux qui arrivent au Canada, lesquelles avaient été annoncées à la fin janvier. À partir du 22 février, tous les voyageurs qui arrivent de l'étranger doivent présenter un test négatif à la COVID-19 72 heures avant l'embarquement sur le vol de départ, subir un test de dépistage de la COVID-19 à leur arrivée au Canada et se mettre en quarantaine pour trois jours dans un hôtel supervisé en attendant les résultats du test, à leurs propres frais. De plus, ils doivent obligatoirement se soumettre à un autre test de dépistage de la COVID-19 au terme de leur quarantaine de 14 jours à la maison.
 - Le 12 février : Afin d'accroître la capacité de détection et de suivi des nouveaux variants de la COVID-19 au Canada, comme ceux originaires du Royaume-Uni (B.1.1.7), de l'Afrique du Sud (B.1.351) et du Brésil (P.1), le gouvernement du Canada annonce un investissement de 53 millions de dollars dans une stratégie intégrée de lutte contre les variants préoccupants

pour déployer rapidement la surveillance, le séquençage et la recherche sur ces variants préoccupants au Canada.

- Du 15 au 21 février
 - Groupes de discussion des résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario (16 février), des parents d'élèves (de la maternelle à la 12^e année) de grandes villes de la Saskatchewan (17 février) et des résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (18 février).
 - Le 19 février : Le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées annonce que le gouvernement du Canada a l'intention de modifier les lois et règlements pour augmenter de 12 semaines la Prestation canadienne de relance (PCR) et la Prestation canadienne de maladie pour la relance (PCMR), alors que la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants (PCREPA) passe de deux à quatre semaines et l'Assurance-emploi (AE) augmente de 24 semaines, tout cela pour offrir aux Canadiens un soutien continu pendant la remise sur pied de l'économie et du marché du travail au Canada.
- Du 22 au 28 février
 - Groupes de discussion des résidents de la grande région de Montréal (GRM) (22 février), des résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (23 février) et des résidents de grandes villes du Canada atlantique (25 février).
 - Le 26 février : Santé Canada approuve le vaccin contre la COVID-19 d'AstraZeneca pour son utilisation au Canada.
 - Le 28 février : On recense 813 778 cas de la COVID-19 au Canada et 22 001 décès associés.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants ont mentionné une série de nouvelles lorsque nous les avons invités à dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Deux sujets ont pris un relief particulier parmi les souvenirs qu'ils ont spontanément mentionnés :

- L'approvisionnement en vaccins contre la COVID-19 et leur distribution : Bon nombre de participants se rappelaient avoir entendu parler des différents aspects du travail accompli par le gouvernement du Canada pour se procurer des doses et les acheminer aux provinces et aux territoires. Certains ont évoqué le sujet de manière générale, souvent en termes élogieux, faisant simplement allusion aux efforts mis en œuvre pour lancer la campagne de vaccination au pays. D'autres ont émis des commentaires plus critiques concernant des aspects précis du déploiement vaccinal, notamment : les ruptures de stock, les différents types de vaccins et leurs exigences d'entreposage variables, le calendrier de livraison et de distribution établi par le gouvernement fédéral (qui suscitait des interrogations sur la possibilité d'atteindre le taux de vaccination cible ou

donnait l'impression qu'à cause des retards, le déploiement se déroulait plus lentement au Canada qu'ailleurs), ainsi que les effets secondaires et les événements indésirables parfois associés aux vaccins et dont certains participants avaient entendu parler dans les médias sociaux. Quelques personnes ont avancé que les retards dans la réception et la distribution des vaccins contribuaient à provoquer de nouvelles éclosions et à alimenter la propagation de la COVID-19. Les participants des groupes tenus en Ontario, pour leur part, attendaient un arrivage important de vaccins (six à dix millions de doses ou plus) d'ici la fin mars et suivaient de près les mises à jour à ce propos.

- Restrictions de voyage : Les annonces récentes concernant les restrictions sur les voyages étaient également très présentes à l'esprit des participants. Ils ont mentionné l'obligation pour les voyageurs arrivant au Canada de se soumettre à une quarantaine dans un hôtel désigné ainsi que les coûts afférents (autour de 2000 \$, d'après certains, pour le séjour minimum de trois nuits). Plusieurs participants avaient cru comprendre, en lisant des publications sur Facebook, que les fonds publics auxquels les voyageurs pouvaient faire appel jusqu'à présent pour couvrir une partie de leurs frais de quarantaine n'étaient maintenant plus disponibles. Ils ont toutefois reconnu ne pas avoir vérifié l'exactitude de cette information. Quelques participants estimaient que l'instauration de restrictions visait à décourager les voyages et que c'était le meilleur moyen de freiner la transmission de la COVID-19 et des nouveaux variants liés aux déplacements à l'étranger. Plusieurs autres étaient d'avis que la quarantaine obligatoire, aussi efficace soit-elle, constituait une atteinte au droit de choisir où et comment s'isoler. Ils assimilaient cette mesure à une détention forcée.

Dans l'ensemble, les participants se sont surtout concentrés sur les nouvelles de la pandémie. Ils avaient l'impression que les nouveaux variants donnaient matière à préoccupation au gouvernement du Canada. Plusieurs participants ont signalé qu'ils avaient tendance à moins écouter les médias, car ils se sentaient submergés par la quantité d'informations diffusées sur la COVID-19, tandis que d'autres attendaient avec intérêt les prochaines mises à jour. Fait à noter, beaucoup ont dit qu'ils suivaient surtout les nouvelles et les annonces se rapportant à leur collectivité ou leur province, notamment sur les mesures de santé publique et les restrictions en vigueur ainsi que sur le calendrier prévu de leur levée et ce que cela signifiait pour les entreprises et les clients.

Sur le plan du soutien financier offert par le gouvernement du Canada, les participants avaient entendu parler de la prolongation des divers programmes d'aide financière qui avaient secouru de nombreuses personnes touchées par la pandémie. Quelques-uns ont évoqué une annonce fédérale au sujet du remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), mais ils ne savaient plus trop si, en définitive, le remboursement de cette prestation serait exigé ou non auprès des bénéficiaires qui l'avaient reçue sans y avoir droit.

Plusieurs autres enjeux sans lien avec la COVID-19 ont été mentionnés par un petit nombre de participants, sans beaucoup de contexte ou de détails :

- La démission de la gouverneure générale dans la foulée des révélations récentes sur les problèmes soulevés par son équipe;
- L'organisme WE Charity;
- Les allégations d'inconduite contre de hauts gradés du ministère de la Défense nationale;

- L'expansion du pipeline Keystone XL;
- Un programme d'aide financière en cours d'élaboration par le gouvernement du Canada pour venir à la rescousse des transporteurs aériens;
- L'annonce récente par le gouvernement fédéral de la mise sur pied d'un programme de rachat d'armes d'assaut;
- L'adoption récente par les députés d'une résolution non contraignante condamnant le traitement des groupes minoritaires en Chine, notamment des Ouïghours.

Règles de voyage (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination)

Comme nous l'avons signalé plus haut, de nombreux participants étaient au courant des annonces récentes du gouvernement du Canada concernant les règles de voyage, et en particulier l'obligation pour les voyageurs qui entrent ou reviennent au Canada de s'isoler, à leurs frais, dans un hôtel désigné pendant une période prescrite. Ils ont également mentionné que les voyages au Mexique et dans les pays des Caraïbes étaient temporairement suspendus.

Nous leur avons ensuite présenté l'explication suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé que les voyageurs retournant au Canada devront subir un test PCR obligatoire (par exemple, l'écouvillon nasal pour COVID-19) à l'aéroport ; cela s'ajoute au test de préembarquement déjà exigé. En attendant les résultats du test, ils doivent se mettre en quarantaine pendant un maximum de trois jours dans un hôtel désigné, à leurs frais. Ceux dont les résultats sont négatifs pourront poursuivre leur quarantaine à leur domicile, sous une surveillance et une application de la loi nettement accrues. Ceux dont les tests s'avèrent positifs seront immédiatement obligés de se mettre en quarantaine dans des installations gouvernementales désignées pour s'assurer qu'elles ne sont pas porteuses de variants potentiellement préoccupants. Par ailleurs, Air Canada, WestJet, Sunwing, et Air Transat ont accepté de suspendre tous leurs vols vers les Caraïbes et le Mexique du dimanche 31 janvier au 30 avril.

Invités à dire ce qu'ils pensaient de ces nouvelles règles, les participants s'y sont pour la plupart déclarés favorables. Ces restrictions supplémentaires leur paraissaient sensées, et même dans certains cas ne pas aller assez loin. Compte tenu des nouveaux variants préoccupants, ils estimaient qu'adopter de nouvelles règles était la bonne chose à faire. Ces restrictions, selon eux, dissuaderaient plus de gens de voyager.

Les participants du groupe de l'Alberta ont montré moins d'enthousiasme à l'égard des restrictions. Ils avaient des réserves quant au resserrement de la surveillance et de l'application de la loi imposé aux gens mis en quarantaine chez eux après un test de dépistage négatif, et s'interrogeaient également sur les installations gouvernementales désignées où les voyageurs seraient tenus de s'isoler à leurs frais pendant un minimum de trois jours. De leur point de vue, les voyageurs devraient avoir la possibilité d'effectuer leur quarantaine à domicile. Ils considéraient également qu'en cas de résultat négatif au

test de dépistage subi à l'arrivée au Canada, aucune autre mesure de surveillance ne devrait être appliquée. Plusieurs participants reprochaient à cette approche d'être trop intrusive et de risquer d'encourager les dénonciations au motif que quelqu'un, un voisin par exemple, n'avait pas suivi correctement les règles. La question de la fréquence à laquelle les tests de dépistage donnent lieu à de « faux positifs » a également été soulevée par une poignée de participants qui s'inquiétaient que certaines personnes n'ayant pas la COVID-19 soient tout de même contraintes d'observer la quarantaine.

Dans le cadre de cette discussion, les participants se sont dits inquiets pour la viabilité de l'industrie aérienne au Canada. Ils craignaient que ces restrictions et les secours financiers apportés aux transporteurs n'arrivent trop tard. Ils avaient également été frustrés d'apprendre aux nouvelles que des politiciens et d'autres avaient voyagé à l'étranger pendant les vacances, alors que les directives de santé publique déconseillaient les déplacements non essentiels.

Perspectives sur la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Dans dix groupes (énumérés ci-dessus) tenus au cours du mois, les participants ont discuté de l'évolution de la COVID-19 et de ses répercussions dans leur vie. Il a été question de savoir si leurs comportements avaient changé durant la pandémie et, en particulier, quel impact celle-ci avait eu sur

les parents. Les discussions ont également porté sur les perceptions concernant la performance du gouvernement du Canada. Dans deux groupes dont les participants avaient été recrutés parce qu'ils étaient fatigués de la COVID-19 et présentaient des comportements plus à risque, nous avons posé une série de questions pour mieux comprendre les raisons de leur non-respect des directives de santé publique et leurs points de vue sur les restrictions actuellement en vigueur.

Comportements

À la question de savoir s'ils avaient modifié leurs comportements au cours des dernières semaines, les participants ont pour la plupart répondu que non. Beaucoup restaient fidèles aux habitudes qu'ils avaient prises au début de la pandémie, appliquant toujours les mesures de santé publique comme le port du masque, le lavage des mains et l'éloignement physique. Ils continuaient la plupart du temps de respecter les avis de confinement, de ne sortir que pour des raisons essentielles ou de privilégier les commandes en ligne. Beaucoup se montraient prudents lors de leurs interactions avec des personnes ne faisant pas partie de leur ménage ou de leur bulle sociale. Leur raisonnement était qu'aucun changement dans la situation ou les restrictions relatives à la COVID-19 ne leur paraissait justifier de rompre avec leur routine.

De nombreux participants ont reconnu qu'ils avaient quelque peu relâché leur vigilance pendant la saison estivale, sachant qu'il était plus sécuritaire de se réunir à l'extérieur. Pendant l'hiver, par contre, ils avaient limité leurs fréquentations et leurs activités en général, ce qui leur avait coûté aussi bien physiquement que mentalement. Certains ont justifié ce choix en évoquant leurs inquiétudes face aux nouveaux variants du coronavirus, qu'ils percevaient comme une menace susceptible de faire grimper les taux de transmission.

Du côté de ceux qui avaient récemment modifié leurs comportements, c'était la nécessité qui motivait leur décision. L'ampleur des changements apportés dépendait généralement des circonstances dans leur ville ou leur région. Ainsi, comme l'ont expliqué les participants de l'Ontario, lorsque la restriction du confinement avait été levée et que la province était passée en zone rouge ou orange vers la fin du mois, ils en avaient profité pour sortir davantage, aller au restaurant, chez le coiffeur, etc.

Somme toute, les changements récents cités par les participants comprenaient ce qui suit :

- Les enfants avaient repris l'école (dans les régions où les établissements avaient fermé) ou participaient à de plus nombreuses activités intérieures (p. ex. dans des centres récréatifs);
- Certains participants étaient retournés au bureau ou à leur lieu de travail;
- D'autres avaient changé d'occupation ou déménagé pour le travail;
- Certains magasinaient dans leur quartier, pour soutenir les petits commerces;
- Quelques participants du Québec ont dit que le couvre-feu avait modifié leurs habitudes, mais n'ont pas donné de détails.

Impacts de la COVID-19

Nous avons ensuite demandé aux participants d'expliquer en quoi la COVID-19 et ses restrictions les affectaient. Ils ont décrit divers aspects de leur vie qui avaient changé à cause de la pandémie, au cours de la dernière année et plus récemment.

Beaucoup s'étaient adaptés aux nouvelles façons de faire, mais d'autres trouvaient les restrictions pesantes. Plusieurs participants ont témoigné personnellement des effets néfastes qu'elles avaient sur leur santé mentale et leur bien-être. Ils attribuaient la détérioration de leur santé mentale en grande partie au confinement et au manque de contacts avec les membres de la famille et les amis. Cet enjeu touchait particulièrement les participants qui se décrivaient comme des extravertis.

Beaucoup avaient aussi été touchés sur le plan professionnel. Pour ceux qui travaillaient dans des secteurs fortement éprouvés par la pandémie (restauration, rénovation, construction, etc.), il y avait eu des mises à pied et un horaire de travail réduit à cause des restrictions. Dans la suite des discussions, des participants de tous les groupes ont parlé ouvertement des difficultés financières et autres qu'ils avaient rencontrées, malgré l'aide financière fournie par le gouvernement fédéral.

Invités à comparer les restrictions actuelles à la situation au printemps dernier, la plupart des participants ont dit qu'ils trouvaient les choses plus difficiles maintenant. Plus le temps passait, ont-ils expliqué, plus ils avaient du mal à s'accrocher à l'espoir que la pandémie se résorberait. La frustration et la fatigue s'installaient, exacerbées par les rigueurs de l'hiver. Dans certains lieux, les vagues de nouvelles restrictions et de fermetures édictées un an après le début de la pandémie étaient source de déception. Les participants comprenaient mal pourquoi certains types d'entreprises faisaient l'objet de restrictions alors que d'autres poursuivaient leurs activités, et ont fait remarquer que cela divisait les Canadiens. Ils attribuaient la persistance de la crise à des retards dans la distribution des vaccins.

Quelques participants ont tout de même affirmé qu'ils composaient mieux ou pas plus mal avec la situation qu'au printemps 2020. Plus d'information sur le virus était communiquée au public, selon eux, et leur confiance dans cette information avait apaisé leurs craintes à l'idée de contracter le virus. Ces participants trouvaient aussi qu'ils s'étaient habitués au cours de la dernière année à leur nouveau mode de vie « pandémie », au point que celui-ci leur paraissait maintenant presque normal.

Impacts sur les enfants et les parents (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)

Les parents de la grande région de Vancouver qui envoyaient leurs enfants à la garderie ou envisageaient de le faire ont eu à répondre à une série de questions de suivi visant à cerner les effets de la COVID-19 sur leur ménage.

La plupart se sont entendus sur le fait que la pandémie avait été dure pour leurs enfants. Ils ont fait allusion à un certain nombre de défis particuliers (auxquels ont fait écho les parents d'autres groupes tenus au cours du mois), soit :

- L'incapacité pour les plus jeunes de comprendre la complexité de la situation, par exemple pourquoi il est permis d'aller à l'école, mais pas de voir les amis ou de participer à des activités extrascolaires;
- La disparition des exutoires habituels des enfants (activités communautaires, sports, etc.);
- L'inquiétude face à l'augmentation du temps que les enfants passent à l'écran;
- L'inquiétude quant aux effets à long terme de l'isolement sur le développement social des enfants;
- Les changements visibles sur le plan du comportement et de la santé mentale des enfants.

Pour ce qui est des difficultés vécues par les parents, les commentaires ont porté ce qui suit :

- L'impossibilité d'avoir du temps à soi, par exemple de s'absenter quelques heures pour une sortie. Certains parents ont dit que normalement, ils confieraient les enfants aux grands-parents, mais que ce n'était plus possible en raison des restrictions et du risque que cela poserait pour ces derniers. Certains ont mentionné que les grands-parents souffraient de ne pas voir leurs petits-enfants;
- Le casse-tête de continuer à tenir les enfants occupés, surtout les fins de semaine, quand les choix d'activités sont restreints;
- Pour les nouveaux parents, le fait de ne pas pouvoir présenter leur bébé à la famille et aux amis et créer des liens avec d'autres nouveaux parents.

Performance du gouvernement du Canada

Les participants des dix groupes ont été invités à commenter la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie. Ils ont signalé plusieurs domaines dans lesquels le gouvernement leur paraissait avoir fait du bon travail :

- La prestation de soutiens financiers (p. ex., la PCU) en temps utile aux particuliers et aux familles;
- Les restrictions sur les voyages – Les participants ont eu des commentaires positifs sur les restrictions récentes et les exigences en matière de dépistage mises en œuvre pour les voyageurs internationaux;
- Les communications avec le public – Les participants avaient l'impression que le gouvernement fédéral donnait des renseignements plus clairs et plus complets aux Canadiens depuis quelque temps;
- La constitution d'un portefeuille vaccinal diversifié – Certains participants trouvaient que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail pour ce qui est de commander une grande quantité de doses (en fonction de la population) et approuvaient sa décision de répartir son investissement entre différents vaccins contre la COVID-19;
- L'aide apportée aux communautés autochtones, notamment en les soutenant et en rendant la vaccination prioritaire pour cette population.

Les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait de son mieux dans une situation sans précédent et qu'il agissait dans l'intérêt supérieur des Canadiens. Quelques-uns ont ajouté que des décisions récentes du gouvernement fédéral avaient des effets positifs sur les Canadiens.

Ici et là, quelques critiques concernant le délai de réponse du gouvernement du Canada aux premiers jours de la pandémie ont ponctué la discussion. Lorsque nous avons demandé aux participants de réfléchir aux domaines où le gouvernement fédéral pourrait faire mieux, ils ont fait les suggestions suivantes, axées pour la plupart sur les vaccins :

- Améliorer la rapidité à laquelle les vaccins sont distribués – Certains participants avaient l'impression que le déploiement vaccinal progressait à un rythme plus lent au Canada que dans d'autres pays. Beaucoup estimaient également manquer d'information sur l'effort national de vaccination et appelaient de leurs vœux une transparence accrue du gouvernement fédéral à ce sujet. Quelques participants trouvaient préoccupant que l'approvisionnement à court terme ne permette pas de donner rapidement la seconde dose aux personnes ayant reçu la première.
- Créer un vaccin fait au Canada – Selon les participants, il s'agissait d'un enjeu important pour que la distribution ait lieu dans les meilleurs délais.
- Passer en revue l'allocation des soutiens financiers actuels – Les participants ont signalé une inégalité entre les montants d'aide versés aux particuliers et ceux versés aux familles. De plus, certains s'inquiétaient du déficit fédéral engendré par ces mesures d'aide et de ses répercussions à long terme.
- Mieux accompagner les petites entreprises – Les participants recommandaient tout particulièrement de soutenir les secteurs en péril, comme la restauration, et les travailleurs saisonniers. Dans la même veine, ils trouvaient irritant et injuste que les magasins à grande surface (Wal-Mart, Costco, etc.) puissent rester ouverts, alors que les petites entreprises (commerces et restaurants) devaient fermer. Certains ont dit ne pas saisir la logique de ces restrictions.

Si de nombreux participants comprenaient que les consignes de confinement et de réouverture, entre autres, soient du ressort du gouvernement provincial, beaucoup souhaitaient que le gouvernement se dote d'un cadre national ou d'une série de directives uniformes, au lieu de laisser à chaque province et territoire le soin de prendre ces décisions. Ce point tenait particulièrement à cœur aux participants qui ont reconnu avoir de plus en plus de mal à s'expliquer pourquoi les règles et les restrictions adoptées variaient, y compris dans des régions se trouvant dans des situations semblables.

Comportements plus à risque (résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Deux groupes de participants qui étaient fatigués de la COVID-19 et avaient des comportements plus à risque ont répondu à une série de questions visant à éclairer les raisons de leurs gestes, les difficultés que leur posaient les mesures de santé publique et plus généralement leur avis sur les restrictions en vigueur dans leur région.

Décision d'avoir des contacts à l'extérieur du ménage

Pour débiter, nous avons demandé aux participants ce qui les avait décidés à fréquenter des gens qui ne font pas partie de leur ménage. Ceux qui avaient vu des membres de leur famille élargie, tels que leurs parents ou leurs beaux-parents, ont expliqué qu'ils avaient besoin de leur aide pour garder les enfants ou qu'eux-mêmes devaient s'occuper d'un parent âgé ou d'un proche qui était malade. Ceux qui avaient rendu visite à des amis ont dit avoir agi ainsi parce qu'ils vivaient seuls et se sentaient isolés et que leur santé mentale en pâtissait.

Les participants n'étaient pas inquiets outre mesure d'avoir des contacts sociaux, car ils avaient le sentiment d'être prudents dans l'ensemble et de limiter le nombre de personnes qu'ils voyaient, même si elles sortaient de leur cercle immédiat. Quelques participants ont toutefois mentionné qu'ils craignaient d'être jugés pour leurs choix.

Difficulté à respecter les directives de santé publique

De manière générale, les participants de ces deux groupes n'éprouvaient pas de difficulté à suivre la plupart des directives de santé publique. Ils ont ainsi indiqué qu'ils portaient toujours le masque et observaient la distance prescrite de deux mètres. Par contre, ils avaient du mal à restreindre leurs interactions sociales, pour diverses raisons exposées ci-dessous :

- Certains côtoyaient une foule de personnes chaque jour dans leur milieu de travail (restaurant, école, etc.) et comprenaient difficilement pourquoi il leur était permis d'interagir avec des inconnus, mais interdit de rendre visite à de proches parents ou à des amis.
- Certains trouvaient difficile de s'adapter à des restrictions « toujours changeantes », tandis que d'autres ont dit lire ou entendre beaucoup d'informations contradictoires sur l'efficacité des mesures de santé publique, ce qui leur faisait remettre en question l'utilité de certaines d'entre elles.
- Par ailleurs, quelques participants étaient influencés par d'autres, qui ne respectaient pas non plus les consignes et ne voyaient aucune conséquence réelle en découler.

Lorsque nous leur avons posé la question directement, il s'est avéré que les participants étaient peu préoccupés par les répercussions de la COVID-19 sur eux-mêmes ou leur famille. Les conséquences économiques de la pandémie sur les entreprises et les collectivités du pays les interpellaient davantage. Par contre, lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient préoccupés par les effets de la pandémie sur la santé mentale, beaucoup ont fait état de difficultés personnelles sur ce plan ou d'inquiétudes à l'égard de la santé mentale de leurs enfants ou d'un parent âgé résidant dans un centre de soins de longue durée, par exemple.

Opinions sur les restrictions

Pour conclure la discussion, nous avons demandé aux participants qui avaient des comportements plus risqués si les restrictions en vigueur devraient être maintenues ou s'ils pensaient que les gens devraient maintenant pouvoir se rassembler librement (par exemple, aller au restaurant). Dans l'ensemble, la plupart estimaient que certaines mesures de protection, telles que le port du masque et l'éloignement physique, devraient rester en place. Cependant, ils auraient souhaité qu'une partie des

restrictions sur les interactions sociales soient levées en Colombie-Britannique et en Ontario, en particulier dans les régions où le nombre de cas était peu élevé. Certains ont recommandé que l'on en revienne à l'idée d'autoriser les contacts au sein d'une bulle sociale, comme au début de la pandémie. Selon d'autres, il fallait plutôt que les restrictions s'appliquent de façon égale partout. Au lieu de limiter à dix le nombre de personnes admises dans un commerce de détail ou un restaurant, les participants ont suggéré que cette limite soit calculée en fonction de la superficie de l'établissement. Ils ont également recommandé de laisser les petites entreprises tourner, à condition qu'elles mettent en place des systèmes appropriés de traçage et de suivi. Une poignée de participants qui s'inquiétaient des nouveaux variants se sont dits en faveur du maintien des restrictions actuelles jusqu'à ce que la situation soit maîtrisée.

Vaccins contre la COVID-19 (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Les vaccins contre la COVID-19 figuraient au premier rang des préoccupations de nombreux participants. Divers aspects liés au déploiement de la vaccination, notamment les attentes relatives au calendrier, la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution et l'intention des participants de se faire vacciner, ont fait l'objet de discussions dans plusieurs groupes tenus en février. Dans deux de ces groupes, les participants avaient été recrutés précisément en raison de leur réticence à la vaccination. Leurs points de vue, et celui de leurs pairs d'autres groupes qui n'étaient pas sûrs de se faire vacciner, sont présentés un peu plus loin.

Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Achat et distribution des vaccins

Bien que certains participants ne se sentaient pas en mesure d'évaluer avec précision la performance du gouvernement fédéral sur le plan de l'achat et de la distribution des vaccins, la plupart étaient d'avis qu'il avait fait du bon travail à cet égard. Beaucoup ont signalé que le gouvernement faisait de son mieux dans des circonstances particulièrement difficiles et ont salué la cadence de vaccination rapide du personnel de première ligne et des personnes âgées. Dans l'ensemble, les efforts du gouvernement fédéral semblaient donner satisfaction. Même les quelques participants qui jugeaient que le gouvernement aurait pu prendre des mesures plus énergiques pour accélérer la livraison des vaccins et qui attribuaient les retards à des formalités bureaucratiques, se réjouissaient de voir les progrès accomplis actuellement. Ils trouvaient également réconfortant de connaître l'ordre de priorité de la distribution des doses. Les participants ont reconnu l'ampleur de l'effort opérationnel et logistique qu'impliquent l'acquisition de grandes quantités de vaccins auprès de plusieurs fabricants étrangers et leur distribution d'un bout à l'autre du pays, y compris dans des régions éloignées.

Certains participants ont fait part de leur impression que le Canada peinait à assurer la distribution d'un nombre suffisant de vaccins, mais croyaient aussi que bien des pays étaient dans le même cas. D'autres ont évoqué le nationalisme vaccinal, qui leur paraissait des plus évidents en Europe et aux États-Unis, et les défis qui en résultaient pour le gouvernement du Canada. Cela dit, ils n'avaient pas forcément de critique à son encontre sur ce point. Quelques personnes s'interrogeaient sur les plans de distribution de la deuxième dose et s'inquiétaient à l'idée que les livraisons réduites obligent à espacer l'intervalle entre les deux injections. De manière générale, ces participants restaient favorables à l'approche adoptée, surtout en ce qui concerne l'inoculation des communautés autochtones dans le cadre de la phase initiale. Leurs questions ont souvent porté sur la priorisation des groupes et des communautés, certains se désolant que des travailleurs de première ligne n'aient pas encore reçu leur première dose.

Les critiques concernant la prestation du gouvernement du Canada ont été plus marquées dans certains groupes. Ainsi, la plupart des participants autochtones du Québec croyaient que le Canada était à la traîne d'autres pays pour ce qui est de l'approvisionnement en vaccins, étant donné ce qu'ils avaient entendu aux nouvelles. Les participants des petites villes et des villes rurales de l'Ontario ainsi que ceux des grandes villes de la Saskatchewan ont exprimé des frustrations semblables, notant que le Canada avait tardé à agir sur ce plan. De surcroît, la nouvelle que le gouvernement avait négocié un accord d'approvisionnement en vaccins avec la Chine, lequel avait ensuite avorté, leur semblait préoccupante au vu des risques importants pour la sécurité que cela comportait d'après eux. Certains participants ont fait remarquer que dans ses efforts pour accélérer l'approvisionnement, le

gouvernement du Canada avait multiplié les contrats avec des fabricants, ce qui entraînait une offre excédentaire. D'autres éléments d'inquiétude ont été soulevés : l'absence de capacité de production nationale, le faible pourcentage de la population vaccinée jusqu'à présent et la façon dont les vaccins étaient distribués. Sur ce dernier point, quelques participants considéraient qu'il fallait procéder de manière plus ciblée, en donnant la priorité exclusive aux aînés et aux personnes ayant des comorbidités qui les rendent plus susceptibles de contracter le virus. Ils ne voyaient pas pourquoi des enseignants de l'Ontario, par exemple, recevraient le vaccin. En Saskatchewan, certains participants avaient le sentiment que la province n'avait pas reçu sa juste part de doses; ils ont signalé que des travailleurs de la santé n'étaient toujours pas immunisés.

Nous avons mentionné aux participants que le Canada avait reçu plus d'un million de doses à ce jour, pour ensuite leur demander ce qu'ils pensaient de la situation, et plus précisément si ce nombre était supérieur, inférieur ou semblable à ce qu'ils avaient en tête. Les avis ont été partagés. Certains participants entendaient cette information pour la première fois. À ce titre, ils n'ont pas toujours su que répondre ou ont indiqué que ce nombre correspondait grosso modo à ce qu'ils auraient pu estimer à ce stade du déploiement vaccinal. Plusieurs participants ont fait remarquer que le gouvernement du Canada n'avait aucune prise sur le volume des arrivages, tout en se demandant s'il poussait suffisamment les fabricants à donner des garanties sur les prochaines dates de livraison. Sur une note plus pessimiste, d'autres ont émis l'hypothèse que le Canada recevait moins de doses que d'autres nations. Plusieurs participants ont dit que le Canada pourrait faire beaucoup mieux. Quelques-uns ont mentionné que le pays compte un peu plus de 37 millions d'habitants et qu'au rythme de vaccination actuel, la campagne risquait de se poursuivre jusqu'en 2022.

Évaluation de l'efficacité du déploiement vaccinal (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Les participants de quelques groupes ont été invités à réfléchir aux facteurs en fonction desquels ils évalueraient l'efficacité du déploiement vaccinal du Canada. Bien que certains aient trouvé difficile de répondre à cette question, d'autres ont avancé une série d'indicateurs et de mesures, notamment ceux qui suivent :

- Le taux de vaccination :
 - La cadence de vaccination – Le délai requis pour que le personnel de première ligne et les personnes « à risque » aient reçu leur vaccination complète (inoculation des deux doses)
 - Le décalage entre la première et la seconde dose
 - La comparaison avec d'autres pays
- La mesure dans laquelle le gouvernement fédéral a respecté le calendrier de distribution établi;
- Les effets secondaires des vaccins;
- L'évolution des taux d'infection et de mortalité (réduction du nombre d'hospitalisations et de décès) à la suite de la vaccination;
- Le calendrier de la reprise économique;

- Les coûts et les ressources consacrées à la lutte contre la pandémie – Certains participants s’interrogeaient sur la pertinence d’effectuer une analyse coût-avantage exhaustive afin de déterminer si les ressources avaient été utilisées à bon escient dans le cadre de cet effort (p. ex., examen des coûts associés à l’achat des vaccins et aux effectifs chargés de leur distribution, comparativement aux résultats de la campagne de vaccination).

Si certains participants ont mis l’accent sur le processus (p. ex., le caractère organisé ou non de la distribution), la plupart étaient davantage préoccupés par la rapidité du déploiement.

Comparaison avec d’autres pays (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l’Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l’AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l’Ontario, parents d’élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Lorsque nous avons demandé aux participants où le Canada se situait par rapport à d’autres pays pour ce qui est de vacciner la population, une majorité l’ignoraient ou pensaient que le Canada s’en tirait probablement aussi bien. Certains ont répondu que c’était difficile à dire à ce stade précoce de la distribution. Il leur semblait qu’il n’y avait pas assez d’information disponible actuellement pour se prononcer.

Le reste des participants croyaient dans des proportions égales que le Canada avait soit mieux réussi, soit moins bien réussi que d’autres pays. Le simple fait que les vaccins arrivent, que leur administration progresse et que le gouvernement se montre proactif et transparent sur ce plan était vu par certains comme un point positif qui démarquait le Canada. D’autres, qui ont reconnu ne pas avoir suivi attentivement les nouvelles internationales, présumaient tout simplement que le Canada s’en tirait mieux, tout en concevant que d’autres pays puissent avoir une longueur d’avance. Ces participants semblaient penser qu’en termes de performance, le Canada se trouvait au milieu du peloton.

Les moins satisfaits considéraient que le Canada était en retard sur d’autres pays. Ils souhaitaient des mises à jour plus régulières et une transparence accrue (p. ex. concernant le nombre de personnes vaccinées) ou trouvaient que le processus se déroulait plus lentement que ce qu’ils avaient imaginé. Certains ont attribué ce manque d’allant au démarrage au fait que le gouvernement avait tenu à collaborer avec un fabricant de vaccins établi en Chine, projet finalement tombé à l’eau et qui, selon eux, désavantageait le Canada par rapport à ses homologues pour l’approvisionnement en vaccins auprès d’autres sources. Le fait que le Canada ait axé ses efforts sur la gestion de la première vague au lieu de se préparer aux prochaines vagues était un autre sujet de préoccupation, tout comme la perception voulant que le Canada soit dans une position peu enviable de surdépendance à l’égard de l’aide d’autres pays et d’organisations étrangères.

Objectifs et calendrier de vaccination (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Nous avons précisé aux participants que le Canada prévoyait vacciner trois millions de Canadiens d'ici la fin mars, et tous ceux qui souhaitent se faire vacciner, d'ici la fin septembre. La plupart étaient au courant de cet objectif, mais beaucoup se demandaient s'il était raisonnable ou atteignable.

Ceux qui croyaient la chose possible ont invoqué le fait que le pays avait déjà reçu et commencé à distribuer un million de doses. À leurs yeux, il était concevable d'en administrer trois millions d'ici la fin mars. Ils pensaient également que cette cible susciterait un certain élan qui prendrait de l'ampleur d'ici avril et qu'elle favoriserait l'intérêt du public et l'acceptation des vaccins durant les mois suivants.

Les plus sceptiques, en revanche, estimaient que vacciner trois millions de personnes en l'espace d'un mois poserait un défi, d'autant plus si les doses n'étaient pas encore arrivées au Canada. De même, ils calculaient qu'il serait difficile de vacciner le reste des Canadiens admissibles, soit quelque 30 millions de personnes, dans un délai de six mois. Bien que certains considéraient cet objectif réalisable, plusieurs incertitudes leur paraissaient susceptibles d'entraver le processus, par exemple la question de savoir si le Canada pourrait recevoir un nombre suffisant de doses, les livrer en temps voulu et assurer leur distribution efficace par les provinces et les territoires. Quelques participants ont souligné le caractère changeant de l'information diffusée sur les vaccins (p. ex. les marques et les quantités achetées, les dates de livraison prévues, la durée de vie ou l'échéance des vaccins, l'intervalle recommandé entre les doses, etc.) ainsi que sur le calendrier de distribution. Certains déploraient que les responsables gouvernementaux aillent à l'encontre de l'avis des fabricants en espaçant les doses de manière à ce que plus de gens reçoivent la première injection. Ils craignaient que cette stratégie compromette l'efficacité des vaccins. De manière générale, les participants trouvaient que les renseignements donnés au public étaient contradictoires, ce qui minait leur confiance dans la possibilité d'atteindre les cibles.

Invités à dire ce qui les convaincrat que le Canada peut atteindre ces objectifs, les participants ont cité ce qui suit :

- Des données sur la distribution des vaccins, ventilées par phase ou par groupe cible, et le nombre de personnes vaccinées;
- Le taux de vaccination quotidien nécessaire pour atteindre les cibles;
- L'efficacité des vaccins;
- Leurs effets secondaires;
- Des annonces indiquant le nombre total de doses réservées et en voie d'être livrées au Canada.

Attentes personnelles concernant le délai de vaccination (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario)

Les participants devaient ensuite indiquer à quel moment ils pensaient être en mesure de recevoir un vaccin. Il n'y a pas eu de consensus clair. Toutes sortes d'estimations ont été avancées : d'ici un mois, au printemps ou à l'été, à l'automne ou à l'hiver, voire l'année prochaine (en 2022). Certains participants escomptaient une longue attente en raison de leur âge et n'y voyaient généralement pas d'inconvénient, jugeant plus urgent de vacciner les aînés et les personnes à risque.

Intentions et réticences en matière de vaccination (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, Autochtones du Québec, jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Intention de se faire vacciner

Sauf pour les deux groupes recrutés sur le critère de la réticence à la vaccination, nous avons demandé à tous les participants s'ils comptaient se faire vacciner. La réponse a dans l'ensemble été affirmative (très peu de gens étaient déjà vaccinés). Cependant, de nombreux participants ont répondu qu'ils étaient indécis ou préféraient attendre, et quelques-uns, qu'ils ne voulaient absolument pas se faire vacciner.

Les motivations suivantes animaient ceux qui avaient l'intention de recevoir le vaccin :

- Le désir de retrouver une vie normale – Certains participants considéraient la vaccination comme la seule planche de salut pour réduire ou enrayer la propagation de la COVID-19;
- Le désir de pouvoir côtoyer de nouveau leur famille et leurs amis;
- Le désir de se protéger et de protéger leurs proches – C'était particulièrement le cas des participants qui avaient des problèmes de santé et de ceux dont un membre du foyer travaillait dans le secteur de la santé;
- La confiance dans les fondements scientifiques du développement des vaccins;
- La conscience de la pression que la pandémie exerce sur les hôpitaux et le personnel de santé;
- Le fait d'avoir perdu un ami ou un membre de la famille à cause de la COVID-19.

Réticence à la vaccination

Nous avons exploré plus en détail la question de la réticence à la vaccination. Ceux qui avaient des réserves ou qui ne comptaient pas se faire vacciner ont donné les arguments suivants :

- Les effets secondaires possibles – Certains participants préféraient attendre que plus de gens aient été vaccinés et que l'on dispose de plus de données sur les effets secondaires déclarés ou sur les décès susceptibles d'être imputables au vaccin;
- Les effets chez les personnes ayant des problèmes de santé particuliers (p. ex., allergies graves, lupus, etc.);
- Les événements indésirables associés à des expériences de vaccination antérieures;
- Des inquiétudes quant à la rapidité du développement et du déploiement vaccinal;
- La possibilité que des doses supplémentaires (p. ex., une troisième et une quatrième injection) soient nécessaires;
- Le fait de se croire en bonne santé et capable de surmonter le virus, le cas échéant;
- L'impression que les autorités et les médias exagèrent la dangerosité du virus – Certains participants pensaient que dans la plupart des cas, les gens auraient des symptômes comparables à ceux de la grippe et que, même s'ils devaient être hospitalisés, ils se rétabliraient sans doute complètement;
- Le désir de recevoir le vaccin le plus efficace, parmi la panoplie de vaccins disponibles;
- Une prédilection pour les traitements non médicaux et les remèdes naturels lorsqu'il s'agit de régler des problèmes de santé;
- Le fait d'avoir entendu des professionnels de la santé annoncer qu'ils n'avaient pas l'intention de se faire vacciner.

À la question de savoir quels facteurs influenceraient leur décision, les participants qui étaient indécis ou réfractaires à la vaccination ont mentionné le fait de recevoir plus d'information au sujet du virus et des vaccins, ainsi que des précisions quant au caractère obligatoire ou non d'une preuve de vaccination (pour assister à des événements, être admis dans différents lieux publics, voyager à l'étranger, etc.). La plupart, néanmoins, aimaient autant attendre que les effets du vaccin aient fait l'objet de plus nombreuses études.

Nous avons demandé aux deux groupes composés de participants qui hésitaient à se faire vacciner à quelles questions sur la COVID-19 ils aimeraient le plus avoir réponse. Les questions des participants étaient à l'image de certaines de leurs préoccupations signalées plus haut :

- Devrais-je me faire vacciner?
- Les vaccins mettront-ils fin à la transmission de la COVID-19?
- En quoi ce vaccin diffère-t-il du vaccin contre la grippe?
- Le vaccin est-il sûr?
- Le vaccin me rendra-t-il malade?
- Quel risque y a-t-il que le vaccin ait des effets secondaires durables?

Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la région de Hamilton- Niagara en Ontario)

Nous avons présenté aux jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara trois concepts d'affiches comportant un code QR, élaborés par le gouvernement du Canada à titre d'outil pour faciliter la recherche de contacts en lien avec l'application Alerte COVID. L'examen de chaque concept a été suivi d'une série de questions visant à évaluer la clarté des affiches et à recueillir les réactions. Dans un deuxième temps, les participants ont été priés de comparer les affiches en fonction de certains aspects précis, par exemple les couleurs, le message et l'emplacement des logos, puis d'indiquer celle qui leur semblait la plus efficace, c'est-à-dire la plus susceptible d'encourager une utilisation accrue de l'application.

En préalable à l'exercice, nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada. Presque autant ont répondu par l'affirmative que par la négative. Ils étaient peu nombreux à l'avoir téléchargée.

Réactions aux affiches avec code QR

Nous avons ensuite expliqué aux participants que Santé Canada cherchait à accroître l'utilisation d'Alerte COVID au moyen d'affiches dotées d'un code QR, sorte de code-barres à matrice carrée contenant de l'information lisible par machine. Ces affiches pourraient être installées à l'entrée des commerces et toute personne munie de l'application pourrait en scanner le code QR.

Affiche 1

Cette affiche a suscité une certaine indifférence. Quelques participants ont dit qu'elle était attrayante dans l'ensemble, tandis que d'autres ne l'ont pas trouvée particulièrement accrocheuse.



COVID Alert

**Scan a place.
Slow the spread.**

Alerte COVID

**Scannez un lieu.
Freinez la propagation
du virus.**



Open the COVID Alert app. Then tap Scan a place.
canada.ca/covid-alert

Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur Scanner un lieu.
canada.ca/alerte-covid

La figure ci-dessus comporte, dans sa partie supérieure, une petite bande blanche arborant le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin droit et la signature du gouvernement du Canada dans le coin gauche. Vient ensuite une fine ligne turquoise, sous laquelle se trouve, tout à gauche, l'icône de l'application Alerte COVID, accompagnée à droite du titre en gros caractères « COVID Alert ». Sous ce titre figure, en plus petits caractères noirs, le message « Scan a place. Slow the spread ». Du côté droit, la traduction française correspondante est présentée en caractères noirs, selon le même format et le même style de police : « Alerte COVID » et « Scannez un lieu. Freinez la propagation du virus ». Sous ces éléments de texte, on voit un fond où alternent des rayures diagonales turquoise et blanches. Au milieu, un code QR est encadré d'une bordure turquoise. Sous le code QR, il est écrit en caractères noirs « Location Name », suivi de « Address, Street, City, Province, Postal Code » en plus petits caractères. Sous les rayures diagonales, à gauche, une main tient un téléphone cellulaire qui montre un code QR. À côté de cette image, il est écrit « Open the COVID Alert app. Then tap Scan a place. canada.ca/covid-alert ». Les mots « Scan a place » sont en caractères gras et soulignés. À droite du texte, la traduction française correspondante est présentée dans le même style de police : « Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur Scanner un lieu. [canada.ca-alerte-covid](https://canada.ca/alerte-covid) ».

Quelques participants trouvaient que le code QR, bien qu'il n'ait rien de remarquable, était bien visible et pouvait en amener certains à s'interroger sur sa raison d'être. Dans les rares cas où les participants

considéraient que l’affiche avait capté leur attention, ce sont le code QR et le message « *Scan a place. Slow the spread* » (Scannez un lieu. Freinez la propagation du virus) qu’ils ont mentionnés. La palette de couleurs a aussi été jugée très attrayante et amicale par certains, qui ont toutefois noté qu’elle conférait un caractère facultatif plutôt qu’un sentiment d’urgence au fait de scanner le code QR.

À la question de savoir si l’affiche communiquait de manière efficace ce qu’il fallait faire et pourquoi, les participants ont répondu en suggérant des améliorations. L’icône du téléphone devrait être plus grande et mieux mise en évidence sur l’affiche, ont-ils noté, car l’utilisation des codes QR n’irait pas forcément de soi pour certaines personnes, en particulier les générations plus âgées. Ils ont également insisté sur la possibilité d’offrir d’autres options aux gens qui n’ont pas de forfait de données, mais qui souhaiteraient pouvoir participer.

Affiche 2

Les réactions au deuxième concept ont été un peu plus enthousiastes que pour le premier, nombre de participants préférant sa combinaison de couleurs et son message.



COVID Alert

Help make contact tracing easier.

Alerte COVID

Facilitez la recherche de contacts.



Location Name

Address, Street

City, Province, Postal Code



Open the COVID Alert app.
Then tap
Scan a place.

canada.ca/covid-alert

Ouvrez l'appli Alerte COVID.
Appuyez sur
Scanner un lieu.

canada.ca/alerte-covid

La figure ci-dessus comporte, dans son coin supérieur gauche, l'icône de l'application Alerte COVID accompagnée à droite du titre en gros caractères « COVID Alert ». Sous ce titre figure, en plus petits caractères noirs, le message « Help make contact tracing easier ». Dans le coin supérieur droit, la traduction française correspondante est présentée en caractères noirs, selon le même format et le même style de police : « Alerte COVID » et « Facilitez la recherche de contacts ». Sous ces éléments de texte, on voit un fond où alternent des rayures diagonales orange et blanches, encadré par deux lignes orange en gras. Au milieu, un code QR est encadré d'une bordure orange. À droite du code QR, il est écrit en caractères noirs « Location Name », suivi de « Address, Street, City, Province, Postal Code » en plus petits caractères. Sous les rayures diagonales, à gauche, une main tient un téléphone cellulaire qui montre un code QR. À côté de cette image, il est écrit « Open the COVID Alert app. Then tap Scan a place. canada.ca/covid-alert ». Les mots « Scan a place » sont en caractères gras. À droite du texte, la traduction française correspondante est présentée dans le même style de police : « Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur Scanner un lieu. canada.ca-alerte-covid ». Dans la partie inférieure de l'affiche, on voit une petite bande blanche arborant le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin droit et la signature du gouvernement du Canada dans le coin gauche.

Les commentaires ont porté sur les points suivants :

- La palette de couleurs – Certains participants trouvaient que le ton orange évoquait davantage un sentiment d’urgence et d’importance;
- Le message – « *Help make contact tracing easier* » (Facilitez la recherche de contacts) était plus facile à comprendre, en tant qu’objectif, et éclairait mieux le public en ce qui concerne l’action souhaitée;
- Le code QR – Les participants s’entendaient sur le fait que le code QR se démarquait. Cependant, certains trouvaient que les mots « Alerte COVID » devraient être mis en relief pour aider les gens à faire le lien entre le code QR et l’application.

Comme pour la première affiche, certains participants ont parlé du segment de la population auquel les codes QR ne sont peut-être pas familiers, en recommandant de grossir l’icône du téléphone mobile pour faciliter la compréhension.

Affiche 3

Au premier abord, les participants ont moins aimé les couleurs et le message de ce concept, par rapport à ceux de la deuxième affiche.



COVID Alert

Check in to get
exposure notifications.

Alerte COVID

Enregistrez votre visite
pour recevoir des
notifications d'exposition.



Location Name

Address, Street

City, Province, Postal Code



Open the COVID Alert app.
Then tap
Scan a place.

canada.ca/covid-alert

Ouvrez l'appli
Alerte COVID. Appuyez sur
Scanner un lieu.

canada.ca/alerte-covid

La figure ci-dessus comporte, dans son coin supérieur gauche, l'icône de l'application Alerte COVID accompagnée à droite du titre en gros caractères « COVID Alert ». Sous ce titre figure, en plus petits caractères noirs, le message « Check in to get exposure notifications ». Dans le coin supérieur droit, la traduction française correspondante est présentée en caractères noirs, selon le même format et le même style de police : « Alerte COVID » et « Enregistrez votre visite pour recevoir des notifications d'exposition ». Sous ces éléments de texte, on voit un fond où alternent des rayures diagonales violettes et blanches, encadré par deux lignes violettes en gras. Au milieu, un code QR est encadré d'une bordure violette. À droite du code QR, il est écrit en caractères noirs « Location Name » suivi de « Address, Street, City, Province, Postal Code » en plus petits caractères. Sous les rayures diagonales, à gauche, une main tient un téléphone cellulaire qui montre un code QR. À côté de cette image, il est écrit « Open the COVID Alert app. Then tap Scan a place. canada.ca/covid-alert ». Les mots « Scan a place » sont en caractères gras et soulignés. À droite du texte, la traduction française correspondante est présentée dans le même style de police : « Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur Scanner un lieu. canada.ca/alerte-covid ». Dans la partie inférieure de l'affiche, on voit une petite bande blanche arborant le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin droit et la signature du gouvernement du Canada dans le coin gauche.

Dans l'esprit des commentaires qu'ils avaient formulés au sujet de la première affiche, les participants ont noté que la palette de violets, quoique sympathique, ludique et dynamique, ne reflétait pas nécessairement la gravité de la COVID-19. Par ailleurs, le ton du message « *Check in to get exposure notifications* » (Enregistrez votre visite pour recevoir des notifications d'exposition) a paru un peu rébarbatif à certains. Même si le message décrivait bien le but de l'affiche, son ton était plutôt alarmant qu'invitant. D'après ces participants, le message inciterait peut-être les gens à se demander si le lieu où se trouvait l'affiche avait déjà connu des éclosions.

Peu de participants estimaient que ce concept capterait l'attention du public ou l'encouragerait à utiliser l'application Alerte COVID.

Comparaison des concepts

Nous avons ensuite mis les trois affiches côte à côte et demandé aux participants d'évaluer les aspects suivants :

- La palette de couleurs – En considérant les trois concepts ensemble, certains participants à qui le violet avait déplu ont révisé leur opinion en disant que, par rapport aux autres choix, celui-ci était plus efficace, car plus susceptible d'attirer l'attention. Certains estimaient qu'il s'agit d'une couleur inattendue pour ce type de message et que son caractère singulier le démarque davantage. D'autres ont réitéré leur préférence pour la couleur de la deuxième affiche. De l'avis de quelques-uns, les bleus utilisés dans la première affiche correspondent aux couleurs qu'ils associent à un thème « médical ». D'autres ont fait remarquer que de façon générale, les couleurs devraient être plus saturées, vives et éclatantes.
- Le message – Les participants ont préféré « *Help make contact tracing easier* » (Facilitez la recherche de contacts) et « *Check in to get exposure notifications* » (Enregistrez votre visite pour recevoir des notifications d'exposition). Beaucoup jugeaient le premier message « *Scan a place. Slow the spread* » (Scannez un lieu. Freinez la propagation du virus) moins clair que les autres, sans compter que l'invitation à freiner la propagation faisait l'effet d'une redite dans le contexte actuel. Dans l'ensemble, les participants ont prêté le plus d'efficacité au message « *Help make contact tracing easier* » (Facilitez la recherche de contacts), parce qu'il était direct, concis et communiquait clairement le but de l'affiche. Le ton plus invitant de cette phrase, ont renchéri certains, inciterait les gens à scanner le code QR.
- L'emplacement du logo du gouvernement du Canada – La plupart des participants ont admis que l'emplacement du logo sur chaque affiche avait échappé à leur attention. Toutefois, lorsque nous leur avons demandé la position qu'il préférerait, beaucoup ont indiqué une prédilection pour le haut de l'affiche. Selon eux, cet emplacement donnait à l'affiche une allure plus officielle, mettait le logo bien en vue et augmentait l'effet général de l'affiche.
- L'emplacement du nom et de l'adresse du commerce – Les participants étaient partagés sur ce point. Quelques-uns ont affirmé qu'une partie de l'information fournie était redondante. À ce titre, son emplacement ne leur semblait ni très pertinent, ni très important. D'autres ont indiqué qu'ils préféreraient voir le nom et l'adresse de l'entreprise placés sous le code QR.

- La mise en caractères gras et le soulignage de « *Scan a place* » (Scannez un lieu) – Relativement peu de participants ont remarqué les différences de mises en relief d'une affiche à l'autre. Invités à faire part de leur préférence, la plupart ont dit que le texte en caractères gras attirait davantage l'attention, car il se lisait plus facilement et le contraste créait un point focal. Beaucoup ont dit préférer le soulignage pour des raisons similaires. De l'avis de quelques personnes toutefois, ces procédés étaient inutiles ou détournaient l'attention.

Pour conclure la discussion sur ce sujet, nous avons demandé aux participants s'ils utiliseraient les codes QR sur affiches et si pareille initiative leur semblait pouvoir contribuer à enrayer la propagation de la COVID-19. Parmi ceux qui avaient déjà téléchargé l'application, certains ont affirmé qu'ils scanneraient le code QR si cela ciblait un double objectif : réduire leur exposition au virus, d'une part, et leur éviter d'avoir à remplir les formulaires de présence exigés pour entrer dans certains lieux, d'autre part. D'autres ont répété qu'à défaut d'avoir un forfait de données, la capacité de participer à l'initiative était limitée. Cela dit, les participants qui n'avaient pas téléchargé Alerte COVID ont reconnu que l'information véhiculée par les affiches les encourageait à le faire. Beaucoup estimaient également que l'initiative profiterait aux entreprises et à leur clientèle en simplifiant le processus de recherche de contacts. Quelques participants ont cependant précisé qu'ils seraient moins enclins à scanner le code QR si l'entreprise ne fournissait pas d'accès Wi-Fi.

Tout compte fait, les participants croyaient généralement que l'initiative aiderait à freiner la transmission de la COVID-19, mais quelques sceptiques ont avancé qu'en définitive le succès dépendrait du nombre d'utilisateurs de l'application et des codes QR.

Évaluation de publicités – Essai pilote

(parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires pour informer la population canadienne sur la COVID-19 et les mesures de santé publique en place pour protéger les Canadiens. Nous avons présenté aux participants de deux groupes de discussion une publicité vidéo du gouvernement du Canada qui visait à inciter la population à continuer de respecter les mesures de sécurité et de santé publique. L'évaluation consistait à effectuer un essai pilote de la publicité avant sa diffusion.

Nous avons présenté aux participants deux versions de la publicité vidéo (ci-dessous), dont le scénario et le contenu étaient les mêmes. Les deux versions étaient identiques; seule leur bande sonore était différente. Dans le but d'évaluer les réactions des participants aux versions de la publicité et afin d'éliminer tout biais possible relatif à l'ordre, elles ont été présentées dans un ordre différent aux groupes.

Version 1



version 1 (reco)
compressed.mov

La publicité ci-dessus ne fut évaluée qu'auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Au début de la publicité, on voit un jeune homme qui se rase le côté du visage devant le miroir. Il regarde ensuite droit devant et on remarque qu'il ne s'est rasé qu'un seul côté du visage, sa barbe étant toujours de l'autre côté. Dans la séquence suivante, on voit une femme qui sert une assiette de spaghettis crus nappés de sauce tomate à une fillette assise à la table. La fillette prend ensuite quelques spaghettis crus entre ses doigts et les regarde avec un air perplexe. La séquence suivante met en scène un homme qui sort de son domicile vêtu d'un complet dans le haut, mais seulement de sous-vêtement dans le bas. On voit ensuite une voisine en train de boire un café qui le regarde l'air abasourdi alors qu'il quitte sa maison habillé à moitié. La prochaine séquence met en scène deux personnes dans un abri d'autobus. L'homme porte un masque qui couvre sa bouche et son menton, mais pas son nez. La femme à côté de lui pointe son propre masque, qui couvre sa bouche et son nez. Surpris, l'homme replace rapidement son masque au-dessus de son nez. Durant cette séquence, on entend une narratrice dire : « There's some things you just don't do halfway. Fighting COVID-19 is one of them. As vaccines rollout, let's keep giving this our all. » On voit ensuite le texte suivant en gros caractères sur un fond bleu : « Follow public health measures and download the COVID Alert app. » Quatre icônes sont visibles au-dessus du texte. Elles représentent, de gauche à droite, deux personnes séparées par une flèche bidirectionnelle, des mains surplombées d'une goutte d'eau, l'image d'un masque et le logo de l'application Alerte COVID. La narratrice dit : « Continue to follow public health measures. A message from the Government of Canada. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure au milieu le mot-symbole « Canada ». Tout au long de la publicité, on entend un ensemble à cordes et piano qui joue une musique pleine de suspense.

Version 2



version 3 (without
whistling) compresser

La publicité ci-dessus ne fut évaluée qu'auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Cette publicité est identique à la version 1. Seule la musique est différente. On entend tout au long de la publicité la mélodie entraînante d'un banjo.

Nous avons laissé aux participants le temps de regarder une première fois la publicité, puis nous leur avons posé une série de questions pour recueillir leurs impressions générales, obtenir leurs commentaires sur ce qu'ils retenaient comme message principal et savoir si la publicité les poussait à repenser ou non leurs comportements. Nous avons ensuite montré aux participants l'autre version de la publicité et leur avons demandé d'évaluer les pistes de musique. Pour conclure la discussion, les participants ont été invités à choisir parmi les deux bandes sonores celle qui serait selon eux la plus efficace.

Impressions générales

Dans l'ensemble, les participants des deux groupes ont réagi assez favorablement à la publicité. Ils ont été nombreux à souligner le ton léger de la publicité, qui induisait un sentiment positif chez eux. Ils trouvaient la publicité sympathique, amusante et drôle. Le caractère inclusif de la publicité figurait

parmi les aspects positifs cités par les participants. Ils ont salué le fait que la publicité mette en scène des personnages des deux sexes et d'âges et d'origines ethniques variés auxquels tous les Canadiens pouvaient s'identifier d'une façon ou d'une autre. Les participants ont formulé peu de critiques à propos de la publicité.

En ce qui concerne le message principal, les participants ont retenu qu'il était important pour tous les Canadiens de continuer de respecter pleinement, pas seulement à moitié, les consignes de santé publique (par exemple, en portant un masque). Beaucoup trouvaient que le message était efficace pour rappeler aux Canadiens de continuer à jouer leur rôle en adhérant pleinement à ces mesures. Quelques participants se sont attardés à la question du port du masque dans la publicité. D'après eux, le message à retenir était qu'un masque porté correctement couvrait à la fois le nez et la bouche. Dans l'ensemble, les participants aimaient le ton amical de la publicité, qui n'était pas accusateur ou directif, mais bien efficace pour renforcer subtilement le message.

À leur avis, cette publicité aurait un impact sur le comportement, mais seulement sur celui des personnes qui avaient déjà suivi la plupart des mesures de santé publique pour lutter contre la COVID-19. Elle se voulait selon eux un rappel amical sur l'importance de continuer à respecter ces mesures, surtout pour les personnes qui les suivaient moins scrupuleusement dans les derniers temps. Cependant, beaucoup pensaient qu'elle n'inciterait pas les Canadiens qui ne respectaient pas déjà les mesures à changer de comportement.

Évaluation de la bande sonore

Dans les deux groupes, la musique qui accompagnait la publicité plaisait en général aux participants. Selon ces derniers, la musique de la version 1 était comique, dynamique et pleine de suspense. Ils ont été nombreux à relever les touches d'humour, qui contribuaient à leur avis à faire progresser l'histoire et à conserver l'attention de l'auditoire. Les participants trouvaient la bande sonore de la version 2 accrocheuse et entraînante et plus joyeuse que celle de la version 1. Dans les deux bandes sonores, les participants ont reconnu la signature sonore à la fin, qu'ils ont associée immédiatement au gouvernement du Canada.

Comparaison des bandes sonores

Invités à dire laquelle des deux pistes de musique était la plus efficace, les participants ont formulé des commentaires qui témoignaient d'une polarisation entre les deux groupes. Malgré leur divergence d'opinions quant à l'efficacité des deux pistes audio, les participants les ont en général bien accueillies.

Tous les participants de grandes villes de la Saskatchewan (qui ont vu d'abord la version 1, puis la version 2) étaient d'avis que la bande sonore de la version 1 serait plus efficace. Ils croyaient que les effets sonores créant un suspense de la version 1 parviendraient davantage à maintenir l'intérêt de l'auditoire (qu'une musique continue) et qu'ils s'harmonisaient au ton humoristique de la publicité.

À l'inverse, les participants de grandes villes de la Colombie-Britannique (qui ont vu la version 2, suivie de la version 1) avaient plus confiance en l'efficacité de la bande sonore de la version 2, principalement

parce qu'elle se mariait bien à la légèreté du message de la publicité selon eux. Quelques participants ont critiqué la version 2, jugeant qu'elle était trop chargée ou prêtait à confusion.

Remboursement de la PCU (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba)

Une discussion sur le soutien financier offert pendant la pandémie a été menée auprès des participants du Manitoba qui avaient bénéficié d'assurance-emploi (AE) ou de l'une des prestations de relance mises en place par le gouvernement du Canada. Elle a porté sur l'expérience des participants qui ont bénéficié de soutien financier, le processus de remboursement des prestations pour ceux qui n'y étaient pas admissibles et l'imposition de ces prestations.

Soutien financier

En premier lieu, nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie en ce qui concerne le soutien financier fourni. La plupart jugeaient que le gouvernement avait fait un travail aussi bon, voire meilleur, que n'importe quel autre pays. Ils ont salué la vitesse avec laquelle le programme de soutien financier a été lancé et mis en œuvre et le fait que les travailleurs autonomes avaient pu en bénéficier. Invités à dire si la performance du gouvernement du Canada dans ce domaine était aussi bonne actuellement qu'au début de la pandémie, les participants ont été peu loquaces, mais ils ont souligné que la rapidité à laquelle les prestations ont été versées aux Canadiens s'est maintenue tout au long de l'année.

Néanmoins, certains étaient préoccupés par le coût élevé de la vie au Canada et jugeaient que le niveau de soutien financier offert était par conséquent insuffisant. D'autres ont quant à eux mentionné avoir épuisé leur épargne et se demandaient comment le montant des prestations avait été déterminé. Quelques-uns ont mentionné que le montant de prestation dont chaque bénéficiaire avait besoin pouvait différer et devrait pouvoir être ajusté en fonction de la situation de chacun. Les participants estimaient que les parents, en particulier les chefs de famille monoparentale et ceux qui avaient plusieurs enfants, devraient recevoir plus de soutien par rapport à d'autres Canadiens.

Remboursement de la PCU

De rares participants avaient entendu parler de l'obligation de rembourser la PCU pour les personnes qui l'avaient reçue par erreur. Ils avaient entendu dire que des lettres ou des avis avaient été envoyés à des personnes pour les informer qu'elles devaient rembourser des paiements en trop ou des versements de PCU parce qu'elles étaient inadmissibles. À leurs yeux, cela plaçait ces personnes dans une situation financière difficile, vu l'empressement à fournir un soutien au début de la pandémie et le peu de renseignements disponibles alors sur les critères d'admissibilité. Toutefois, les participants pensaient que les règles d'admissibilité étaient maintenant beaucoup plus claires.

Lorsque nous leur avons demandé explicitement s'ils croyaient devoir payer de l'impôt sur la PCU qu'ils avaient reçue, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Beaucoup d'entre eux craignaient d'éprouver des difficultés à cause de l'obligation de payer de l'impôt pour différentes raisons. Ils ont dit que la PCU n'était pas suffisante pour couvrir le coût de la vie, de sorte qu'ils n'avaient pu mettre de l'argent de côté pour les impôts et qu'ils avaient puisé dans leur épargne au cours de la dernière période de confinement. D'autres trouvaient déraisonnable le fardeau administratif pour les travailleurs autonomes. Certains envisageaient même de ne pas produire de déclaration de revenus cette année, car ils n'avaient pas les moyens de payer le montant d'impôt dû.

La quasi-majorité des participants estimaient que quiconque avait à payer de l'impôt sur la PCU devrait bénéficier d'un délai de remboursement plus long. L'argument principal évoqué est que plusieurs activités économiques étaient encore arrêtées en raison de la pandémie en cours et de la période d'incertitude financière, de sorte que des gens travaillaient moins d'heures ou étaient sans emploi. De l'avis des participants, les chefs de famille monoparentale et tous ceux qui ont des personnes à charge devraient bénéficier d'un délai plus long, car ils doivent composer avec des niveaux de stress et des difficultés supplémentaires. Certains ont proposé de fixer à la fin de la pandémie le délai de remboursement pour les personnes qui devaient payer de l'impôt sur la PCU.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Langue française (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Dans quelques groupes, nous avons discuté avec les participants des récentes modifications proposées par le gouvernement du Canada pour moderniser la *Loi sur les langues officielles* et leur avons demandé si selon eux, ces modifications seraient efficaces pour protéger la langue française au Canada.

Un certain nombre de participants n'avaient pas entendu parler de ces modifications. Par contre, les résidents de la GRM étaient plus nombreux à être au courant, comparativement aux participants du Canada atlantique. Le niveau de familiarité à l'égard de ces modifications était modeste et la plupart des participants ont simplement mentionné que la Loi avait été modifiée ou qu'elle avait pour but de protéger la langue française.

Pour sonder leurs opinions à l'égard de la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, nous avons présenté aux participants cinq des modifications proposées et en avons discuté avec eux :

- **Augmenter le nombre de programmes d’immersion française à l’extérieur du Québec :** *La demande d’accès aux programmes d’immersion française a dépassé l’offre au cours des dernières années.*
- **Augmenter l’immigration francophone :** *Recruter des enseignantes et enseignants francophones ainsi que celles et ceux qui enseignent le français — pour les programmes d’immersion en langue seconde et pour l’enseignement du français — afin de remédier à la pénurie de professeur(e)s de français au Canada, tout particulièrement à l’extérieur du Québec.*
- **Renforcer le rôle de Radio-Canada** *dans la protection et la promotion de la langue française.*
- **Nommer uniquement des juges bilingues à la Cour** *afin de garantir le droit d’être compris directement par le ou la juge, sans l’aide d’interprète, devant tous les tribunaux.*
- **Renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles :** *Pour être en mesure de mieux faire respecter la Loi, utiliser des méthodes alternatives de règlement des différends et ajouter des motifs pour lesquels le Commissaire peut refuser ou cesser d’enquêter sur une plainte.*

La plupart des participants étaient favorables aux modifications proposées. Par contre, les résidents de la GRM étaient moins convaincus et ont dit craindre que ces modifications n’aillent pas assez loin pour protéger la langue française. Bon nombre de ceux en faveur des modifications étaient d’avis que l’augmentation du nombre de programmes d’immersion française à l’extérieur du Québec était la mesure la plus efficace. Ils ont fait valoir qu’un meilleur accès aux ressources et aux programmes d’immersion française dans les écoles était essentiel pour protéger la langue française puisque les vrais changements débutent souvent au niveau des établissements scolaires. Plusieurs estimaient qu’il était essentiel d’augmenter le nombre de programmes d’immersion française dans les écoles, mais également d’offrir des programmes de formation en français aux adultes et aux autres personnes à l’extérieur du système scolaire.

Parallèlement, certains ont exprimé des préoccupations au sujet du langage utilisé pour décrire les modifications proposées. Selon eux, les mots comme « augmenter » et « renforcer » pourraient laisser croire que d’autres ressources et programmes importants en souffriraient ou qu’on pourrait involontairement créer des divisions entre les francophones et ceux qui parlent les nombreuses autres langues qui reflètent la diversité des cultures au Canada. Quelques participants ont également mentionné que même en augmentant les programmes d’immersion française, les occasions de pratiquer et de conserver la langue à l’extérieur des communautés francophones étaient peu nombreuses. Certains ont suggéré d’en faire davantage pour le soutien à l’apprentissage par l’expérience après l’obtention d’un diplôme.

Les propositions visant à renforcer le rôle de Radio Canada et de nommer uniquement des juges bilingues à la Cour suprême ont reçu moins d’appui. Certains participants n’ont pas compris le lien entre Radio Canada et la protection de la langue française, non plus que son rôle à cet égard. D’autres avaient le sentiment qu’en exigeant le bilinguisme des juges de la Cour suprême, on excluait des candidats hautement qualifiés en tenant compte uniquement de leurs capacités linguistiques. D’après eux, il faudrait offrir la formation nécessaire en français plutôt que d’ériger des barrières et de limiter la progression sur la seule base de la langue.

Questions autochtones (Autochtones du Québec)

Plusieurs questions concernant spécifiquement les Autochtones ont été abordées avec un groupe d'Autochtones du Québec. Durant la discussion au cours de laquelle plusieurs sujets ont été abordés, nous avons sondé les participants pour savoir ce qu'ils pensaient des priorités autochtones, de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et de l'eau potable dans les réserves.

Priorités autochtones

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants ont fourni les réponses suivantes :

- La surreprésentation des Autochtones dans le système d'aide sociale et plus particulièrement le système de protection de l'enfance – certains ont fait remarquer que bien que le gouvernement fédéral ait mis des efforts sur le système d'aide sociale au pays, et même s'il s'agissait également d'une priorité pour l'Assemblée des Premières nations, il faudrait en faire davantage pour offrir un soutien financier et social aux adultes et enfants autochtones.
- Un soutien additionnel devrait être fourni aux jeunes Autochtones à risque et pour le développement d'un programme d'enseignement adapté à leur culture dans les écoles et les institutions canadiennes. Les participants étaient généralement d'avis que les Canadiens n'avaient aucune compréhension générale des droits des Autochtones et des problèmes qui les concernent, y compris les concepts de base comme les cartes de statut, les droits issus de traités et des obligations juridiques plus récentes comme le principe de Jordan, qui vise à éliminer les inégalités et les délais dans les services pour les enfants des Premières nations. Aux dires des participants, le manque de compréhension à l'égard de ces questions et des problèmes plus vastes auxquels sont confrontés les Autochtones contribue aux perceptions erronées et au déni de leurs droits inhérents. Certains ont fait valoir l'importance de mettre sur pied un programme d'enseignement plus complet sur l'histoire et les droits des peuples autochtones, particulièrement au Québec.
- L'eau potable – Certains participants étaient d'avis qu'en plus de réaliser les objectifs en matière d'eau potable dans les réserves, le gouvernement devrait en faire davantage pour protéger la biodiversité des ressources naturelles du Canada.
- De meilleures possibilités d'emploi pour les Autochtones au Canada et à l'étrangers – Certains ont suggéré qu'un volet des politiques et activités du Canada en matière d'affaires étrangères soit axé sur les questions autochtones afin d'aider les entreprises autochtones et de favoriser la réconciliation économique des Autochtones à l'échelle mondiale. Les participants ont estimé qu'en plus de positionner au mieux le Canada à l'international, on fournirait une aide financière additionnelle aux entreprises et aux communautés autochtones au pays qui en ont bien besoin.

Les participants ont mentionné d'autres secteurs où le gouvernement du Canada a fait des progrès. Certains ont indiqué que le suivi effectué à la suite des appels à l'action lancés par la Commission de

vérité et de réconciliation (CVR) a permis de diminuer considérablement le nombre de communautés autochtones où des avis d'ébullition de l'eau étaient en vigueur, ce qu'ils considèrent comme une amélioration. L'intérêt renouvelé envers les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, ainsi que l'application de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Gladue, qui exige des juges qu'ils tiennent compte de l'histoire, des expériences et des réalités des délinquants autochtones au moment de déterminer la sentence appropriée, sont également des indicateurs de progrès.

La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones)

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler de la DNUDPA. Ceux qui connaissaient son existence croyaient que le gouvernement du Canada avait été parmi les derniers pays à signer la convention. Ils ont ajouté que dans de nombreuses provinces, la Déclaration n'avait aucun fondement juridique et se sont dits déçus du manque d'action pour harmoniser les lois des provinces canadiennes avec la DNUDPA.

Pour approfondir la discussion, nous avons fourni l'information qui suit aux participants :

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de la personne des peuples autochtones.

La DNUDPA comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour les protéger. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

Cette information et le fait de savoir que le gouvernement du Canada avait récemment déposé un projet de loi pour mettre en œuvre la Déclaration n'ont pas réussi à convaincre les participants qu'un réel changement se produirait pour les peuples autochtones au Canada. Certains avaient l'impression que le gouvernement aurait de la difficulté à recueillir suffisamment de votes pour faire adopter cette loi et que celle-ci pourrait très bien être invalidée par un nouveau gouvernement. Plusieurs se sont demandé dans quelle mesure les provinces et les territoires reconnaîtraient et appliqueraient cette loi. De façon générale, le fait que quelques participants seulement aient entendu parler de la DNUDPA ou sur le récent projet de loi présenté par le gouvernement du Canada en a laissé certains sceptiques quant aux obstacles (p. ex., les coûts) à sa mise en œuvre.

Certains étaient également d'avis que la DNUDPA n'aurait aucun impact, ou très peu, sur la vie des personnes qui habitent dans les réserves. Ils ne voyaient pas comment la Déclaration toucherait les

communautés gouvernées par les Conseils des Premières nations, qui ont leurs propres corps policiers autochtones.

Toutefois, quelques participants avaient des opinions plus favorables à l'égard des dispositions législatives liées à la DNUDPA. Même s'ils étaient d'avis que ces dispositions s'imposaient depuis longtemps, ils ont mentionné qu'il s'agissait d'un signe évident de progrès de la part du gouvernement fédéral pour protéger et soutenir les communautés autochtones.

Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves

Les participants étaient plus ou moins au courant des efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

Après leur avoir présenté une infographie contenant de l'information supplémentaire sur les récents efforts du gouvernement du Canada concernant l'eau potable dans les réserves, nous avons sondé les participants pour obtenir leurs commentaires et réactions.

Mis à jour le 26 janvier 2021

99

avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis Novembre 2015

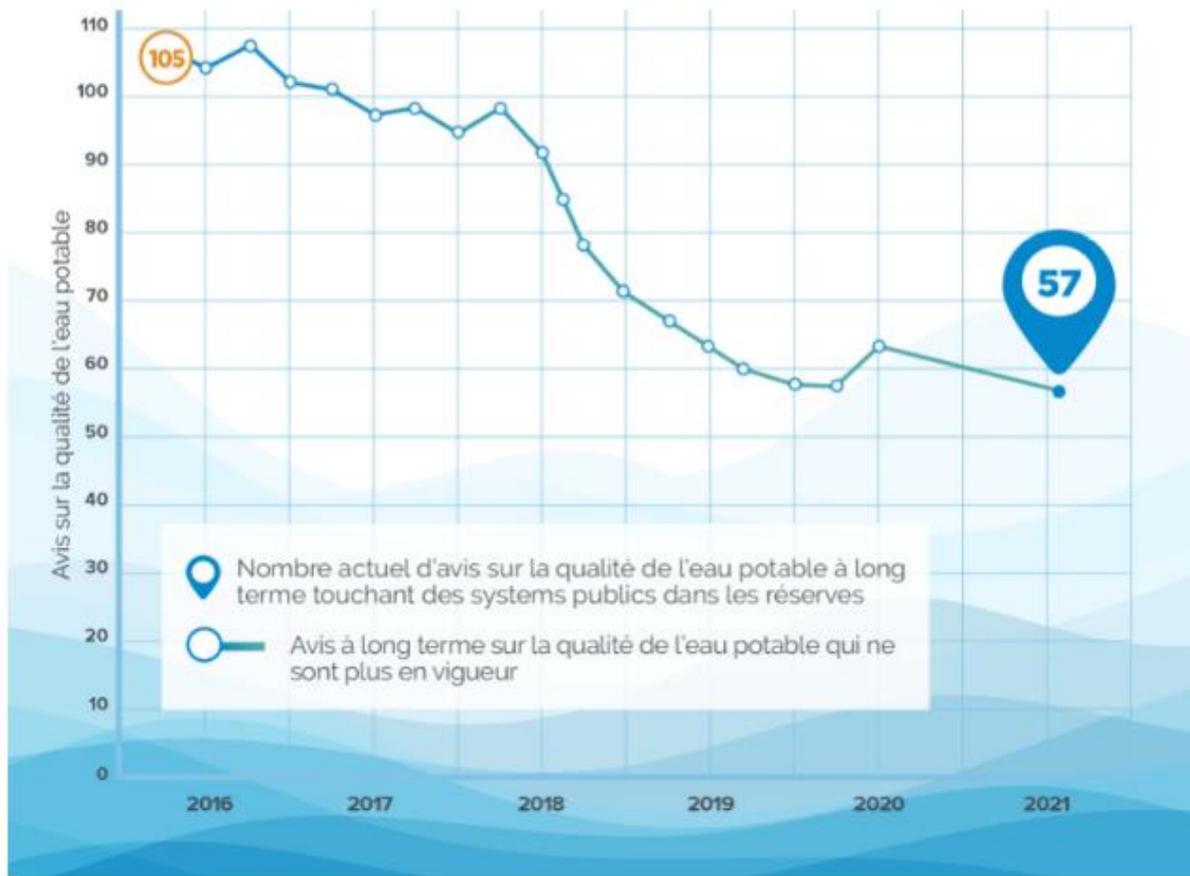
57

avis sur la qualité de l'eau potable à long terme toujours

en vigueur dans

39

communautés



Cette infographie comporte un fond blanc et un graphique de vagues bleues sur le tiers inférieur de la page. En haut à gauche, on peut lire la date du graphique « Mis à jour le 26 janvier 2021 » en caractères gris et soulignés par une ligne ondulée bleue. Au centre de l'infographie, du côté gauche, on peut lire « 99 avis à long terme sur l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en

caractères qui passent du bleu au vert, avec le chiffre « 99 » en plus gros caractères et le mot « levés » en bleu. Au centre de l'infographie, du côté droit, on peut lire « 57 avis à long terme concernant l'eau potable en vigueur dans 39 communautés », avec les chiffres en gros caractères et les mots « en vigueur » en bleu. Dans le tableau au bas de l'infographie, l'axe vertical indique le nombre d'avis concernant l'eau (de 0 à 110) et l'axe horizontal indique les années (de 2016 à 2021). Dans le graphique, une ligne rouge suit un mouvement vers le bas, de gauche à droite. Dans la partie supérieure gauche du graphique, le nombre 105 est dans un cercle orange. Dans la partie inférieure droite du graphique, on peut voir le nombre 59 dans une icône de localisation bleue. Plus bas, à gauche, une légende indique que l'icône de localisation bleue représente le « nombre actuel d'avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant les systèmes publics dans les réserves » et que chaque point du graphique linéaire correspond aux « avis à long terme sur la qualité de l'eau potable qui ne sont plus en vigueur ».

L'infographie n'a pas réussi à raviver la confiance des participants ni à les rassurer quant aux efforts déployés par le gouvernement fédéral. Même si certains ont mentionné que l'information révélait des progrès, la plupart ont déploré le temps qu'il a fallu pour les réaliser. Quelques-uns ont exprimé des doutes quant à l'information présentée et croyaient qu'elle brossait un tableau plus optimiste qu'il ne l'était, et qu'elle ne représentait pas la réalité des collectivités qui n'ont pas accès à de l'eau potable.

Les participants ont été catégoriques : l'eau potable est un droit humain et un élément essentiel pour combattre les effets de la pandémie sur les communautés autochtones et limiter la propagation de la COVID-19. Par conséquent, bon nombre d'entre eux ont réclamé d'autres mesures et une intervention plus rapide du gouvernement fédéral afin de réduire à zéro le nombre d'avis d'ébullition de l'eau.

Pour mieux situer le contexte, nous avons fourni l'information suivante aux participants :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

Après avoir pris connaissance de cette information, les participants avaient le sentiment que le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage, notamment en étant plus transparent avec tous les Canadiens quant à la façon dont ces fonds additionnels seraient dépensés. Certains s'inquiétaient de la réaction des contribuables canadiens et de la frustration qu'ils pourraient ressentir en apprenant que des fonds supplémentaires seraient consacrés à cette initiative. D'autres ont mentionné que les fonds initiaux auraient dû être gérés avec un plus grand soin. Au bout du compte, bien que favorables à une augmentation des investissements pour mettre fin aux avis à long terme sur la qualité de l'eau potable, les participants n'ont pas caché leur déception en apprenant que l'objectif initial ne serait pas atteint.

Pour bon nombre d'entre eux, le caractère raisonnable du délai dépend grandement de chacune des communautés. Certains ont mentionné qu'il était plus urgent de s'occuper d'abord des communautés aux prises avec des infiltrations de produits chimiques (comme le mercure) dans les réseaux d'aqueduc, et que d'autres pourraient attendre un peu plus longtemps. Finalement, la majorité s'est

entendue pour dire que toutes les communautés autochtones devraient avoir accès à de l'eau potable au cours de la prochaine année.

Itinérance (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)

L'itinérance a fait l'objet d'une brève discussion dans un groupe en février. La plupart des participants s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un réel problème au Canada et certains ont commenté le fait qu'on voit de plus en plus d'itinérants dans la région métropolitaine de Québec, de même que l'ampleur que prend le phénomène dans d'autres régions du pays, en particulier à Vancouver.

De l'avis de plusieurs, l'itinérance est un problème de plus en plus préoccupant, les perceptions étant étroitement liées à l'exposition à ce phénomène. Certains ont dit être confrontés quotidiennement à l'itinérance dans leurs collectivités.

Les participants avaient le sentiment que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer pour atténuer le problème, notamment en finançant l'expansion et le développement de logements sociaux. Dans le groupe, tous se sont entendus pour dire que l'élimination complète de l'itinérance au cours de la prochaine décennie était improbable, mais qu'une diminution de 50 % serait un objectif plus réaliste.

Messages généraux sur l'itinérance

Les participants devaient examiner trois énoncés que pourrait utiliser le gouvernement du Canada pour diffuser un message général à ce sujet. Les voici :

- *Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable.*
- *Une personne itinérante au Canada en est une de trop.*
- *Dans un pays comme le Canada, personne ne devrait vivre dans la rue.*

Les participants ont nettement favorisé le premier énoncé – *Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable* et ont surtout réagi à l'emphase mise sur la création de logements sécuritaires et abordables. Seulement quelques-uns ont commenté les deux autres énoncés, lesquels n'ont pas interpellé les participants aussi fortement que le premier.

La haine sur Internet (résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Québec et jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario)

Dans trois groupes, les participants ont discuté de divers aspects des activités en ligne, en particulier de la haine sur Internet.

Lorsque nous leur avons demandé si les gens devraient être autorisés à dire ce qu'ils veulent en ligne, ou s'il devrait y avoir des limites, les participants ont avoué qu'ils pouvaient difficilement répondre. Dans l'ensemble, la plupart ont rejeté la proposition visant à imposer des limites ou à réglementer, en faveur d'un environnement qui promeut la liberté d'expression, même si cela signifie que des commentaires ou du matériel offensants puissent se retrouver en ligne. D'autres participants ont admis que la réglementation pourrait présenter certains avantages, notamment en raison de l'influence des plateformes en ligne sur l'opinion publique. En revanche, certains étaient en faveur des forums où l'ouverture et la franchise sont permises, même si cela mène à des désaccords sur les opinions et les faits. Ceux qui étaient moins favorables aux limites se sont demandé qui déciderait ce qui est permis ou non en ligne et y ont vu une première étape vers la censure. Dans le groupe en Alberta, les participants se sont interrogés sur le degré de liberté que les gens seraient prêts à sacrifier. Certains avaient l'impression qu'il y avait déjà trop de règles et règlements régissant tous les aspects de nos vies et que cette tendance s'était considérablement accentuée au cours des récentes décennies. Un certain nombre de participants ont souligné l'importance de la liberté d'expression et ont fait remarquer que les divergences d'opinions et les débats animés étaient essentiels à une société saine, pourvu que ces conversations se déroulent dans le respect. D'autres ont appuyé la liberté d'expression à condition que ce privilège ne donne pas carte blanche à quiconque de causer préjudice à autrui.

Nous avons présenté aux participants une liste d'enjeux liés aux activités en ligne et leur avons demandé quels étaient ceux qui représentaient un problème majeur au Canada. Les enjeux étaient les suivants : *l'exploitation sexuelle des enfants, les discours haineux, l'incitation à la violence, les images privées partagées sans permission, la radicalisation et la propagande terroriste*. Les discours haineux ont suscité beaucoup d'intérêt et certains participants ont indiqué qu'il s'agissait d'un problème persistant. D'autres ont exprimé des inquiétudes quant à l'intimidation en ligne envers les minorités, y compris les personnes d'origines ethnoculturelles et de différentes orientations sexuelles. D'autres ont fait remarquer que les conversations en ligne pouvaient rapidement dégénérer ; ils avaient eux-mêmes été témoins de simples divergences d'opinions qui s'étaient rapidement transformées en discussions extrêmement argumentatives et négatives. Aux dires de plusieurs, il est plus facile d'être déplaisant et irrespectueux en ligne que durant une conversation en personne.

Les participants ont généralement convenu que l'exploitation sexuelle des enfants et le partage en ligne d'images privées sans permission étaient des problèmes majeurs au Canada et ailleurs dans le monde (les participants autochtones ont identifié Montréal comme plaque tournante du trafic sexuel au Canada). Ils se sont dits viscéralement dégoûtés de savoir que des enfants fussent victimes d'un tel trafic. Ils ont également mentionné que les coupables recevaient souvent des peines plus clémentes que ce à quoi ils s'attendaient ou que dans certains cas, les accusations étaient abandonnées. Ils avaient l'impression que justice n'était pas rendue dans ces cas. Pour ce qui est du partage en ligne d'images privées, quelques participants ont fait allusion au récent scandale mettant en cause Pornhub, un site Web de pornographie canadien basé à Montréal. Certains ont expliqué que ce problème en était un de nature « personnelle » pour eux, puisqu'en tant que parents, oncles ou tantes de jeunes

enfants, ils se préoccupaient de leur sécurité. Dans certains cas, ils connaissaient d'autres personnes qui avaient été touchées personnellement.

Quelques participants ont estimé que l'incitation à la violence devrait être une priorité, particulièrement dans la foulée des événements qui ont eu lieu au Capitole aux États-Unis, le 6 janvier 2021. Par ailleurs, ils ont associé ce problème à ceux de la radicalisation et de la position politique, qui les préoccupent généralement moins.

La propagande terroriste n'a suscité aucune réaction de la part des participants, peu importe le groupe.

Bien que certains participants se sentaient personnellement interpellés par ces enjeux, en particulier les Autochtones qui avaient été victimes de préjugés et de discours haineux, la plupart étaient d'avis qu'ils revêtaient une grande importance pour l'ensemble de la société.

Priorités du gouvernement du Canada et des entreprises de médias sociaux

Nous avons demandé aux participants si le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer pour lutter contre la haine sur Internet ou s'il fallait laisser le soin aux entreprises de médias sociaux de s'en occuper. Dans l'ensemble, la plupart étaient en faveur de la dernière option, pour plusieurs raisons :

- Puisque la majorité des entreprises de médias sociaux ont leur siège social à l'étranger, les participants avaient l'impression que le gouvernement du Canada ne pouvait pas faire grand-chose pour régler ces entreprises ;
- Étant donné que les corps policiers travaillent déjà sur ces dossiers, certains croyaient que le gouvernement du Canada ne ferait que doubler les efforts et que son intervention serait inutile. Certains s'inquiétaient également que le fédéral gaspillerait du même coup l'argent des contribuables et qu'il lui serait impossible de résoudre les problèmes dans un délai raisonnable ;
- Quelques participants étaient d'avis qu'il revenait carrément aux entreprises de médias sociaux d'établir l'âge requis et les autres restrictions pour le partage de contenu afin de mener leurs activités de façon saine et sécuritaire. Selon eux, advenant une intervention du gouvernement, les variations d'une province et d'un État à l'autre pourraient mener à des pratiques différentes et possiblement controversées.

Nous avons présenté aux participants trois mesures que le gouvernement du Canada pourrait envisager de mettre en œuvre et leur avons demandé laquelle devrait être sa priorité absolue :

- *Demander aux entreprises de médias sociaux d'accroître leur propre surveillance*
- *Renforcer la surveillance en ligne par les forces policières des activités illégales en vertu des lois actuelles*
- *Réglementer les entreprises de médias sociaux pour qu'il y ait des règles sur ce qui doit être éliminé*

Les opinions variaient d'un groupe à l'autre. Dans deux des trois groupes (Autochtones du Québec et jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara), les participants ont préféré la première et la troisième options. Les participants de l'Alberta ont penché en faveur de la deuxième.

Ceux qui étaient favorables à ce qu'on exige des entreprises de médias sociaux qu'elles augmentent leur propre surveillance y ont vu une première étape dans le processus de résolution des problèmes, étape qui devrait passer avant le recours direct à la réglementation. De nombreux autres participants ont proposé de combiner la surveillance par les entreprises de médias sociaux et la réglementation, pour favoriser la diligence raisonnable de la part de ces entreprises et donner l'occasion au gouvernement de fournir une orientation plus claire. Certains ont exprimé des inquiétudes au sujet des entreprises de médias sociaux qui visent la rentabilité et ont indiqué qu'une réglementation serait nécessaire pour les empêcher d'agir uniquement dans leur propre intérêt.

En Alberta, les participants ont choisi une approche plus modérée, en considérant l'application de la loi comme une approche plus neutre et moins motivée par des intérêts politiques. Certains croyaient également que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'appliquer les lois existantes plutôt que de rédiger de nouveaux projets de lois dont ils doutent de l'efficacité.

Dans le même ordre d'idées, nous avons interrogé les participants quant aux mesures que pourraient prendre les entreprises de médias sociaux. Nous leur avons demandé d'identifier leur priorité à partir de la liste suivante :

- *Multiplier les filtres afin d'aider les utilisateurs à identifier les contenus illicites ou autrement nuisibles*
- *Sanctionner plus sévèrement les récidivistes, notamment en leur interdisant l'accès à la plateforme*
- *Éliminer les trolls et les robots conversationnels*
- *Offrir plus de transparence concernant les récidivistes*

Dans tous les groupes, les participants ont favorisé l'option qui consiste à sanctionner plus sévèrement les récidivistes, parce que cette option est la plus lourde de conséquences des quatre présentées. Ils étaient beaucoup moins nombreux à favoriser la multiplication des filtres ; aux dires de ces participants, cette solution était assez simple et pouvait être laissée entre les mains des utilisateurs. Ceux qui s'y opposaient ont fait valoir que cette option diminuerait la vigilance des entreprises de médias sociaux qui auraient l'impression que les utilisateurs pourraient très bien s'autosurveiller. En ce qui concerne l'élimination des trolls et des robots conversationnels, certains participants n'ont pas bien compris de quoi il s'agissait, ni de ce que cela impliquait, alors que d'autres y ont vu un certain intérêt. Dans le groupe de la région de Hamilton-Niagara, les jeunes adultes étaient plus enclins à suggérer que les entreprises de médias sociaux aillent de l'avant sur tous les fronts, malgré la controverse entourant la transparence au sujet des récidivistes, d'un point de vue de la vie privée.

Après avoir discuté de divers aspects de la haine sur Internet, nous avons demandé aux participants s'ils croyaient qu'on devrait réglementer davantage les plateformes de médias sociaux, au risque que du contenu légitime soit parfois retiré ou signalé, ou si on devrait éviter de réglementer ces plateformes, même si cela signifie que des choses comme les discours haineux ou l'incitation à la violence puissent causer des préjudices. Bien que les avis étaient partagés, la plupart des participants ont choisi la première option. Ils étaient généralement peu préoccupés de voir du contenu légitime supprimé, en expliquant qu'un processus était en place pour récupérer ces publications. Dans l'ensemble, les participants ont penché vers une réglementation accrue plutôt qu'un environnement de médias sociaux sans limite. Ceux qui s'opposaient à une réglementation accrue s'inquiétaient à l'idée

de voir le gouvernement s'ingérer de plus en plus au fil du temps et craignaient qu'il s'agisse d'une première étape vers l'imposition de restrictions plus sévères.

Services de garde (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de l'Alberta qui sont réticents à la vaccination, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Le sujet des services de garde a été abordé dans quatre groupes, dont deux composés de parents qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire. La conversation était concentrée sur les perceptions des participants à l'égard de ces services dans leurs régions respectives et leurs opinions à propos des investissements envisagés par le gouvernement du Canada dans ce secteur.

Perceptions à l'égard des services de garde

Les opinions sur les services de garde variaient d'un groupe et d'une ville à l'autre. Dans les deux groupes composés de parents qui envoient leurs enfants à la garderie ou qui envisagent de le faire, certaines inquiétudes ont été soulevées. Dans la grande région de Vancouver, les participants étaient surtout préoccupés par l'accès aux services de garde et les longues listes d'attente. Même ceux qui avaient vécu une expérience positive, comme les parents qui avaient pu rapidement obtenir une place en garderie pour leur enfant, s'entendaient pour dire que l'accès aux services de garde était difficile pour la majorité des parents, les places étant très convoitées. Ils ont admis que leur expérience était une exception à la règle. En Saskatchewan, les parents étaient surtout préoccupés par l'absence de garderies accréditées dans leur région et de la dépendance excessive aux exploitants de garderies en milieu familial qui en découlait. Dans les deux autres groupes, les participants qui avaient eu accès aux services de garde dans le passé avaient vécu des expériences diverses – les parents du groupe de résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec ont évoqué un manque de places en garderie alors qu'en Alberta, quelques participants avaient eux aussi éprouvé de la difficulté à obtenir des places lorsqu'ils en avaient eu besoin.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient des suggestions pour améliorer les choses, les participants ont fourni les réponses suivantes :

- La disponibilité : Un certain nombre de participants ont mentionné la pénurie de garderies dans leur région, en particulier à proximité de leur lieu de travail ou de l'école de leurs enfants. Les parents de jeunes élèves ont parlé de la difficulté à trouver une garderie qui leur offrait de déposer

leurs enfants à l'école et de retourner les chercher en fin de journée. D'autres qui avaient choisi une garderie privée ont également commenté la difficulté de trouver un service à prix abordable. Les parents qui avaient dû faire un dépôt afin d'obtenir une place en garderie et qui avaient tout de même poursuivi leurs recherches pour trouver des options mieux adaptées à leurs besoins et plus abordables ont raconté leurs expériences.

- L'abordabilité : Comme mentionné précédemment, plusieurs participants ont parlé des frais de garderie qu'ils considéraient trop élevés. Ils ont également parlé des places subventionnées (p. ex., par le YMCA de leur région), mais ont fait remarquer que le nombre limité de places combiné à la forte demande en faisaient une option inaccessible ou irréaliste pour la plupart des parents. Même si certains étaient d'avis que le prix des services de garde devrait être plafonné, d'autres ont soutenu que ces services étaient sous-évalués. Ces derniers ont tout de même fait remarquer que les coûts élevés ne garantissaient pas toujours des services de meilleure qualité.
- Les services et les programmes spécialisés de garderie : Certains parents ont parlé de la nécessité pour les exploitants de garderies d'offrir des services pour les enfants avec des besoins particuliers (p. ex., ceux avec un TDAH).

Connaissance et perceptions des projets du gouvernement du Canada relativement aux services de garde

Peu de participants étaient au courant des projets du gouvernement du Canada relativement aux services de garde. Quelques parents avaient vaguement entendu parler de l'éventualité qu'un programme national de garderies soit mis en œuvre alors que d'autres avaient entendu parler des garderies à 10 \$ par jour ou de programmes expérimentaux du même genre. Bien que ces parents étaient favorables à ce que le gouvernement du Canada accorde plus d'attention aux services de garde, ils se sont également demandé s'il s'agissait ou non d'une priorité du gouvernement.

Avant de poursuivre la conversation, nous avons fourni aux participants l'information suivante concernant les projets du gouvernement du Canada :

Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il veut faire un important investissement à long terme et de façon soutenue pour créer un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, y compris un soutien supplémentaire pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones.

De façon générale, l'énoncé a suscité des réactions favorables dans deux des quatre groupes de parents qui envoient leurs enfants à la garderie ou qui envisagent de le faire. Ces parents ont souligné l'importance de l'éducation des jeunes enfants et d'un accès juste et équitable aux garderies. Par ailleurs, certains ont exprimé des doutes quant au moment choisi pour mener cette initiative et se sont demandé quand auraient lieu les investissements et ce que cela signifierait pour les parents qui envoient leurs enfants à la garderie. Dans les deux autres groupes, les réactions allaient de l'indifférence en Alberta à des opinions plus négatives de la part des participants au Québec pour qui la question relève du gouvernement provincial (même s'ils ont reconnu le rôle du gouvernement fédéral dans les initiatives d'apprentissage des jeunes enfants autochtones).

Importance d'investir dans les services de garde : les raisons les plus convaincantes

Lorsque nous leur avons demandé s'il était important que le gouvernement fédéral investisse dans les services de garde, les participants ont émis des commentaires qui rejoignaient ceux faits plus tôt au sujet des plans du gouvernement du Canada. Les parents de la grande région de Vancouver et de la Saskatchewan étaient majoritairement en faveur des investissements du gouvernement du Canada dans les services de garde, compte tenu des dépenses encourues par les parents. En Saskatchewan, les participants ont fait valoir que toutes les subventions pour les services de garde devraient être indexées au revenu des ménages pour s'assurer qu'elles sont distribuées équitablement. Parallèlement, ils étaient généralement d'accord avec les investissements dans les services de garde. En Alberta et au Québec, les participants avaient certaines questions et préoccupations :

- Ils se sont demandé si les investissements du gouvernement fédéral dans les services de garde seraient faits au détriment d'autres financements aux provinces (p. ex., d'autres programmes perdraient leur financement).
- Quelques participants ont interprété ces investissements comme signifiant que le gouvernement fédéral mettrait sur pied et gèrerait lui-même les services de garde. Même s'ils étaient en faveur de tels investissements, ils ne croyaient pas qu'il revenait au gouvernement fédéral de gérer ces services qui sont de nature régionale ou locale. Ils doutaient également que ces services fussent gérés de manière efficace.

Les participants qui ont jugé que ces investissements étaient essentiels ont été interrogés à ce sujet. Nous leur avons demandé ce qu'ils répondraient à ceux qui pourraient croire que le moment était mal choisi pour faire de tels investissements, compte tenu de l'important déficit. Les participants ont souligné ce qui suit :

- La capacité de réduire le déficit dépend de la santé et de la croissance économiques, lesquelles requièrent une main-d'œuvre accrue. Les participants ont jugé que les investissements dans les services de garde étaient essentiels pour permettre à plus de gens, en particulier des femmes, d'intégrer le marché du travail et de contribuer à l'assiette fiscale. L'exemple de l'Allemagne a été fournie dans ce contexte, et quelques participants ont souligné le lien entre un accès généralisé aux services de garde, l'éducation des jeunes enfants et une économie dynamique.
- D'autres ont adopté une vision à long terme en affirmant qu'il était primordial d'investir dans les enfants, qui sont les contribuables de demain. Plusieurs participants ont surtout retenu les aspects éducatifs et sociaux des services de garde et l'importance de l'apprentissage des jeunes enfants comme pierre d'assise pour la formation des enfants et des jeunes canadiens.
- En lien avec les deux points ci-dessus, un certain nombre de participants ont souligné les coûts élevés associés au fait d'élever des enfants, de même que l'importance pour ceux-ci d'avoir le meilleur départ possible dès leur jeune âge.

Ces arguments ont trouvé des appuis dans les groupes où les participants étaient moins favorables aux investissements dans les services de garde dans le contexte actuel, notamment au Québec et en Alberta. Les participants albertains se sont dits préoccupés par la panoplie de défis économiques dans la province et partout ailleurs au pays, défis qui ont été exacerbés par la pandémie. Ils se sont

demandé si le gouvernement du Canada devrait prioriser les services de garde dans le contexte actuel et s'il avait la marge de manœuvre financière nécessaire pour le faire. Néanmoins, certains participants dans ce groupe étaient ouverts à considérer les investissements, en attendant d'avoir des renseignements supplémentaires sur l'étendue et la nature de ces investissements.

Suivant cette discussion, nous avons présenté aux participants trois raisons (ci-dessous) pour lesquelles le gouvernement fédéral devrait investir davantage dans les services de garde et leur avons demandé laquelle leur semblait la plus convaincante.

- *Les services de garde d'enfants sont importants, car ils permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail.*
- *Les services de garde d'enfants font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler.*
- *Plus de places dans les services de garde d'enfants signifie moins de pressions financières pour les familles de la classe moyenne qui travaillent fort.*

Bien qu'aux dires de certains participants, les trois raisons étaient valables, la plupart ont préféré les deux dernières. À leur avis, les services de garde sont essentiels à la croissance économique puisqu'ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler et de réduire les pressions financières sur les familles, en particulier celles qui ont plus d'un enfant à la garderie. Plusieurs ont parlé des difficultés financières des familles qui envoient leurs enfants à la garderie et des coûts élevés des services qui font en sorte que de nombreuses familles ne sont pas en mesure d'épargner suffisamment en vue de la retraite. Se basant sur leur propre expérience, les participants ont fait valoir que les frais de garderie pouvaient équivaloir à un chèque de paye complet ou, dans certains cas, à un montant supérieur à leur versement hypothécaire. Ils ont parlé des difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses familles qui survivent d'un chèque de paye à l'autre, qui n'ont bénéficié d'aucune augmentation salariale depuis fort longtemps et qui sont incapables de trouver une garderie à prix modique dans leur région.

Les services de garde comme base pour la croissance de l'économie canadienne a fortement interpellé les participants. Certains ont fait valoir que la croissance de la population était essentielle au développement économique et à la hausse du produit intérieur brut (PIB), et en particulier à la création de la main-d'œuvre nécessaire pour atteindre la croissance désirée. Ils y ont vu un cycle vertueux ou récurrent, ce qui signifie que la croissance par l'immigration ou des taux de naissance plus élevés contribuerait au développement économique, à la hausse des salaires et une assiette fiscale renforcée. En retour, le financement requis pour des programmes sociaux comme les services de garde favoriserait davantage la croissance de la population et le développement économique.

Pour quelques participants, c'est le premier énoncé qui reflétait le mieux leur expérience, en particulier les femmes qui doivent faire un choix basé principalement sur des calculs financiers pour déterminer s'il est préférable de demeurer sur le marché du travail ou de rester à la maison avec de jeunes enfants. D'autres se sont toutefois objectés au fait que cet énoncé visait les femmes en particulier, suggérant que les responsabilités liées à la garde des enfants ne devraient pas être exclusivement une affaire de femmes, mais plutôt être envisagées dans un contexte plus large et plus inclusif.

Dans le sens des commentaires précédemment formulés par quelques participants en Alberta, certains ont souligné deux points précis durant ce volet de la discussion :

- Premièrement, envoyer son enfant à la garderie devrait être un choix personnel ; et
- Deuxièmement, bien que ce soit un objectif louable, le fait de permettre à un plus grand nombre de personnes d'intégrer le marché du travail s'avèrerait difficile, compte tenu du contexte économique actuel dans la province. Ils ont ajouté qu'en raison du taux élevé de chômage en Alberta, de la réduction du marché de l'emploi et de l'incertitude qui plane en cette période de transition économique dans la province, l'objectif qui consiste à offrir de meilleures occasions aux gens d'intégrer le marché du travail était peu pertinent.

Lorsque nous leur avons demandé de donner d'autres raisons en faveur des investissements dans les services de garde, les participants ont fourni peu de réponses. Quelques-uns ont mentionné d'autres avantages, comme un meilleur accès aux services de garde pour les familles à faibles revenus, en particulier celles qui vivent sous le seuil de la pauvreté, et l'expérience de la garderie pour améliorer la socialisation et le développement des enfants.

Évaluation des messages

Pour terminer la discussion, nous avons présenté aux participants des trois groupes les deux messages suivants concernant les services de garde et leur avons demandé de choisir celui qu'ils préféraient :

- *Investir dans des services de garde d'enfants qui sont accessibles, de qualité, abordables et inclusifs n'est pas seulement bon pour les familles, c'est aussi une bonne chose sur le plan économique.*
- *Des services de garde d'enfants de haute qualité et abordables ne sont pas un luxe, mais une nécessité. C'est pourquoi nous sommes en train de créer un système national qui permettra de réduire les coûts et de créer plus d'espaces.*

Dans l'ensemble, la vaste majorité des participants étaient d'avis que les services de garde devaient être considérés comme une nécessité. Les parents, surtout ceux dans les groupes de la grande région de Vancouver et de la Saskatchewan, étaient attirés vers ce message. Ils s'y sont reconnus, tant au niveau personnel qu'émotif, et même si certains n'étaient pas d'accord avec l'accent mis sur la qualité des services de garde, la plupart s'entendaient pour dire que ces services étaient essentiels pour les parents qui travaillent. Quelques participants ont mentionné que cet énoncé, qui met l'accent sur un système national, leur a donné l'impression qu'il s'agissait d'un plan organisé. Sur ce point, le message était plus concret, comparativement au premier énoncé que certains ont qualifié de générique, vague et plus près d'un slogan que d'une politique. Les participants en Alberta avaient des avis plus partagés, certains ont affirmé que le deuxième énoncé était trop audacieux et agressif. Bon nombre de participants étaient soit indifférents aux deux énoncés ou ne trouvaient ni l'un ni l'autre particulièrement intéressant.

Messages concernant la réduction des coûts (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan)

Dans les deux groupes de parents qui envoient leurs enfants à la garderie ou qui envisagent de le faire, nous avons utilisé une dernière liste de questions concernant les choses que le gouvernement fédéral pourrait faire dans le cadre de son plan pour mettre en place un système pancanadien d'apprentissage et de garde pour les jeunes enfants. Parmi les trois choix qui leur ont été proposés, la plupart ont préféré la troisième option comme cible pour le gouvernement du Canada.

- *Réduire les frais de garde d'enfants de 5 000 \$ par année d'ici l'an prochain, pour éventuellement les réduire de 7 500 \$.*
- *Réduire de moitié les frais de garde d'enfants dans un premier temps, pour éventuellement les réduire de 75 %.*
- *Fixer un plafond de 20 \$ par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 \$ par jour.*

Dans les deux groupes, la plupart des participants ont choisi la dernière option – *Fixer un plafond de 20 \$ par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 \$ par jour.* Dans l'ensemble, ils ont trouvé que cette option était la plus claire puisqu'elle expliquait simplement combien il en coûterait aux parents pour envoyer leurs enfants à la garderie (p. ex., l'utilisation d'un montant en dollars dans la troisième option était plus pertinente que les réductions mentionnées dans les deux autres). Par ailleurs, certains se sont interrogés à savoir s'il était réaliste de fixer un plafond de 20 \$ par jour pour éventuellement le ramener à 10 \$ par jour. Ces participants craignaient que cette approche crée un système de services de garde à plusieurs niveaux au Canada où ceux qui ont les moyens de se payer des services de garde de « meilleure qualité » pourraient choisir de ne pas utiliser les garderies subventionnées pour présument obtenir de meilleurs services en payant plus cher. Ces participants avaient l'impression que le plafond de 20 ou 10 \$ par jour avait pour but d'équilibrer ou de niveler les coûts liés aux services de garde pour tous les parents qui travaillent, peu importe leurs revenus.

En revanche, les participants n'ont pas bien compris ce que signifiaient les deux premières options en ce qui a trait aux implications financières pour les parents. Même s'il leur semblait évident que dans ces deux options, les coûts liés aux services de garde seraient réduits, ils n'ont pas été en mesure de déterminer ce qu'il leur en coûterait exactement. Certains avaient également l'impression que ces options ouvraient la voie à une plus grande privatisation dans le secteur des services de garde – quelques parents ont interprété ces énoncés comme signifiant que le financement accordé aux exploitants de garderies serait réduit et que ceux-ci réagiraient en refilant la facture aux parents.

En terminant, nous avons demandé aux participants, si le gouvernement du Canada devait réduire les frais de 5 000 \$ (comme dans la première option présentée), serait-il préférable d'envoyer un remboursement aux parents pour ce montant ou devrait-il trouver un moyen de s'assurer que les frais réels facturés par le prestataire de services de garde diminuent. La plupart ont préféré la première option à la deuxième. Ils étaient d'avis que les parents devraient recevoir le rabais puisque ce sont eux qui payent de leur poche pour les services de garde. Cette option aurait comme autre avantage

d'encourager les parents à mieux respecter les délais pour la production et l'envoi de leurs déclarations de revenus. D'autres s'inquiétaient qu'en passant par les fournisseurs de services, les parents n'économiseraient rien au bout du compte. Ils ont fourni des exemples d'exploitants de garderies qui haussent régulièrement leurs frais, même quand leurs coûts d'exploitation ont diminué ou qu'ils sont subventionnés jusqu'à un certain point. Ces participants n'étaient pas convaincus que les économies seraient refilées aux parents. Ceci étant dit, certains préféreraient que les coûts soient réduits au point de vente plutôt que de recevoir un remboursement sous forme de crédit d'impôt ou de rabais.

Transport en commun (parents de la grande région de Vancouver qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Utilisation du transport en commun

Nous avons demandé aux participants de plusieurs groupes ce qu'ils pensaient des investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun et s'ils étaient au courant d'investissements de la sorte effectués au cours des dernières années dans leur collectivité. Pour lancer la discussion, les participants ont été invités à dire s'ils utilisaient les transports en commun avant la pandémie et s'ils les utilisaient toujours actuellement. Dans l'ensemble, peu de participants ont mentionné utiliser les transports en commun avant la pandémie et ils étaient encore moins nombreux à les utiliser actuellement. Parmi ceux qui les utilisaient, la plupart y avaient recours pour aller au travail, faire des courses ou se rendre à des rendez-vous.

À la question visant à savoir si le gouvernement du Canada devrait investir dans le transport en commun, les groupes étaient unanimement en faveur de l'idée.

Les participants de la grande région de Vancouver appuyaient ce genre d'investissements, estimant que les transports en commun facilitent l'accès à un logement abordable pour les familles, car ils permettent aux gens de vivre dans des quartiers plus abordables tout en ayant la possibilité de se rendre au travail. Ils étaient nombreux à envisager le transport en commun sous le prisme de la comparaison internationale, car il peut être la marque d'une grande ville. De plus, l'argument environnemental, soit la réduction du nombre d'automobiles sur les routes (et de la pollution), a trouvé un écho chez les participants tout comme les arguments économiques, car la construction d'infrastructures de transport en commun était considérée comme un moyen d'accroître la productivité (en diminuant le temps de déplacement) et de créer des emplois.

Les participants du Québec avaient des opinions plus partagées et étaient tantôt en faveur de l'idée, tantôt contre. Ceux favorables à l'idée ont évoqué la question de l'abordabilité et ceux qui ne l'appuyaient pas ont avancé que le transport en commun relève de la compétence provinciale.

À l'instar des parents de la grande région de Vancouver, les résidents de grandes villes de la Colombie-Britannique appuyaient à l'unanimité les investissements du gouvernement fédéral dans le transport en commun. Les participants étaient conscients de l'importance des transports en commun dans la réduction de la congestion routière et des avantages pour l'environnement qui en découlaient. Ils ont mentionné les autobus électriques ainsi que les investissements dans les « technologies vertes », de façon générale. Quelques participants appuyaient résolument les investissements visant à relier plus de quartiers environnants de Vancouver au centre-ville, ce qui permettrait à davantage d'étudiants de se rendre à l'université et favoriserait la création d'emplois, grâce aux liaisons entre les régions. De rares participants se demandaient toutefois si des investissements du gouvernement fédéral étaient nécessaires, car de plus en plus de gens faisaient du télétravail en raison de la pandémie.

Des arguments similaires ont été formulés par les résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario. Les participants appuyaient à l'unanimité les investissements du gouvernement fédéral dans le transport en commun, estimant qu'il fait partie intégrante de la structure des villes en croissance, est bon pour l'environnement et constitue un moyen de rechange important pour les personnes sans véhicule. Ils ont également comparé le transport en commun dans le sud-ouest de l'Ontario à celui des autres pays et pensaient que les grandes villes d'ailleurs dans le monde avaient une longueur d'avance. Les avantages pour l'environnement étaient de la plus grande importance selon eux.

L'appui à l'égard des investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun était le plus faible dans le groupe du Canada atlantique. Puisque le transport en commun dans les villes de la région et les reliant était peu développé, les participants s'étaient tous habitués à une culture axée sur l'automobile. Les participants étaient conscients des avantages que les investissements du gouvernement fédéral pouvaient offrir, y compris les coûts moindres pour les familles et l'accès à des moyens de transport abordables pour les étudiants et les aînés, et ils considéraient la réduction des émissions comme l'enjeu le plus important.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils étaient au courant d'investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun au sein de leur région et quels y étaient les besoins les plus importants en matière de transport en commun.

Dans le groupe des parents de la grande région de Vancouver, plusieurs participants ont cité des investissements du gouvernement fédéral dans le prolongement du réseau Canada Line, notamment à Surrey et dans d'autres régions. L'accessibilité, la création d'options plus abordables et l'élargissement des services, par exemple dans la vallée du Fraser, étaient considérés comme les plus grands besoins en matière de transport en commun. Quelques participants ont également cité l'amélioration du réseau de transport parallèle.

Au Québec, les participants ne se rappelaient pas d'investissements particuliers du gouvernement du Canada dans le transport en commun, mais ont mentionné des investissements dans la santé et la culture ainsi que dans les infrastructures (les ponts, plus précisément). Quant aux besoins d'investissement actuels, les participants avaient l'impression que le secteur du transport en commun se portait bien au Québec, si ce n'est que les heures de service dans certaines régions étaient insuffisantes.

Les résidents de grandes villes de la Colombie-Britannique avaient peu entendu parler des investissements en transport en commun de la part du gouvernement du Canada comparativement au groupe de parents de la grande région de Vancouver. Ceux qui en connaissaient ont mentionné des investissements dans les ponts et dans le prolongement du SkyTrain. D'après les participants, le besoin le plus important en matière de transport en commun était d'augmenter la fréquence du service dans les petites villes.

Dans le groupe composé de résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario, les participants n'avaient pas eu vent d'investissements du gouvernement fédéral dans le réseau local de transport en commun. Beaucoup estimaient qu'une liaison avec la RGT, de meilleures liaisons entre des villes telles que London, Sarnia et Windsor, l'amélioration du service d'autobus dans Sarnia et la prise en compte des besoins de transport de la Première Nation de Sarnia constituaient les besoins les plus importants en transport en commun.

Les participants du groupe de résidents de grandes villes du Canada atlantique connaissaient certains des investissements du gouvernement du Canada dans le transport en commun. Ils ont mentionné les ressources allouées au service de traversiers et au pont de la Confédération ainsi qu'à la conversion des autobus à essence en autobus électriques ou à hydrogène. Ils ont mentionné l'abordabilité, l'accessibilité, les systèmes de tarification, le service rural, le service interprovincial et le défi de fournir et de financer des services de transport public à une population vieillissante comme principaux besoins dans leur région.

Les toxines (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des

comportements plus à risque, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Au cours du mois de février, les participants de cinq groupes ont pris part à une discussion sur les toxines. La première partie de la discussion portait sur les préoccupations générales et particulières des participants à propos des produits chimiques et des toxines. Nous leur avons ensuite posé des questions plus pointues pour savoir ce qu'ils pensaient des lois en vigueur dans ce domaine et connaître leur perception quant à la réglementation nécessaire et leurs craintes concernant les répercussions que pourrait avoir la réglementation de produits chimiques et toxines sur les entreprises et les consommateurs.

Priorités environnementales

Pour lancer la discussion, nous avons demandé aux participants quelles étaient selon eux les plus grandes priorités environnementales sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer. Les participants ont cité un éventail de priorités, dont certaines avaient une portée assez générale :

- Mettre davantage l'accent sur les sources d'énergies propres et renouvelables et la durabilité;
- Viser l'autosuffisance énergétique;
- Réduire les émissions de carbone, atteindre la carboneutralité et capter le carbone;
- Proposer des incitatifs en matière d'assainissement de l'environnement;
- Sensibiliser les jeunes à l'importance d'adopter un mode de vie écologique et durable.

D'autres participants ont mentionné des enjeux précis, qui étaient dans certains cas d'intérêt régional. En voici des exemples :

- Le recyclage, en particulier l'intensification des programmes en la matière;
- Le plastique et l'emballage;
- L'eau potable, notamment dans les collectivités autochtones;
- L'abandon des combustibles fossiles, la dépendance au pétrole et aux infrastructures connexes, comme les pipelines;
- La promotion de l'adoption des véhicules électriques (VE);
- L'utilisation de l'énergie nucléaire à la place des combustibles fossiles;
- L'élimination des poisons et des pesticides;
- La conservation des parcs;
- L'effondrement du secteur des pêches (crabe, crevette et morue).

Préoccupations relatives aux produits chimiques et aux toxines

Lorsque le sujet des toxines et des produits chimiques a été abordé, les participants se sont dits préoccupés par leur omniprésence et l'utilisation qu'en font certains secteurs. Les participants ont été

nombreux à mentionner les antibiotiques utilisés dans la production agricole et les produits chimiques présents dans les aliments, notamment les résidus de pesticides et les agents de conservation, pour accroître la production ou prolonger la durée de conservation des produits. D'autres s'inquiétaient au sujet des toxines présentes dans l'eau et l'air et des émissions industrielles.

Parmi les autres sources de préoccupations citées, mentionnons la surutilisation perçue des produits chimiques et des toxines par les entreprises et la surveillance plus rigoureuse dont doivent faire l'objet les sociétés. Certains ont avancé que l'obtention d'un permis d'exploitation au Canada devrait être conditionnelle à l'engagement à respecter des normes environnementales élevées. D'autres ont souligné les effets sur la santé liés à la pollution, à l'utilisation de véhicules et à l'utilisation industrielle de produits chimiques et de toxines. De rares participants ont fait mention des taux élevés de cancer, en particulier chez les personnes qui habitent ou travaillent à proximité de sites industriels.

Nous avons fourni aux participants de l'information pour établir la distinction entre les toxines d'origine naturelle qui peuvent être produites par certaines plantes, certains animaux et certaines bactéries, comme l'arsenic, et les produits chimiques toxiques synthétiques ou anthropiques, comme le poison à rat. Nous leur avons ensuite demandé s'ils étaient plus préoccupés par les produits chimiques et les toxines présents dans l'air et dans l'eau ou par les produits chimiques toxiques présents dans certains produits ménagers. Certains participants s'inquiétaient à propos des deux, mais, tout compte fait, la plupart se préoccupaient davantage des produits chimiques et des toxines présents dans l'air et dans l'eau. Ils trouvaient ces enjeux étroitement liés, car l'élimination et le lessivage des produits chimiques ménagers pouvaient entraîner la contamination des eaux souterraines et du sol.

Beaucoup de participants ont souligné qu'il est essentiel de pouvoir respirer de l'air pur et boire de l'eau potable. Comme l'ont noté certains, les gens n'ont pas le choix de respirer l'air ambiant ou de boire l'eau du réseau d'alimentation en place. Les participants pensaient par ailleurs que les consommateurs ou les citoyens avaient peu de contrôle sur la qualité de l'air et de l'eau, mais qu'ils pouvaient en faire plus pour limiter les toxines et les produits chimiques ménagers en achetant des produits plus écologiques. Aux yeux des participants, la qualité de l'air et la qualité de l'eau étaient des enjeux mondiaux qui touchaient l'humanité tout entière et la dégradation de l'environnement général avait un impact encore plus grand.

Contrairement à la plupart des autres participants, quelques-uns se disaient plus préoccupés par les toxines et les produits chimiques toxiques présents dans les produits ménagers, en particulier les produits de nettoyage, croyant qu'à défaut de pouvoir contrôler la qualité de l'air et de l'eau, ils pouvaient porter une attention plus grande aux produits que leur famille consomme ou utilise. Ces participants ont également abordé les impacts sur la santé des produits chimiques ménagers. Ainsi, ils avaient l'impression qu'il y avait plus d'allergies, d'affections cutanées de toutes sortes et d'autres problèmes de santé directement liés aux toxines et aux produits chimiques (formaldéhyde, parabènes, etc.) présents dans les produits ménagers.

Pour évaluer plus en profondeur les préoccupations des participants, nous leur avons demandé quel était selon eux le plus gros problème associé aux produits chimiques et aux toxines parmi les suivants :

- *l'impact des produits chimiques ou des toxines sur l'environnement dans son ensemble;*

- *l'impact sur leur santé;*
- *l'impact sur la santé des personnes qui vivent dans les collectivités de certaines régions du Canada.*

Les participants ont eu de la difficulté à faire un choix parmi les trois, les jugeant tous importants et reliés. Ils ont aussi reconnu la complexité de la question. La plupart avaient néanmoins tendance à considérer que l'impact des produits chimiques ou des toxines sur l'environnement dans son ensemble était le plus gros problème. Ils convenaient que la dégradation de l'environnement était la cause de nombreux problèmes de santé, de façon générale et au sein de collectivités précises. Une discussion s'en est suivie sur la gestion des ressources et les moyens qu'on peut prendre pour mieux protéger l'environnement, plus particulièrement pour atténuer les effets néfastes des activités minières et agricoles sur l'environnement et assurer la protection des eaux navigables partagées avec les États-Unis.

Notant l'interdépendance de l'environnement et de la santé, un certain nombre de participants ont déclaré que l'impact des produits chimiques et des toxines sur la santé des gens était un problème crucial. De plus, certains ont souligné la vulnérabilité des collectivités sous-développées ou désavantagées, notamment quand il s'agit de s'assurer qu'elles ont en place de bons systèmes de filtration d'eau. Enfin, quelqu'un a mentionné que la société a tendance à ignorer les besoins des collectivités ou groupes mal desservis, surtout s'ils ne font pas valoir leurs intérêts d'une voix forte et unifiée.

Opinions sur les lois et les règlements applicables aux produits chimiques et aux toxines

Nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que les lois canadiennes sur les produits chimiques et les toxines étaient appropriées ou si elles devraient être renforcées ou assouplies. La plupart ne connaissaient pas très bien les lois actuelles, mais ils avaient l'impression qu'elles pourraient ou devraient être renforcées. Voici les raisons qu'ils ont évoquées :

- L'utilisation des toxines allait possiblement être encore plus répandue dans les années à venir, à la suite des avancées technologiques. Les participants croyaient que les lois devraient être renforcées ou, à tout le moins, réévaluées périodiquement.
- Dans la foulée de ce qui précède, certains participants craignaient que le non-renforcement des lois dans un avenir rapproché n'expose les générations futures à des problèmes plus importants.
- La perception que les aliments disponibles au Canada renferment toutes sortes d'ingrédients qui ne sont pas présents dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire d'autres pays et qu'ils sont soumis à moins de restrictions. À cet effet, les participants avaient peur que l'impact sur la santé des enfants soit plus grand.
- La croyance qu'il est toujours possible de s'améliorer dans ce domaine et qu'il est inconcevable de penser à assouplir les lois.
- La volonté de mieux structurer la protection de l'environnement et des habitats essentiels.
- Les lois régissant les produits chimiques et les toxines au Canada sont plus laxistes que celles en vigueur dans d'autres régions, à commencer par l'Union européenne.

Quelques participants doutaient que les lois soient suffisantes en l'absence de plan pour les mettre en œuvre et les appliquer. De plus, certains ont dit que le Canada n'était pas considéré comme un chef de file dans ce domaine. L'impact serait nettement plus grand selon eux si des pays tels que les États-Unis et la Chine faisaient preuve de leadership et que le Canada emboîtait le pas. Sinon, le Canada risquait de se retrouver en situation de désavantage concurrentiel par rapport à la Chine, aux États-Unis et à d'autres pays, faute d'appui plus large à ce programme.

Quelques-uns croyaient que le gouvernement fédéral exerçait déjà un trop grand contrôle et craignaient qu'il n'aille trop loin.

La discussion a ensuite porté sur les coûts additionnels que les consommateurs risquent d'avoir à assumer. Nous avons mentionné aux participants que chaque fois que le gouvernement interdit ou réglemente certains produits chimiques et toxines, cela pourrait signifier de nouveaux coûts pour les entreprises et se traduire par des produits plus chers pour les consommateurs. Une proportion comparable des participants étaient d'une part à l'aise de payer un peu plus cher et d'autre part, réfractaires à l'idée d'assumer des coûts additionnels, compte tenu de l'impact de la pandémie sur la sécurité financière et d'emploi des gens. Un petit nombre de participants se demandaient pourquoi les coûts devraient inévitablement augmenter, jugeant que le gouvernement devait faire preuve d'une plus grande volonté à investir dans les solutions plus durables et propres. Selon eux, il était possible d'aller de l'avant sans refiler automatiquement aux consommateurs le coût de la réglementation, par exemple, en incitant les fabricants à produire des produits plus écologiques.

Pour illustrer le point ci-dessus, nous leur avons donné l'exemple des meubles. Nous leur avons dit que certains produits chimiques contenus dans les meubles ne sont pas nocifs, sauf lorsqu'ils brûlent, puis leur avons demandé s'il fallait les interdire, même si cela signifiait que les meubles risquaient de devenir assez dispendieux, ou s'il s'agissait d'une situation suffisamment rare, qui n'était donc pas un souci important pour eux. Les réponses des participants ont de nouveau été partagées. Ceux qui pensaient qu'il fallait interdire ces types de produits étaient nombreux à présumer que l'augmentation de coûts serait minime et certains ont souligné que les fabricants avaient tout intérêt à limiter les hausses de prix pour rester concurrentiels et à trouver d'autres intrants. Plusieurs participants étaient prêts à payer toute augmentation de prix, accordant plus d'importance à la sécurité et aux avantages environnementaux qu'aux coûts.

D'autres jugeaient moins important d'interdire les produits chimiques présents dans les meubles, car ils causaient assez rarement des problèmes. Selon eux, il fallait sopeser la fréquence d'une situation avec les risques pour les consommateurs. Les participants ont mentionné l'amiante dans ce contexte et sa popularité dans le secteur de la construction, jusqu'à ce qu'il soit considéré comme toxique et très dangereux pour la santé.

De rares participants étaient d'avis qu'il était possible de fabriquer des meubles sans utiliser de toxines nocives et s'interrogeaient sur la pertinence de débattre de l'équilibre entre les coûts abordables et les préoccupations en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Comme le laissaient poindre leurs commentaires, ces participants considéraient l'utilisation de toxines dans les produits comme un problème contemporain et recommandaient aux fabricants de s'inspirer des matières et des procédés de fabrication d'antan, qui étaient sûrement plus « naturels ».

Priorités du gouvernement du Canada en matière de produits chimiques et de toxines

Pour conclure la discussion, nous avons montré aux participants certaines mesures sur lesquelles le gouvernement du Canada pourrait se concentrer en ce qui concerne les produits chimiques et les toxines. Ils ont ensuite été invités à choisir celle qui devrait être la plus grande priorité selon eux :

- *Interdire certains produits chimiques afin de contraindre les entreprises à utiliser des produits moins nocifs.*
- *Assurer la sécurité des personnes qui travaillent sur des lieux de travail où se trouvent des produits chimiques.*
- *Fournir plus d'informations sur les étiquettes de produits ménagers au sujet des substances chimiques qu'ils contiennent.*
- *Utiliser les nouvelles sciences pour mieux comprendre l'impact sur notre santé de notre exposition quotidienne à plusieurs produits chimiques.*

Une proportion comparable de participants a désigné comme plus grande priorité les mesures consistant à interdire certains produits chimiques et à utiliser les nouvelles sciences. Voici les raisons évoquées par ceux qui favorisaient l'utilisation des nouvelles sciences pour mieux comprendre l'impact sur notre santé d'une exposition quotidienne à plusieurs produits chimiques :

- Plus de recherches approfondies devaient être menées sur les effets à long terme de certains produits chimiques et toxines pour s'assurer de l'efficacité d'une interdiction par le gouvernement;
- Quelques participants ont insisté sur l'importance d'obtenir des preuves scientifiques, afin que toute prise de décision soit fondée sur des données probantes. D'après eux, l'utilisation de nouvelles sciences se voulait l'approche la plus équilibrée et progressive, car elle visait à comprendre le problème, plutôt que d'y réagir impulsivement;
- Certains tenaient à en savoir plus sur l'impact de ces produits chimiques sur l'environnement, de façon plus générale;
- Peu importe si le gouvernement fédéral allait de l'avant avec l'interdiction, il était tout de même essentiel de comprendre les dangers que posent certains produits chimiques et toxines, pour pouvoir bien informer les consommateurs;
- Citant en exemple les produits chimiques considérés au départ comme inoffensifs qui ont plus tard été qualifiés de nocifs, des participants recommandaient d'effectuer plus de recherches approfondies sur la question et de sensibiliser la population.

Les participants qui étaient en faveur de l'interdiction de certains produits chimiques dans le but de contraindre les entreprises à utiliser des produits moins nocifs ont formulé les opinions et les hypothèses suivantes :

- Aucune raison valable n'explique pourquoi les fabricants ne peuvent pas produire des biens sans utiliser de substances nocives. Cette opinion allait de pair avec l'impression que des progrès seraient réalisés grâce aux nouvelles sciences et technologies, y compris la mise au point de solutions plus écologiques;

- Parmi les quatre approches, c'était celle qui était la plus facile à mettre en œuvre et pouvait se traduire le plus rapidement en mesures. Cette approche devrait comprendre de la formation pour les personnes obligées de travailler avec des produits dangereux;
- Cette approche permettrait aussi d'assurer la sécurité des lieux de travail;
- La capacité d'une personne à contrôler son environnement, en particulier son lieu de travail, a été citée comme facteur. Si des toxines et des produits chimiques nocifs n'étaient pas complètement interdits, les travailleurs risquaient d'y être exposés malgré eux.

Les participants ont été beaucoup moins nombreux à choisir l'option visant à fournir plus d'informations sur les étiquettes de produits ménagers au sujet des substances chimiques qu'ils contiennent. Les personnes qui ont choisi cette approche étaient sensiblement les mêmes que celles qui se préoccupaient plus des produits chimiques et des toxines présents dans les produits ménagers que dans l'air et l'eau. Elles ont parlé des risques pour les consommateurs et de l'impression que la majorité des gens ne comprennent pas les ingrédients des produits qu'ils achètent ou n'y réfléchissent pas ou ne mesurent pas l'ampleur des dommages qu'ils causent à l'environnement. Cette approche leur semblait avoir des effets plus immédiats sur les comportements des consommateurs. Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils pensaient que le niveau actuel d'étiquetage concernant les substances chimiques contenues dans les produits ménagers était approprié. Les nombreux participants qui lisaient assez minutieusement les étiquettes des produits reconnaissaient que souvent, elles prêtaient à confusion, étaient difficiles à comprendre et n'étaient pas rédigées avec clarté. Certains jugeaient les informations insuffisantes sur les étiquettes des produits alimentaires et dans une moindre mesure, des produits de nettoyage ménagers, pour pouvoir déterminer si un produit est sûr. L'utilisation des termes comme « naturel » et « vert » préoccupait des participants. Ces derniers les qualifiaient de termes vagues et surutilisés qui sont le fruit d'experts en marketing. Ils ont suggéré de mettre sur pied un système fondé sur un ensemble universel de symboles, jugeant cette approche préférable aux longues listes d'ingrédients, qui prenaient du temps à lire pour les consommateurs.

Par ailleurs, de rares participants accordaient la priorité au fait d'assurer la sécurité des personnes qui travaillent sur des lieux de travail où se trouvent des produits chimiques. Il s'agissait selon eux d'un droit humain fondamental. Ils présumaient qu'en adoptant des mesures pour assurer la sécurité des travailleurs, on finirait globalement par utiliser des produits chimiques moins nocifs.

En dernier lieu, nous avons demandé aux participants si le gouvernement fédéral devrait travailler avec les entreprises pour les encourager à faire des changements ou s'il devrait interdire fermement certains produits. Les avis ont de nouveau été partagés, mais les participants privilégiaient légèrement l'approche visant à travailler avec les entreprises, la considérant comme plus réalisable et préalable à la mise en œuvre de mesures plus strictes. Un certain nombre de participants pensaient qu'il fallait sensibiliser les entreprises et craignaient les effets négatifs que le renforcement des mesures pourrait avoir sur les emplois, les entreprises et l'économie. Cette approche leur apparaissait plus positive et collaborative.

D'autres doutaient que les sociétés n'apportent des changements de leur propre chef si l'on ne les exposait pas à des conséquences. Selon eux, une interdiction ferme empêcherait les sociétés de tourner les coins ronds ou de contourner les règles. De rares participants ont souligné l'importance de

resserrer les lois régissant l'utilisation des produits chimiques et des toxines, surtout si la réglementation actuelle est vague ou obsolète.

L'environnement (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba, résidents de petites villes et de villes rurales de l'Ontario, résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Des discussions sur l'environnement et d'autres sujets connexes ont été tenues dans quatre groupes tout au long du mois. Elles visaient à savoir si les participants connaissaient le plan du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la prochaine décennie et ce qu'ils en pensaient.

De l'avis général, les nouvelles sur la réduction des gaz à effet de serre avaient été éclipsées par celles sur la pandémie, qui continuait de bénéficier d'une importante couverture médiatique. La plupart des participants avaient un souvenir limité du plan du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et se rappelaient vaguement des aspects de ce plan. Certains présumaient qu'il y avait un lien entre le plan et l'engagement que le Canada avait pris dans le cadre de sa participation à l'Accord de Paris et la volonté d'éliminer la combustion de charbon et de combustibles fossiles pour réduire les émissions d'ici 2030. D'autres se demandaient si le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral était un élément du plan et plusieurs participants ont débattu du bien-fondé de ce système. Des participants avaient l'impression que le plan comprendrait des règlements plus stricts. D'après quelques participants, le gouvernement fédéral semblait prendre des mesures appropriées pour traiter des questions environnementales et lutter contre les changements climatiques. D'autres croyaient que la nouvelle administration aux États-Unis donnerait peut-être une nouvelle impulsion aux mesures, car elle accorderait une plus grande importance à la lutte aux changements climatiques que l'administration précédente. Certains pensaient que la vigueur renouvelée du mouvement environnementaliste américain, combinée à une volonté et un engagement politiques accrus, était susceptible d'inciter le Canada à en faire encore plus.

Nous avons fourni des éclaircissements aux participants, à savoir que le gouvernement du Canada avait proposé des mesures en vue de permettre au Canada de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de rendre le pays carboneutre d'ici 2050. Nous leur avons également dit que l'une de ces mesures consistait à aider les entreprises canadiennes à investir dans des technologies plus efficaces et plus rentables qui pourraient améliorer à la fois leurs activités et leurs résultats. Compte tenu de ces informations, les participants ont ensuite discuté de la manière dont le plan devrait être formulé. Ils ont évalué les cinq noms possibles suivants :

- *Une stratégie pour aider les entreprises à réduire la pollution*
- *Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution*
- *Stratégie industrielle propre*
- *Stratégie industrielle à faible émission de carbone*
- *Stratégie pour une industrie plus propre*

Bien que l'ensemble des noms proposés ait été bien accueilli, les participants avaient une préférence pour les deux formulations suivantes : *stratégie industrielle propre* et *stratégie pour une industrie plus propre*. Celles-ci ont interpellé les participants, car elles décrivaient le plan de façon simple, directe et claire. L'accent mis sur les qualificatifs « propre » et « plus propre » a été bien accueilli par les participants, car il reflétait le but ultime, soit d'avoir un environnement propre. De plus, les participants trouvaient que ces deux noms présentaient le plan sous un jour plus positif comparativement aux autres choix, qui donnaient une connotation négative au plan (p. ex. en insistant sur la réduction de la pollution). Certains trouvaient judicieux que cette stratégie s'adresse en premier lieu à l'industrie. Ces noms ne contenaient pas le mot « carbone » et cet aspect a influé sur le choix des participants, qui considéraient que le public était devenu désensibilisé aux efforts environnementaux présentés sous forme d'objectifs de faible émission de carbone. Ils pensaient aussi que le terme « propre » véhiculerait plus clairement au grand public ce que le plan offrirait ou réaliserait que l'expression « à faible émission de carbone ».

Les trois autres choix de noms ont eu moins la cote chez les participants, qui ont tout de même relevé pour chacun certains points forts et points faibles :

- *Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution* : Cette phrase plaisait à certains, qui l'associaient au travail d'équipe. Même si ce nom était plus long que les autres, les participants le trouvaient informatif, clair et efficace pour les aider à mieux comprendre les objectifs du plan. Certains croyaient que le terme « secteurs » était employé pour laisser entendre que le plan ciblerait des groupes d'entreprises ou des secteurs de l'économie considérés comme de gros pollueurs.
- *Une stratégie pour aider les entreprises à réduire la pollution* : Plusieurs participants pensaient que ce nom s'adressait à un public plus large, parce qu'il y était question « d'entreprises » plutôt que « d'industrie » ou « de secteurs ». Les deux derniers termes leur semblaient cibler plus étroitement un public. Tout comme pour le choix précédent, les participants ont apprécié le ton positif émanant de l'accent mis sur l'aide aux entreprises (ou aux secteurs) pour réduire la pollution.
- *Stratégie industrielle à faible émission de carbone* : Aux yeux de certains, ce choix était le plus précis. Il exprimait clairement l'objectif de « faible émission de carbone » et son rôle pour régler le problème le plus important associé aux émissions de gaz à effet de serre. En revanche, les participants estimaient que les termes « stratégie pour aider les entreprises » et « stratégie industrielle » étaient moins concrets ou ciblés.

L'emploi de « stratégie » dans tous les choix de noms a été débattu, certains le jugeant trop vague et passif. Quelques-uns préféreraient des termes comme « mesures » ou « plan d'action », car ils laissaient entendre que le plan serait davantage axé sur les solutions. D'autres se sont montrés moins critiques à

propos du terme « stratégie », qui évoquait à leur avis un processus graduel. Aux dires de plusieurs, les entreprises seraient interpellées davantage par une stratégie que par un plan.

Comme mentionné précédemment, les participants se demandaient également quel était le terme le plus englobant parmi les suivants : entreprises, industrie, secteurs ou économie. La plupart souhaitaient que la stratégie ou le plan cible les gros pollueurs tout en ayant un caractère inclusif. Le plan devait selon eux s'adresser à un large éventail d'acteurs de l'économie canadienne.

Invités à suggérer des noms qui seraient plus efficaces que les choix proposés, les participants ont cité les éléments suivants, en reprenant certains commentaires antérieurs :

- Mettre l'accent sur des mesures ou un plan d'action, qui évoque un sentiment d'urgence;
- Conformément à ce qui précède, certains pensaient que la stratégie devait faire mention de l'avenir ou être orientée vers l'avenir pour suggérer des répercussions à court et à long terme et en particulier, des mesures visant à créer un avenir meilleur;
- Quelques participants souhaitaient qu'il soit question de durabilité, l'un des principaux objectifs de l'initiative environnementale;
- Enfin, certains recommandaient d'employer une formulation qui ferait en sorte que le plan s'adresse à la population en général, pas seulement aux entreprises, industries ou secteurs. À leur avis, tout le monde est responsable de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et a un rôle à jouer en la matière.

Armes à feu (résidents de la GRM, résidents de Kitchener et du sud-ouest de l'Ontario fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons demandé aux participants des deux groupes susmentionnés s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des nouvelles mesures du gouvernement du Canada en matière d'armes à feu. Dans l'ensemble, ils les connaissaient peu. Ainsi, environ la moitié des participants de la GRM et la plupart des participants du groupe de l'Ontario avaient entendu parler des mesures proposées.

Les participants ont mentionné spontanément que les règles concernant la possession d'armes à feu de type assaut avaient changé et qu'un nouveau programme était en place pour inciter les propriétaires de ces armes à les retourner. Comme premières impressions, certains participants trouvaient que ces nouveaux règlements semblaient viser les propriétaires respectueux de la loi et allaient être inefficaces pour améliorer la sécurité des Canadiens. D'autres craignaient que le programme proposé implique le rachat obligatoire des armes ou que certains propriétaires d'armes n'y participent que pour recevoir de l'argent en contrepartie du retour de leurs armes à feu et s'en servir ensuite pour acheter une autre arme à moindre coût.

Le modérateur a lu les précisions suivantes sur les nouvelles mesures du gouvernement du Canada en matière d'armes à feu, puis a demandé aux participants ce qu'ils en pensaient.

En mai 2020, le gouvernement du Canada a interdit plus de 1 500 marques et modèles d'armes à feu de type assaut. Une période d'amnistie de deux ans est en place depuis lors, pour donner aux personnes qui possèdent déjà des armes à feu spécifiquement visées suffisamment de temps pour se conformer à l'interdiction. Le gouvernement du Canada a maintenant introduit une nouvelle législation qui comprend un programme de rachat pour ces armes à feu interdites. La législation permet également aux municipalités d'interdire les armes de poing et alourdit les sanctions pénales pour la contrebande et le trafic d'armes à feu.

Invités à se prononcer sur la nouvelle législation sur les armes à feu de type assaut, bon nombre de participants y étaient favorables. Selon eux, c'était une bonne idée d'exercer un meilleur contrôle sur les armes à feu et bon nombre ne comprenaient pas pourquoi des gens avaient besoin de porter un fusil d'assaut.

Cependant, certains participants du groupe de l'Ontario ont exprimé de la frustration devant l'excès de bureaucratie qui rend difficile la possession d'armes à feu et brime les droits des propriétaires d'armes respectueux de la loi et responsables. Selon eux, les crimes avec une arme à feu étaient surtout commis par les propriétaires d'armes à feu non enregistrées et les nouvelles règles n'auraient aucune incidence sur ces derniers.

La délégation de la responsabilité d'interdire les armes à feu aux municipalités en inquiétait quelques-uns, qui se demandaient si celles-ci pourraient assumer les coûts nécessaires pour faire appliquer l'interdiction. Enfin, beaucoup pensaient que ces règlements devraient être uniformes dans tout le pays.

Programme de rachat

Le modérateur a lu à voix haute les précisions suivantes sur le programme de rachat, puis a demandé aux participants s'ils croyaient que ce nouveau programme permettrait de retirer des armes à feu de la rue.

Le programme de rachat sera finalisé dans les mois à venir, mais il vise essentiellement à empêcher que des armes à feu interdites soient léguées (données à quelqu'un après sa mort) ou vendues. Les propriétaires qui choisissent de ne pas participer au programme de rachat et de conserver leurs armes à feu devront respecter des conditions strictes : ils devront s'engager à ne pas utiliser les armes, à ne pas en importer ou en acquérir d'autres, et à ne pas les léguer ou les vendre.

Les participants des deux groupes s'entendaient pour dire que le programme de rachat serait inefficace pour retirer ces types d'armes à feu de la rue. Ils ont fait remarquer que les problèmes de criminalité liés aux armes à feu dans la rue n'étaient pas causés par les propriétaires responsables qui allaient respecter cette législation, mais bien par ceux qui avaient acheté des armes à feu auprès de sources illégales et qui allaient probablement continuer de le faire. Les participants se demandaient comment le gouvernement fédéral ferait pour appliquer ces nouvelles mesures et s'il fallait consacrer de l'argent aux efforts d'application, étant donné que le gouvernement avait d'autres priorités bien plus importantes.

Invités à dire s'ils pensaient que les propriétaires d'armes à feu interdites allaient les rendre ou les garder, les participants ont formulé des avis partagés. Certains croyaient que la plupart des propriétaires les retourneraient dans le cadre du programme de rachat, car ils ne voudraient pas conserver une arme à feu sans être en mesure de l'utiliser et le paiement les inciterait à la rendre. En revanche, d'autres estimaient que la majeure partie des propriétaires ne les rendraient pas parce qu'ils voulaient les garder comme objet de famille ou comptaient les utiliser à mauvais escient.

Pour conclure la discussion, les participants ont été invités à dire quelle serait la meilleure approche parmi les suivantes :

- *l'approche de rachat qu'on venait de leur décrire;*
- *un programme de rachat obligatoire, auquel doivent participer les personnes qui possèdent des armes à feu interdites (c'est-à-dire qu'elles n'ont pas la possibilité de conserver ces armes à feu dans des conditions strictes).*

Dans l'ensemble, une majorité de participants jugeaient que l'approche de rachat était une meilleure solution qu'un programme de rachat obligatoire. Les participants ont formulé les préoccupations suivantes au sujet d'une approche obligatoire :

- les propriétaires devaient avoir la possibilité de choisir;
- il y aurait peu de conséquences négatives à laisser des personnes posséder ces armes à feu puisqu'elles ne les utiliseraient pas;
- une approche obligatoire serait considérée comme une mesure de contrôle excessive de la part du gouvernement fédéral;
- une approche obligatoire pourrait être interprétée comme une atteinte au droit à la propriété garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- les propriétaires actuels pourraient se sentir moins en sécurité sans arme à feu.

Seuls quelques participants du groupe de la GRM trouvaient plus rassurante la mise en œuvre d'un programme obligatoire.

Peines minimales obligatoires (résidents de la GRM, résidents de grandes villes du Canada atlantique)

Nous avons demandé aux participants de la GRM et de grandes villes du Canada atlantique s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de modifications aux peines minimales obligatoires. Peu de participants étaient au courant de ces modifications et la plupart n'ont pas été en mesure d'en donner des détails.

Avant de poursuivre la discussion, nous avons fourni les précisions suivantes aux participants :

Le gouvernement du Canada a proposé des modifications afin d'abolir les peines minimales obligatoires pour plus d'une douzaine d'infractions, y compris pour toutes les infractions liées à la drogue, certaines infractions impliquant l'utilisation et la possession d'armes à feu et une infraction liée au tabac. Les peines minimales obligatoires seraient maintenues pour les infractions graves, telles que le meurtre, les infractions sexuelles et certaines infractions liées aux armes à feu.

Les résidents de la GRM ont eu des réactions favorables et appuyaient en général les modifications proposées. Ils étaient nombreux à penser que la sévérité des peines devrait refléter la gravité des crimes, qui pouvait varier. Estimant que le système de justice repose sur la réadaptation, ils croyaient que cette initiative renforcerait la confiance à l'égard du système.

Les résidents de grandes villes du Canada atlantique ont quant à eux exprimé des opinions moins arrêtées. Ils ont mentionné qu'à cause de la pandémie de COVID-19, de nombreux enjeux avaient été relégués à l'arrière-plan. Toutefois, de prime abord, beaucoup convenaient que les modifications aux peines minimales obligatoires actuelles étaient nécessaires.

Tout compte fait, la plupart des participants considéraient la plus grande latitude dans la détermination de la peine (surtout dans le cas des infractions liées à la drogue) et la capacité de prendre des décisions au cas par cas comme des effets positifs de l'abolition de certaines peines minimales obligatoires. Ils pensaient également que l'abolition de nombreuses peines minimales obligatoires aiderait à désengorger le système judiciaire. Cependant, les participants demeuraient favorables au maintien des peines minimales pour les infractions graves.

Énoncés relatifs à l'approche du gouvernement du Canada

Nous avons présenté aux participants une liste de quatre énoncés possibles et leur avons demandé de désigner ceux qui les faisaient se sentir mieux par rapport à l'approche proposée par le gouvernement du Canada pour réformer les peines minimales obligatoires. Voici ces quatre énoncés :

- 1. Le gouvernement du Canada a proposé d'abolir les peines minimales obligatoires pour les infractions moins graves, mais d'augmenter les peines maximales pour les crimes plus graves impliquant des armes à feu, comme le trafic.*
- 2. Ces modifications donneront aux juges une plus grande latitude pour prononcer des peines appropriées qui correspondent aux circonstances du crime.*
- 3. Les peines minimales obligatoires ont eu tendance à contribuer à l'engorgement des tribunaux et du système judiciaire, car jamais personne ne voulait plaider coupable à ces crimes et ainsi éviter un procès.*
- 4. Les peines minimales obligatoires touchent de manière disproportionnée les Autochtones et des Canadiens racialisés.*

Dans l'ensemble, les quatre énoncés ont été bien accueillis.

Invités à en dire plus sur leurs impressions favorables, les participants ont répété les points de vue formulés précédemment, notamment que les modifications proposées favoriseraient une approche plus ciblée en détermination de la peine. De plus, les participants croyaient que cette approche

discrétionnaire permettrait de rediriger une partie de l'argent des contribuables vers des initiatives connexes relevant du système pénal ou judiciaire, par exemple en matière de prévention. Ils ont cité les problèmes de santé mentale et le besoin de traiter ceux qui en souffrent, au lieu de les incarcérer comme argument en faveur de la flexibilité, et trouvaient que les énoncés abondaient en ce sens. De l'avis des participants, beaucoup de personnes incarcérées n'obtenaient pas en prison l'aide ni le soutien en matière de santé mentale dont elles avaient besoin. Ils pensaient aussi que les peines minimales obligatoires actuelles touchaient de manière disproportionnée les Canadiens racialisés et qu'on passait un message important en s'engageant à suivre une approche qui ne visait aucun groupe en particulier. Les participants voyaient d'un bon œil le désengorgement du système judiciaire.

Nous avons ensuite montré de nouveau la liste d'énoncés aux participants et leur avons demandé de préciser ceux qui les faisaient se sentir moins bien par rapport à l'approche du gouvernement du Canada. Les participants ont eu de la difficulté à en nommer un. Une seule critique a été formulée. Ainsi, certains se demandaient si les juges recevraient une formation sur la latitude accrue dont ils disposeraient pour déterminer la peine, et plus précisément, sur les meilleurs moyens d'aider les personnes qui ont besoin d'aide à en obtenir.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – February 2021 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants
- Incentives will be \$100 per person for those outside of Quebec and will be sent to participants via e-transfer following the group
- Incentive will be \$125 per person for those in Quebec and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Tues., Feb. 2	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Greater Vancouver Area - B.C.	Parents with children in daycare and/or considering daycare within next 12 months	DN
3	Thurs., Feb. 4	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Alberta	Vaccine Hesitant	TBW
4	Tues., Feb. 9	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Manitoba	EI/Recovery Benefit Recipients	DN
5	Wed., Feb. 10	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Quebec	Indigenous Peoples	MP
6	Thurs., Feb. 11	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Hamilton-Niagara Region – Ontario	Young Adults, aged 18-30	DN
7	Tues., Feb 16	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Smaller/Rural Centres – Ontario	General Population	DN
8	Wed., Feb. 17	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Saskatoon and Regina – Saskatchewan	Parents of School Aged Children, JK – Gr. 12	TBW
9	Thurs., Feb. 18	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Major Centres B.C.	People Experiencing COVID Fatigue/Exhibiting Riskier Behaviours, All Ages	TBW
11	Tues., Feb. 23	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Kitchener through to SW Ontario	People Experiencing COVID Fatigue/Exhibiting Riskier Behaviours, All Ages	TBW
12	Thurs., Feb. 25	5:00-7:00	6:00-8:00 (AST) 6:30-8:30 (NST)	Major Centres – Atlantic Canada	General Population	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END

In public/media relations
 In radio/television
 No, none of the above

THANK AND END
THANK AND END
CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Greater Vancouver Area	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, West and North Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Coquitlam, Port Coquitlam, Delta, Maple Ridge, New Westminster, Pitt Meadows, Port Moody, Langley, Maple Ridge, White Rock ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 1
Alberta	Cities could include (but are not limited to): Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Fort McMurray, Medicine Hat, Grand Prairie, Lloydminster, Leduc, Cochrane, Fort Saskatchewan, Chestermere, Camrose, Beaumont, Stony Plain, Sylvan Lake, Brooks, Strathmore, High River ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 3
Manitoba	Cities could include (but are not limited to): Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Flin Flon, Stonewall ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 4
Quebec	Cities could include (but are not limited to): Montreal, Quebec City, Saguenay, Sept-Îles, Val-d’Or, Sherbrooke, Trois-Rivières, Dolbeau-Mistassini, Alma, Baie-Comeau ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 5
Hamilton-Niagara Region – Ontario	Cities include (but are not limited to): Hamilton, St. Catharines, Niagara Falls, Welland, Fort Erie,	CONTINUE – GROUP 6

	<p>Grimsby, Lincoln, Thorold, Port Colborne, Niagara on the Lake, Pelham</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.</p>	
Smaller/Rural Centres – Ontario	<p><50k in population Cities could include (but are not limited to): Cornwall, Chatham, Georgetown, St. Thomas, Woodstock, Bowmanville, Leamington, Stouffville, Orillia, Stratford, Orangeville, Bradford, Timmins, Bolton, Midland, Innisfil, Owen Sound, Brockville, Fergus, Lindsay, Collingwood</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Saskatoon and Regina – Saskatoon	<p>Saskatoon and Regina</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. 4 PARTICIPANTS FROM EACH CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 8
Major Centres B.C.	<p>Cities include: Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Abbotsford, Coquitlam, Kelowna, Delta, Nanaimo, Kamloops, Victoria.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. MAXIMUM OF FOUR FROM THE LOWER MAINLAND. NO MORE THAN TWO PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Kitchener through to SW Ontario	<p>Cities include (but are not limited to): Kitchener, Waterloo, London, Windsor, Sarnia, Chatham-Kent, St. Thomas, Woodstock, Leamington, Stratford</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Major Centres – Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to): NS: Halifax, Cape Breton NB: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston PEI: Charlottetown, Summerside N&L: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS EACH OF THE FOUR PROVINCES.</p>	CONTINUE – GROUP 12
Other		THANK AND END

VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END
---	---	----------------------

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1 OR 8** Do you have any children under the age of 18?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Are any of these children currently in daycare or will likely be in daycare within the next 12 months?

Yes, they currently are in daycare **CONTINUE**
 Yes, they will likely be in daycare within the next 12 months **CONTINUE**
 No, they are not and will not be in daycare within the next 12 months **THANK AND END**
 Not sure **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE CURRENTLY IN DAYCARE (MAX 6) AND THOSE WHO ARE CONSIDERING PUTTING THEIR CHILD IN DAYCARE WITHIN THE NEXT 12 MONTHS.

3b. **ASK ONLY IF GROUP 8** Are any of these children in Junior Kindergarten to Grade 12?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

3c. **ASK ONLY IF GROUP 8** Could you please tell me which grade(s) this child/these children are in?

Child	Grade
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY GRADE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

4. **ASK ONLY IF GROUP 3** Which of the following best describes what you would do if a COVID-19 vaccine became available?

I have already gotten a COVID-19 vaccine **THANK AND END**
 I would get the vaccine as soon as I became eligible for it **THANK AND END**
 I will probably get the vaccine, but would want to wait a while **CONTINUE – HESITATOR**
 I'm not sure if I would get the vaccine **CONTINUE – HESITATOR**
 I would not get the vaccine **THANK AND END**
 Prefer not to answer **THANK AND END**

5. **ASK ONLY IF GROUP 4** In the past five months, have you received any of these benefits from the Government of Canada?

Employment Insurance (EI) **CONTINUE**
 Canada Recovery Benefit **CONTINUE**
 Canada Recovery Caregiver Benefit **CONTINUE**
 Canada Recovery Sickness Benefit **CONTINUE**
 No, I am not receiving any of these benefits **THANK AND END**
 Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF BENEFIT TYPE. AIM FOR AT LEAST ONE RECEIVING CRCB OR CRSB IN EACH GROUP.

6. **ASK ONLY IF GROUP 5** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	CONTINUE ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT INDIGENOUS GROUPS.
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

7. **ASK ONLY IF GROUP 9 OR 11** Have you attended a social gathering or event outside your home in the last month?

Yes **CONTINUE TO Q.6a**
 No **SKIP TO Q.6b**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 9 OR 11** Which of the following best describes your current situation?

I am only seeing those currently living in my household **CONTINUE**
 I am seeing extended family from time to time **CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS**
 I am seeing friends and or neighbours from time to time **CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6b. **ASK ONLY IF GROUP 9 OR 11** With COVID-19 restrictions having been in place for almost a year, to what extent do you agree or disagree with the following statements?

- I feel like I have made a lot of personal sacrifices in order to slow the spread of COVID-19.

- I am tiring of having to continue to adhere to public health measures, like mask wearing and social distancing.
- I don't pay as much attention anymore to messages from public health and government officials about COVID-19.
- I am tiring of having to avoid seeing extended family, friends and/or neighbours

Strongly agree **COVID FATIGUED**

Somewhat agree **COVID FATIGUED**

Somewhat disagree

Strongly disagree

VOLUNTEERED Prefer not to answer

IF STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO ONE OR MORE OF THE STATEMENTS ABOVE, THEY WOULD BE CONSIDERED COVID FATIGUED.

ENSURE A MIX OF THOSE WHO ARE EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS (AT Q.6A) AND/OR COVID FATIGUED (AT Q.6B). BUT, NO MORE THAN 3 PARTICIPANTS WHO ARE 'COVID FATIGUED' ONLY (E.G., NOT EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS AT Q.6A, BUT SOMEWHAT/STRONGLY AGREE TO ANY AT Q.6B).

8. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF HAMILTON-NIAGARA REGION = GROUP 6 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-30	
31-44	IF HAMILTON-NIAGARA REGION = THANK AND END
45-54	
55+	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP. PARENTS IN GROUP 1 & 8 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).

9. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.

10. Which of the following best describes the industry sector that you are currently employed in?

Accommodation and Food Services
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
 Arts, Entertainment and Recreation
 Construction
 Educational Services
 Finance and Insurance

Health Care and Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student **NO INTERNATIONAL STUDENTS**
 Retired **ASK 'WHAT SECTOR WERE YOU PREVIOUSLY EMPLOYED IN' AND RECORD**
 Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *"a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."*

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

13. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

14. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

15. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

- 1-2 **THANK AND END**
- 3-5 **CONTINUE**

16. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

17. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes **CONTINUE**
- No **SKIP TO Q.21**

18. How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
- More than 6 months ago **CONTINUE**

19. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
- 5 or more groups **THANK AND END**

20. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

21. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

22. Which of the following categories best describes your total household income in 2020? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 (\$125 if in Quebec) for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

CONTINUE

No

THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:



You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement — février 2021 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	3 février	18 h-20 h	Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	Personnes qui hésiteraient à se faire vacciner	M. Proulx
10	22 février	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris Montréal même	Population générale	M. Proulx

- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

- Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Pour les grandes villes : Montréal, Gatineau, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi – Jonquière</p> <p>Pour les villes de taille moyenne : Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme, Chateauguay, Drummondville, Granby, Beloeil, Saint-Hyacinthe</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER QUATRE PERSONNES POUR LES GRANDES VILLES ET QUATRE PERSONNES POUR LES VILLES DE TAILLE MOYENNE.</p>	CONTINUER – GROUPE 2
Grande région de Montréal (GRM) – y compris Montréal même	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne,	CONTINUER – GROUPE 10

	Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 2** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce que vous feriez si un vaccin contre la COVID-19 devenait disponible?

J'ai déjà reçu un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais vacciner dès que je serais admissible **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais probablement vacciner, mais je préférerais attendre un certain temps **CONTINUER**

Je ne suis pas sûr que je me ferais vacciner **CONTINUER**

Je ne me ferais pas vacciner **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE
---	------------------------------

6. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

7. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALA UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Et sur quels sujets portaient-ils?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – February 2021 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-15 minutes) All Locations

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children, Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours FOR OTHER MENTIONS RELATED TO THE GOVERNMENT OF CANADA: Have others heard about this? What have you heard?
- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant Have you heard anything about the Government of Canada's recent announcement regarding travel regulations?
 - What have you heard? Have others heard about this?

GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant CLARIFY:

The Government of Canada recently announced that travelers returning to Canada will be required to undergo a mandatory PCR test (e.g. the nasal swab for COVID-19) at the airport; this is in addition to the pre-boarding test already required. While they wait for their test results, they must quarantine for up to three days at a designated hotel at their own expense. Those with negative test results will then be able to quarantine at home under significantly increased surveillance and enforcement. Those with positive tests will be immediately required to quarantine in designated government facilities to make sure they are not carrying variants of potential concern. Furthermore, Air Canada, WestJet, Sunwing and Air Transat have all agreed to cancel air services to all Caribbean destinations and Mexico, starting on Sunday, January 31, until April 30.

- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant What are your thoughts about these new regulations?
 - Do you think these new regulations make sense, go too far, or not far enough?

- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant FOR OTHER MENTIONS RELATED TO THE GOVERNMENT OF CANADA: Have others heard about this? What have you heard?

COVID-19 OUTLOOK (15-40 minutes) GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant, Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children, Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours

Now, I'd like to talk about COVID-19...

- Have you changed your behaviour in the last few weeks? What are you doing differently now compared to a couple of months ago?
 - What have you done?
 - IF YES: Why are you doing these things more?
 - IF NO: Why haven't you changed your behaviour?
- How have COVID-19 and COVID-related restrictions impacted you?
 - GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare How has this impacted you and your family?
 - GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare Has it been hard on your kids?
 - GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare Has it been hard on you as a parent?
 - How does it compare to restrictions last spring – is it harder, easier, or about the same now? What makes you say that?
- When it comes to how the Government of Canada has performed during the pandemic, what are some things you think they have been doing well lately?
 - What makes you say that?
 - What could they be doing better?
- Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours When we invited you to this session, some of you said you have recently attended a social gathering or event outside your home recently and/or are seeing friends, neighbours or extended family from time to time. What made you decide to have contact with individuals outside your household?
 - Do you have any concerns about socializing with others?

Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Some of you also said you're tiring of having to continue to adhere to public health measures, or you're not paying attention anymore about public health advice, or that you're getting tired of having to avoid seeing people...

- **Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** What do you find tiring or difficult about following public health advice?
 - PROMPT AS NEEDED: Are you concerned about impacts on you, your families, your community, businesses due to COVID-19? How so?
 - Do you have any concerns about mental health impacts for those in your social circles or your community?
- **Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Do you think that there should continue to be restrictions in place at the moment, or do you think people should be able to get together now, go to restaurants together, etc.? What makes you say that?
 - IF RESTRICTIONS: What kinds of restrictions do you think should be in place? Would you follow these? Why/why not?

COVID-19 VACCINE (20 minutes) **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant, Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children, Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours**

Now I'd like to focus on COVID-19 vaccines ...

- **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children, Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Do you plan on getting a COVID-19 vaccine when it becomes available to you, or not? What makes you say that?
 - (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- **Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant** When we asked you to participate in this focus group, we asked whether you thought you would get vaccinated or not. Some of you said you would, but you preferred to wait, and others of you said you were unsure. Is this still the case? Why/why not?

- (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant What question about COVID-19 vaccines would you most like an answer to?
- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant, Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children Do you think that the Government of Canada is doing a good job in procuring and distributing the vaccine to provinces and territories, or not?
 - Why do you think that?
- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant Canada has received over 1 million vaccine doses to date. Is this more or less than you thought, or about what you thought?
 - Does this change the way you feel about the Government of Canada's vaccine rollout?
- Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children We were just talking about how you feel about Canada's vaccine roll-out so far. When you look back on it in a few years, how will you ultimately judge the effectiveness of Canada's vaccine roll-out?
 - PROMPT AS NEEDED: for example will you base it on how smooth the process was, how quickly we were able to vaccinate vulnerable people, how soon we finished vaccinating everyone that wanted the vaccine, how quickly you personally got vaccinated, how Canada compared to other countries, or something else?
- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant, Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children Compared to other countries, how is Canada as a whole doing in terms of getting people vaccinated?
 - Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children (IF WORSE) Why do you think Canada has done worse than other countries?
- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant, Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural

Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children Canada is planning to vaccinate 3 million Canadians by the end of March and everyone who wants a vaccine by the end of September. How many of you were aware of this target?

- Do you think this is a reasonable target?
- Do you think Canada will hit this target? What makes you say that?
- **Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** Is there anything you could see or hear that would make you more confident that Canada will hit these targets?

- **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant, Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** When do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?

CHILDCARE (30 minutes) **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children**

GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare Now, I'd like to shift over to discussing childcare, and I would like you to think back to your situation prior to the pandemic, not how things are at the moment. So with this in mind...

Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant Now I'd like to shift over to discussing childcare. Whether or not you currently have or have previously had a child in daycare we want to ask you the following questions based on your understanding of childcare prior to the pandemic, not how things are at the moment.

Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children Now, I'd like to shift over to discussing childcare. Whether or not you currently have or have previously had a child in daycare, we want to ask you the following questions based on your understanding of childcare prior to the pandemic, not how things are at the moment. So with this in mind...

- **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** How do you feel about childcare services in your area?
- **Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant** What are your thoughts about childcare services in your area?
- **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** What could be improved?

- **Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant** Do you think it could be improved?
 - PROMPT AS NECESSARY: shorter waiting lists, quality of childcare, lower cost, more convenient locations? Something else?
- Are you aware of any Government of Canada plans regarding childcare?

CLARIFY:

The Government of Canada has said that it wants to make significant, long-term, sustained investment to create a Canada-wide early learning and childcare system, including further support for Indigenous Early Learning and Child Care.

- What do you think about this?
- Do you think it's important that the Government of Canada invests in childcare, or not? What makes you say that?
- **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** FOR THOSE WHO THINK IT'S IMPORTANT: Some people, such as those who don't have kids, may feel that the Government of Canada should not be investing more in childcare, when it is currently running a large deficit. What would you say to them in response?
 - That is, what kinds of points would you raise to explain the benefits of investing more in childcare?
- **Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Alberta Vaccine Hesitant** FOR THOSE WHO THINK IT'S IMPORTANT: Some people may feel that the Government of Canada should not be investing more in childcare when it is currently running a large deficit. What do you think about these concerns? Do they resonate with you?

Now I'm going to show you some potential reasons to invest more in childcare (SHOW ITEMS ON SCREEN THEN DISCUSS):

- a) Childcare is important since it allows more women to enter the workforce
 - b) Childcare grows the economy because it allows more people to work
 - c) More childcare spaces mean less financial pressures on hard working middle class families
- What do you think of these? Are any of these compelling reasons? What makes you say that?
 - Which of these reasons do you find the MOST compelling? What makes you say that?

- Now that I've shown you some reasons, can you think of any others that support investing more in childcare in Canada?

Now, I'm going to show you two different messages regarding childcare to see what you think about them and which you prefer. SHOW ITEMS ON SCREEN THEN DISCUSS.

1. Investing in accessible, high-quality, affordable and inclusive childcare is not only good for families, it makes good economic sense.
2. High quality, affordable childcare is not a luxury, it is a necessity. That is why we are creating a national system that will cut costs and create more spaces.

- Which one of these messages resonates more with you? Why?

GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children I'm going to show you some possible things the Government of Canada could do as part of its plan for a Canada-wide early learning and childcare system. We're going to read them over, and then proceed to a poll. SHOW ITEMS ON SCREEN FIRST. **RUN POLL.** Now, please select which one you think should be the Government of Canada's target.

- Cutting the cost of childcare by \$5,000 a year by next year, and eventually cutting it by \$7,500.
 - Cutting the cost of childcare in half to start, and eventually reducing it by 75%.
 - Putting a cap of \$20 a day on childcare costs next year, and eventually lowering it to \$10 a day.
- **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** NOTE TO MODERATOR: After the vote, please discuss why they made that decision.
 - **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** Which of these would help you the most? Why is that?
 - **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** Are these realistic targets?
 - **GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children** If the Government of Canada were to cut the costs by \$5,000, would it be better if a rebate was sent to parents for this OR should they find a way to make sure that the actual costs that are charged by the daycare provider go down? Or does it not matter to you, as long as actual costs go down?

PUBLIC TRANSIT (15 minutes) GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Major Centres Atlantic Canada

On a very different topic, I just have a few questions about public transit.

- By a show of hands, how many of you used public transit before the pandemic?
 - Now, how many of you currently use public transit?
- IF USE/USED PUBLIC TRANSIT: For those of you who used to use it, or still do, what do you use it for? (for example, going to work, getting groceries, etc.)
- Should the Government of Canada invest in public transit?
 - What would be the biggest reason to invest in it?
 - PROBE AS NECESSARY: what about it being environmentally friendly? What about as a kind of stimulus now to create jobs for building/expanding transit infrastructure? What about making getting around more convenient for people?)
- GVA Parents with Children in Daycare or Considering Daycare Are you aware of any Government of Canada investments in the Greater Vancouver Area in recent years?
- Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant Are you aware of any Government of Canada investments in Quebec in recent years?
- Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Are you aware of any Government of Canada investments in B.C. in recent years?
- Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Are you aware of any Government of Canada investments and around your community (K-W) or the region (Southwestern Ontario) in recent years?
- Major Centres Atlantic Canada Are you aware of any Government of Canada investments in Atlantic Canada in recent years?
- What do you think the biggest transit needs are for this region?

HOMELESSNESS (15 minutes) Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant

Now, I would like to change the topic and focus our attention on homelessness.

- Do you think that there is a problem with homelessness in Canada? What makes you say that?
- Has homelessness become worse recently? Or better? The same?
- What can the Government of Canada do to help tackle the issue of homelessness in Canada?
- Do you think it's realistic to try to end homelessness in the next 10 years?
 - Or, would it be more feasible if the Government of Canada aimed at reducing it by 50%?

I'm going to show you a couple of statements that could be used by the Government of Canada as general messaging regarding the issue of homelessness in Canada. We're going to read them over, and then proceed to a poll. **SHOW STATEMENTS ON SCREEN FIRST. RUN POLL.** Now, please select which one would be the more appropriate type of messaging for the federal government on the issue of homelessness.

- Every Canadian deserves a safe and affordable place to call home
- One homeless person in Canada is one too many
- In a country such as Canada, no one should live on the street

NOTE TO MODERATOR: After the vote, please discuss why they made that decision.

ONLINE HATE (30 minutes) Alberta Vaccine Hesitant, Quebec Indigenous Peoples, Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults

- We're going to shift our focus again, to online conversations.
- When you think about online conversations, such as social media posts on Facebook or Twitter, do you think that people should be allowed to say whatever they want online, or should there be limits to what they can say?
- Now, I'm going to show you a list of issues and we'll then proceed to a poll to see which ones, if any, you think are major problems in Canada. **SHOW STATEMENTS ON SCREEN. RUN POLL.** Please select up to three choices maximum. If you don't think any are a major problem, then do not select any. We will then discuss your selections.
 - Child sexual exploitation
 - Hate speech
 - Incitement to violence
 - Private images being shared without permission
 - Radicalization
 - Terrorist propaganda

- How concerned are you, if at all, about these issues happening online?
- Do these issues affect you personally (or your children)?
 - Are they more issues you see in society as a whole? (or both)
- Do you think more online regulation is needed?
 - IF YES: Does the Government of Canada have a role to play to address these issues? Or, is it the responsibility of social media companies themselves?

TALLY BY SHOW OF HANDS:

- I'm going to show you a list of possible things the Government of Canada could potentially do. Then, I will ask you to tell me which one you think should be the Government of Canada's top priority. If you don't think the federal government should do any of these things, please let me know.
 - Ask social media companies to increase their own monitoring
 - Increase law enforcement monitoring online of things that are illegal under current laws
 - Regulate social media companies so that there are rules on what needs to be taken down
- Moderator to discuss participants' selections.
 - How many chose (Moderator to work through each option)? Why did you choose this over the others as the top priority?
 - How many did not select any of the options? Why? Is there something else they should do instead?
 - I did ask you to select your top priority. But, do you feel they should do all of these things? Alternatively, are there any that you think they should not do? Why?

TALLY BY SHOW OF HANDS:

- Now, I'm going to show you a list of possible things social media companies could potentially do. Then, I will ask you to tell me which one you think should be their top priority. Again, if you don't think they should do any of these things, please let me know.
 - Add more filters to help users identify illegal or otherwise harmful content
 - Create stricter penalties for repeat abusers, including denying access to the platform
 - Get rid of trolls and bots
 - Provide more transparency of who the repeat abusers are
- Moderator to discuss participants' selections.

- How many chose (Moderator to work through each option)? Why did you choose this over the others as the top priority?
 - How many did not select any of the options? Why? Is there something else they should do instead?
 - I did ask you to select your top priority. But, do you feel they should do all of these things? Alternatively, are there any that you think they should not do? Why?
- Which of these two options comes closer to your view (**SHOW OPTIONS ON SCREEN. TALLY BY SHOW OF HANDS**):
 - There should not be increased regulation of social media platforms, even if it means things like hate speech or incitement to violence may harm people
 - There should be increased regulation of social media platforms, even if it means legitimate material may occasionally be flagged and/or removed

CERB REPAYMENT (20 minutes) Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients

Now I'd like to shift a bit to talking about financial support...

- How do you think the Government of Canada has performed during the pandemic, specifically in terms of providing financial support to people affected by COVID-19?
 - What makes you say that?
- Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
 - Please explain.
- Have you heard any discussion about the repayment of the CERB for those who received it by mistake?
 - What have you heard?
- Thinking about your personal tax return, do you think you will have to pay taxes on the CERB?

FOR THOSE WHO ANTICIPATE HAVING TO PAY TAXES ON IT:

- What kind of impact will this have on you?
 - Are any of you concerned that it will leave you in a difficult financial situation?

CLARIFY AS NEEDED

CERB amounts are taxable, just like EI. You will need to report the amounts from your T4A tax information slip on your 2020 tax return.

- Do you think that anyone who has to pay taxes on the CERB should be given a longer repayment window, or do you think it should be treated the same as any tax amounts owed? What makes you say that?

TOXINS (25 minutes) Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Smaller and Rural Centres Ontario, GMA, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Major Centres Atlantic Canada

Now I'd like to move to a different topic...

- What are the biggest environmental priorities do you think the Government of Canada should focus on?
 - What about chemicals and toxins? Is this a concern to you? Why/why not?

CLARIFY AS NEEDED

Toxins are harmful substances produced by some plants, animals and bacteria – arsenic is an example. There are also synthetic, human-made, toxic chemicals – rat poison is an example.

- What are you more concerned about: chemicals and toxins in the air and water, or toxic chemicals in some household products?
- When thinking about chemicals and toxins what do you consider to be the biggest problem:
 - the impact of chemicals or toxins on the environment more broadly
 - the impact on your health
 - the impact on the health of people who live in communities in certain parts of Canada
- You may not know much about current laws, but is your general sense that Canada's laws on chemicals and toxins are appropriate, should they be strengthened, or relaxed?
- (IF SHOULD BE MADE STRONGER) Whenever the government bans or regulates certain chemicals and toxins, it could mean that there are new costs for businesses. This could result in more expensive products for consumers. Is this a concern for you?
- I want to talk about one specific example. There are some chemicals in furniture that aren't harmful except when they burn. For example, if there is a house fire, these could be harmful to people or firefighters. Should these be banned (even if it means furniture becomes quite expensive) or is this a rare enough situation that it's not a big concern for you?
- **POLL:** Here are a few different things the government could focus on with respect to chemicals and toxins. Please pick the one you think should be the biggest priority:
 - Banning some chemicals so that companies need to use less harmful ones

- Ensuring people who work in workplaces with chemicals are safe
 - Providing more information on labels about chemicals in household products
 - Using new science to better understand the impact on our health of our every-day exposure to several chemicals
- Why did you pick the one you did?
 - PROBE: On the topic of labels, do you think the current level of labelling about chemicals in household products is appropriate?
 - Is it something you currently look at when making purchases?
 - When it comes to new laws around chemicals, should the government work with businesses to encourage them to make changes or do they need to lay down firm bans on certain products?

ENVIRONMENT (20 minutes) Manitoba EI/Recovery Benefits Recipients, Smaller and Rural Centres Ontario, Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA, Major Centres Atlantic Canada

I'd like to talk about other environmental issues now...

- Have you heard anything about the Government of Canada's plan to reduce greenhouse gas emissions by 2030?
 - IF YES: What did you hear?

CLARIFY AS NEEDED

The Government of Canada has proposed measures aimed to help Canada cut greenhouse gas emissions by 2030 and get the country to net-zero emissions by 2050. One of the measures includes helping Canadian businesses invest in more efficient and cost-effective technologies that both improve their operations and their bottom line.

- I will show you a list of possible names the Government of Canada might use to frame its plan to help businesses reduce their carbon emissions. We will then go over them to discuss which ones you preferred and why.

SHOW ON SCREEN:

- A strategy to help businesses cut pollution
- A strategy to help sectors across our economy cut pollution
- Clean industrial strategy
- Low-carbon industrial strategy
- Strategy for cleaner industry

POLL: Which one do you feel would be most effective name to frame the Government of Canada's plan to help businesses reduce their carbon emissions?

- Moderator to go through poll results and get reasons for selections
- Do you have any suggestions that you think would be more effective?

INDIGENOUS ISSUES (30 minutes) Quebec Indigenous Peoples

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the Government of Canada done anything well?
- What can they improve on?
- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
 - The right to cultural identity
 - The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
 - Protection from discrimination
- Have you heard anything recently about how the Government of Canada has responded to UNDRIP? What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada recently introduced legislation to implement UNDRIP.

- What are your thoughts on this? Do you think this will change anything? What makes you say that?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about the Government of Canada's efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

SHOW ON SCREEN

Show the infographic 'Long-term drinking water advisories on public systems on reserves'

- What are your first reactions?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?
- Have you heard anything about what the Government of Canada's timeline is for lifting all long-term drinking water advisories?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada recently announced that it would not meet its target of March 2021 as originally planned. In addition to the \$2.19 billion already budgeted for ending long-term drinking water advisories, the government announced another \$1.5 billion to finish the work. This new money is for ongoing support for daily operations and maintenance of water infrastructure on reserves, continued funding for water and wastewater infrastructure on reserves, and to pay for work halted due to the COVID-19 pandemic and other project delays

- What are your thoughts on this?
- What do you think is a reasonable timeline?

COVID ALERT APP QR CODE POSTER TESTING (30 minutes) Hamilton-Niagara Region Ontario Young Adults

- Has anyone heard of the Government of Canada's COVID Alert App?

CLARIFY: Back in the summer, the Government of Canada developed a smartphone app that would notify its users if they have been physically close to someone who has been diagnosed with COVID-19 using Bluetooth technology.

- Have any of you downloaded this app?

Health Canada is working on improving the use of this app, specifically in light of reopening the economy. I'm going to show you some posters that could be used by businesses to hang in the

entrances of their shops. They will contain a QR code, a type of square matrix barcode that is machine readable and contains information about the item. If you've been to a restaurant before the recent lockdown, you may have seen it at the entrance where you have to take a picture of it/scan it to view the menu on your phone.

People who have already downloaded the COVID Alert App would be able to scan the QR code upon entering a business.

SHOW POSTER #1:

- What are your initial thoughts about this poster?
- Does it grab your attention?
- Is it clear about what you should do, and why you should do it?

Now I'm going to show you another version

SHOW POSTER #2:

- What are your initial thoughts about this version?
- Does it grab your attention?
- Is it clear about what you should do, and why you should do it?

Now I'm going to show you a third version

SHOW POSTER #3:

- What are your initial thoughts about this version?
- Does it grab your attention?
- Is it clear about what you should do, and why you should do it?

Now I'm going to show the same posters again side by side to go through some of the differences between them and get your thoughts:

SHOW POSTERS TOGETHER ON SCREEN

- The colour schemes are different on each poster. Which do you think is most effective? What makes you say that?
 - PROMPT AS NEEDED: Does it catch your eye? Does it make you feel a certain way?
- The message at the top is different on each poster – did you notice this?
- Which one do you think works best? What makes you say that?
 - Scan a place. Slow the spread.
 - Help make contact tracing easier.
 - Check in to get exposure notifications.

- The Government of Canada logos appear at the top of the first poster and at the bottom of the other two – did you notice this?
- Which do you prefer, or does it not make a difference to you? Why/Why not?
 - Does one placement make the poster look more credible than another? Why/why not?
- The name and address of the business appears subtly below the QR code in the first poster and more prominently beside it in the other two posters – did you notice this?
- Which do you prefer, or does it not make a difference to you? Why/Why not?
- Is this information important in your decision of whether or not to scan the QR code?
- The text at the bottom is bolded in some instances and not in others – did you notice this?
- Does this draw your attention to this section of the poster?
- The text ‘Scan a place’ is underlined on Options 1 and 3 – did you notice this?
 - Does this help emphasize what the desired action is?
 - Do you prefer it with or without the underline or does it not make a difference?
- For those who have downloaded the app: would you scan it? Why/why not?
- For those who have not downloaded the app: would you download it so that you could use it for things like this? Why/why not?

CLARIFY AS NEEDED:

People who have already downloaded the COVID Alert App would be able to scan the QR code upon entering a business. Should an outbreak be identified at that business, a public health employee could log-in and issue a notification to anybody who checked in there within a specific time frame.

- Do you think this initiative will help stop the spread of COVID-19? Why/why not?

AD TESTING (SUCCESS CHECK) (20 minutes) Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children, Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours

I’m now going to show you an ad campaign that is currently being developed by the Government of Canada for possible advertising regarding COVID-19.

You will notice that it may not be in the finished form. We will view the video and then I will ask you a few questions about it.

Major Centres Saskatchewan Parents of School Aged Children order: 1, 3
Major Centres B.C. Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours order: 3, 1

SHOW OPT 1 VIDEO

- What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?

- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink your behaviours? Why/why not?
 - Now I'm going to replay the ad and I want you to focus on the music...

SHOW OPT 1 VIDEO AGAIN (OPT 3)

- What do you think of it? How does it make you feel?

I'm now going to show you the same ad, but with different music...

SHOW ALTERNATE VERSION

- What do you think of this music? How does it make you feel?
- Which of the two music tracks do you think is more effective? What makes you say that?

FIREARMS (15 minutes) GMA, Kitchener to SW Ontario Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours

- Have you seen, read or heard about the Government of Canada's new firearms measures?
 - What have you heard?

CLARIFY:

In May 2020, The Government of Canada prohibited over 1,500 makes and models of assault-style firearms. A two-year amnesty period has been in place since that time to give people who already own specific targeted firearms enough time to comply with the ban. The Government of Canada has now introduced new legislation that includes a buy-back program for these barred firearms. The legislation also allows municipalities to ban handguns, and increases criminal penalties for gun smuggling trafficking.

- What do you think about these new measures?

CLARIFY:

The buy-back program will be finalized in the coming months, but essentially it is intended to prevent barred firearms from being bequeathed (given to someone after death) or sold to others. Owners who choose not to participate in the buy-back program and keep their firearms will have to abide by strict conditions: they will have to agree not to use the weapons, not to import or acquire any more of them, and not to bequeath or sell them.

- Do you think that this new buy-back program will be successful in getting guns off the streets?
- Do you think those who own barred firearms will mostly turn them in, or mostly keep them?
- Which do you think would be a better approach:

- The buy-back approach I just described
- A mandatory buy-back program, where those who own barred firearms must participate (i.e. no option to keep these firearms under strict conditions)

MANDATORY MINIMUM PENALTIES (15 minutes) GMA, Major Centres Atlantic Canada

- Have you read or heard anything about changes to mandatory minimum penalties?
 - What have you heard?

CLARIFY:

The Government of Canada has proposed amendments to repeal mandatory minimum penalties for more than a dozen offences, including for all drug offences, certain offences involving the use and possession of firearms and a tobacco-related offence. Mandatory minimum penalties would remain in place for serious offences, such as murder, sexual offences, and some firearm offences.

- What do you think about this?
- What impact, if any, do you think removing certain mandatory minimum penalties on certain crimes will be?

RUN TWO POLLS: We're going to go over four statements. I will then ask you to identify which ones make you feel better (if any) and which ones make you feel worse (if any) about the Government of Canada's approach. You can select as many or as few as you like:

- The Government of Canada has proposed removing mandatory minimum penalties on less serious offences, but increasing maximum sentences on more serious gun crimes like trafficking.
- These changes will give judges more discretion in handing out appropriate sentences that fit the circumstances of the crime.
- Mandatory minimum penalties have tended to clog up the court system and the justice system since no one ever wanted to plead guilty to these crimes and thus avoid a trial.
- Mandatory minimum penalties disproportionately affect Indigenous and racialized Canadians.

FRENCH LANGUAGE (15 minutes) GMA, Major Centres Atlantic Canada

- Have you read or heard anything about the Government of Canada's recent proposed amendments to the *Official Languages Act*?
 - What have you heard?

Last week, the Government of Canada proposed certain amendments to modernize the *Official Languages Act*. There are various amendments, and I'd like to highlight 5...

SHOW ON SCREEN:

- **Increase French immersion programs outside Quebec:** Demand for access to French immersion programs has exceeded supply in recent years.
 - **Increase Francophone immigration:** Recruit Francophone and French-language teachers – for immersion teaching of second language programs, and for French-language education – to address the shortage of French language teachers in Canada, particularly outside of Quebec.
 - **Strengthen the role of Radio Canada** in protecting and promoting the French language.
 - **Appoint only bilingual Supreme Court justices** to provide for the right to be understood directly by the judge, without assistance of an interpreter, before all the courts.
 - **Strengthen the powers of the Commissioner of Official Languages:** To be able to better enforce compliance with the Act, use alternative dispute resolution methods, and add grounds on which the Commissioner may refuse or cease to investigate a complaint.
-
- Do you think these amendments will be effective at protecting the French language in Canada? Which ones? What makes you say that?

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — FÉVRIER 2021 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
- **Peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B.** POUR LES MENTIONS RELATIVES AU GOUVERNEMENT DU CANADA : Y a-t-il d'autres personnes qui ont entendu parler de cela ? Qu'avez-vous entendu ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de l'annonce récente du gouvernement du Canada sur les règles entourant les voyages ?
 - Qu'avez-vous entendu ? Est-ce que d'autres d'entre vous en ont entendu parler ?

Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé que les voyageurs retournant au Canada devront subir un test PCR obligatoire (par exemple, l'écouvillon nasal pour COVID-19) à l'aéroport ; cela s'ajoute au test de préembarquement déjà exigé. En attendant les résultats du test, ils doivent se mettre en quarantaine pendant un maximum de trois jours dans un hôtel désigné, à leurs frais. Ceux dont les résultats sont négatifs pourront poursuivre leur quarantaine à leur domicile, sous une surveillance et une application de la loi nettement accrues. Ceux dont les tests s'avèrent positifs seront immédiatement obligés de se mettre en quarantaine dans des installations gouvernementales

désignées pour s'assurer qu'elles ne sont pas porteuses de variants potentiellement préoccupants. Par ailleurs, Air Canada, WestJet, Sunwing, et Air Transat ont accepté de suspendre tous leurs vols vers les Caraïbes et le Mexique du dimanche 31 janvier au 30 avril.

- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta** Que pensez-vous de ces nouvelles règles ?
 - Pensez-vous que ces nouvelles règles sont sensées, qu'elles vont trop loin ou pas assez loin ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta** POUR LES AUTRES MENTIONS EN LIEN AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA : Y a-t-il d'autres personnes qui en ont entendu parler ? Qu'avez-vous entendu ?

PERSPECTIVES SUR LA COVID-19 (15-40 minutes) **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario**

Maintenant, j'aimerais parler de COVID-19...

- Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ? Que faites-vous différemment aujourd'hui par rapport à il y a quelques mois ?
 - Qu'avez-vous fait ?
 - SI OUI : pourquoi les faites-vous davantage ces choses ?
 - SI NON : pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?
- Quel a été l'impact de la COVID-19 et des restrictions liées à la COVID sur vous ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV** Quel effet cela a-t-il eu sur vous et votre famille ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV** Est-ce que cela a été difficile pour vos enfants ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV** Est-ce que cela a été difficile pour vous en tant que parent ?

- Comment est-ce que cela se compare aux restrictions du printemps dernier — est-ce plus difficile, plus facile, ou à peu près la même chose maintenant ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, à votre avis, quelles sont les choses qu'il a faites de bien ces derniers temps ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Que pourrait-il faire de mieux ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario Lorsque nous vous avons invité à cette séance, certains d'entre vous ont dit que vous aviez récemment participé à un rassemblement ou à un événement social à l'extérieur de votre domicile et/ou que vous alliez voir des amis, des voisins ou des membres de votre famille élargie de temps à autre. Qu'est-ce qui vous a fait décider d'avoir des contacts avec des personnes qui ne font pas partie de votre ménage ?
 - Avez-vous quelque préoccupation que ce soit quant à avoir des contacts sociaux avec d'autres personnes ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario Certains d'entre vous ont également indiqué que vous en aviez assez de devoir continuer à respecter les mesures de santé publique, ou que vous ne prêtiez plus attention aux conseils de santé publique, ou encore que vous en aviez assez de devoir éviter de voir des gens...

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario Qu'est-ce qui vous ennuie ou que trouvez-vous difficile lorsqu'il s'agit de suivre les conseils de santé publique ?
 - DEMANDER AU BESOIN : êtes-vous préoccupé par les répercussions de la COVID-19 sur vous, vos familles, votre collectivité et les entreprises ? De quelle façon ?
 - Êtes-vous préoccupés par les effets sur la santé mentale des personnes appartenant à vos cercles sociaux ou à votre collectivité ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario Pensez-vous que des restrictions devraient être maintenues à l'heure actuelle ou pensez-vous que les gens devraient désormais pouvoir se rassembler, aller au restaurant ensemble, etc. ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- SI MAINTENIR DES RESTRICTIONS : Selon vous, quels genres de restrictions devraient être mis en place ? Les respecteriez-vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

VACCIN COVID-19 (20 minutes) Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario

J'aimerais maintenant me pencher sur les vaccins COVID-19...

- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario Avez-vous l'intention de recevoir le vaccin COVID-19 lorsqu'il vous sera proposé, ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - (POUR LES PERSONNES QUI SONT HÉSITANTES) Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta Lorsque nous vous avons invité à participer à ce groupe de discussion, nous vous avons demandé si vous pensiez vous faire vacciner ou non. Certain(e)s d'entre vous ont répondu oui, mais que vous préféreriez attendre, et d'autres ont répondu être incertain(e)s. Est-ce toujours le cas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - [SI TOUJOURS HÉSITANT(E)S] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta À quelle question sur les vaccins COVID-19 aimeriez-vous le plus avoir une réponse ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba,

peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour ce qui est de l'achat et de la distribution du vaccin aux provinces et territoires, ou non ?

- Pourquoi pensez-vous cela ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta Le Canada a reçu plus d'un million de doses de vaccin à ce jour. Est-ce plus ou moins ce que vous pensiez, ou à peu près ce que vous pensiez ?
 - Est-ce que cela change ce que vous pensez quant au déploiement du vaccin par le gouvernement du Canada ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Nous venons de parler de ce que vous pensez du déploiement vaccinal du Canada jusqu'à présent. Dans quelques années, avec le recul, sur quoi allez-vous fonder votre évaluation de l'efficacité du déploiement vaccinal du Canada ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, allez-vous vous baser sur le bon déroulement du processus, sur la rapidité avec laquelle nous avons pu vacciner les personnes vulnérables, sur le peu de temps que nous avons mis à vacciner toutes les personnes qui le souhaitent, sur la rapidité avec laquelle vous vous êtes fait vacciner, sur comment le Canada se compare aux autres pays, ou sur autre chose ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Par rapport à d'autres pays, comment évaluez-vous le Canada dans son ensemble pour ce qui est de vacciner les gens ?
 - Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan (SI PIRE) Pourquoi pensez-vous que le Canada a moins bien réussi que d'autres pays ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara,

centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Le Canada prévoit de vacciner 3 millions de Canadiens d'ici la fin mars et tous ceux qui veulent se faire vacciner d'ici la fin septembre. Combien d'entre vous étaient au courant de cet objectif ?

- Pensez-vous qu'il s'agit d'un objectif raisonnable ?
- Pensez-vous que le Canada atteindra cet objectif ? Pourquoi pensez-vous cela ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Y a-t-il quelque chose que vous pourriez voir ou entendre qui vous rendrait plus confiant que le Canada atteindra ces objectifs ?

- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir le vaccin ?

SERVICE DE GARDE (30 minutes) Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan

Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV J'aimerais maintenant que l'on passe à une discussion sur la garde des enfants, et j'aimerais que vous pensiez à votre situation avant la pandémie, et non à votre situation actuelle. Donc, avec ceci en tête...

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta J'aimerais maintenant passer à une discussion sur les services de garde des jeunes enfants. Que vous ayez ou non un enfant en garderie, nous voulons vous poser les questions suivantes en vous basant sur votre compréhension des services de garde des jeunes enfants avant la pandémie, et non sur la situation actuelle.

Parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan J'aimerais maintenant passer à une discussion sur les services de garde des jeunes enfants. Que vous ayez ou non un enfant en garderie, nous voulons vous poser les questions suivantes en vous basant sur votre compréhension des services de garde des jeunes enfants avant la pandémie, et non sur la situation actuelle. Donc, avec ceci en tête...

- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Que pensez-vous des services de garde dans votre secteur ?

- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta** Que pensez-vous des services de garde dans votre secteur ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan** Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta** Croyez-vous qu'ils pourraient être améliorés ?
 - DEMANDEZ AU BESOIN : des listes d'attente plus courtes, la qualité des services de garde, des coûts moins élevés, des endroits plus pratiques ?
- Êtes-vous au courant des plans du gouvernement du Canada en matière de services de garde des jeunes enfants ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il veut faire un important investissement à long terme et de façon soutenue pour créer un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, y compris un soutien supplémentaire pour l'Apprentissage et garde des jeunes enfants autochtones.

- Que pensez-vous de cela ?
- Croyez-vous qu'il est important que le gouvernement du Canada investisse dans les services de garde des jeunes enfants ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan** **POUR LES PERSONNES QUI PENSENT QUE C'EST IMPORTANT :** Certaines personnes peuvent penser que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants alors qu'il enregistre actuellement un important déficit. Que leur diriez-vous en réponse à cela ?
 - C'est-à-dire, quels genres de points soulèveriez-vous pour expliquer les avantages liés à un investissement accru dans les services de garde d'enfants ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta** **POUR CEUX QUI PENSENT QUE C'EST IMPORTANT :** Certaines personnes peuvent penser que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants alors qu'il enregistre actuellement un important déficit. Que pensez-vous de ces préoccupations ? Est-ce qu'elles vous interpellent ?

Je vais maintenant vous montrer quelques raisons potentielles d'investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants (AFFICHER LES POINTS À L'ÉCRAN, PUIS EN DISCUTER) :

- a) Les services de garde des jeunes enfants sont importants, car ils permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail
 - b) Les services de garde des jeunes enfants font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler
 - c) Plus de places dans les services de garde des jeunes enfants signifie moins de pressions financières pour les familles de la classe moyenne, qui travaillent fort
- Qu'en pensez-vous ? Y a-t-il des raisons convaincantes ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Laquelle de ces raisons trouvez-vous la PLUS convaincante ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Maintenant que je vous ai présenté quelques raisons, pouvez-vous en trouver d'autres qui favorisent un plus grand investissement dans la garde des jeunes enfants au Canada ?
 1. Investir dans des services de garde des jeunes enfants qui sont accessibles, de qualité, abordables et inclusifs n'est pas seulement bon pour les familles, c'est aussi une bonne chose sur le plan économique.
 2. Des services de garde des jeunes enfants de haute qualité et abordables ne sont pas un luxe, mais une nécessité. C'est pourquoi nous sommes en train de créer un système national qui permettra de réduire les coûts et de créer plus de places.
 - Lequel de ces messages vous interpelle le plus ? Pourquoi ?

Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Je vais vous montrer différentes choses que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre dans le cadre de son plan pour un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Nous allons les lire, puis nous procéderons à un sondage. MONTREZ D'ABORD LES ÉLÉMENTS À L'ÉCRAN. **LANCER LE SONDRAGE.** Maintenant, veuillez choisir celui qui, selon vous, devrait être l'objectif du gouvernement du Canada.

- Réduire les frais de garde d'enfants de 5 000 \$ par année d'ici l'an prochain, pour éventuellement les réduire de 7 500 \$.
 - Réduire de moitié les frais de garde d'enfants dans un premier temps, pour éventuellement les réduire de 75 %.
 - Fixer un plafond de 20 dollars par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 dollars par jour.
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan NOTE AU MODÉRATEUR : Après le vote, veuillez discuter des raisons pour lesquelles ils ont fait ce choix.

- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan** Lequel parmi ceux-ci vous aiderait le plus ? Pourquoi ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan** S'agit-il d'objectifs réalistes ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan** Si le gouvernement du Canada devait réduire les frais de 5 000 \$, serait-il préférable d'envoyer un remboursement aux parents pour ce montant OU devrait-il trouver un moyen de s'assurer que les frais réels facturés par le prestataire de services de garde diminuent ? Ou est-ce que cela n'a pas d'importance pour vous, pour autant que les coûts réels baissent ?

TRANSPORT EN COMMUN (15 minutes) **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario, grands centres du Canada atlantique**

Sur un tout autre sujet, j'ai juste quelques questions sur les transports en commun.

- À main levée, combien d'entre vous utilisaient les transports en commun avant la pandémie ?
 - Maintenant, combien d'entre vous utilisent les transports en commun actuellement ?
- SI L'ON UTILISE OU L'ON A UTILISÉ LES TRANSPORTS EN COMMUN : Pour ceux d'entre vous qui l'utilisaient ou l'utilisent encore, pour quelle raison l'utilisez-vous ? (par exemple, pour aller au travail, faire des courses, etc.)
- Est-ce que le gouvernement du Canada devrait investir dans le transport en commun ?
 - Quelle serait la principale raison d'y investir ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Qu'en est-il du fait qu'il soit respectueux de l'environnement ? Qu'en est-il en tant que mesure de relance immédiate visant à créer des emplois pour construire et élargir les infrastructures de transport en commun ? Qu'en est-il de rendre les déplacements plus pratiques pour les gens ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGV** Êtes-vous au courant de quelconques investissements du gouvernement du Canada dans la région du Grand Vancouver au cours des dernières années ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec** Êtes-vous au courant de quelconques investissements faits au Québec par le gouvernement du Canada au cours des dernières années ?

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B. Êtes-vous au courant de quelconques investissements faits en Colombie-Britannique par le gouvernement du Canada au cours des dernières années ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario Êtes-vous au courant de quelconques investissements du gouvernement du Canada dans votre collectivité (K-W), dans les environs ou dans la région (Sud-Ouest de l'Ontario) au cours des dernières années ?
- Grands centres du Canada atlantique Êtes-vous au courant de quelconques investissements du gouvernement du Canada dans le Canada atlantique au cours des dernières années ?
- Selon vous, quels sont les besoins les plus importants de cette région en matière de transport en commun ?

L'ITINÉRANCE (15 minutes) Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec

Encore une fois, je souhaiterais changer de sujet afin qu'on se penche sur la question de l'itinérance.

- Pensez-vous qu'il y a un problème d'itinérance au Canada ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Est-ce que l'itinérance s'est aggravée récemment ? S'est améliorée ? Est demeurée inchangée ?
- Que peut faire le gouvernement du Canada pour contribuer à la lutte contre l'itinérance au pays ?
- Pensez-vous qu'il soit réaliste d'essayer de mettre fin à l'itinérance d'ici les dix prochaines années ?
 - Ou serait-il plus réalisable si le gouvernement du Canada visait une réduction de 50 % ?
- Je vais vous montrer quelques énoncés qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada en tant que message général sur la question de l'itinérance au pays. Nous allons les lire, puis nous procéderons à un sondage. **AFFICHER LES ÉNONCÉS À L'ÉCRAN. LANCEZ LE SONDRAGE.** Maintenant, veuillez en choisir un qui représente le genre de message le plus approprié pour le gouvernement fédéral sur la question de l'itinérance.
 - Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable
 - Une personne itinérante au Canada en est une de trop
 - Dans un pays comme le Canada, personne ne devrait vivre dans la rue

NOTE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR : Après le vote, veuillez discuter des raisons qui ont motivé cette décision.

LA HAINE SUR INTERNET (30 minutes) Personnes hésitantes à la vaccination de l'Alberta, peuples autochtones du Québec, jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara

Nous allons à nouveau nous tourner vers les conversations en ligne.

- Lorsque vous pensez aux conversations en ligne, comme les publications dans les médias sociaux tels que Facebook ou Twitter, pensez-vous que les gens devraient être autorisés à dire ce qu'ils ou elles veulent en ligne, ou devrait-il y avoir des limites à ce que les gens peuvent dire ?
- Je vais maintenant vous montrer une liste d'enjeux et nous allons ensuite procéder à un sondage pour voir lesquels, le cas échéant, constituent selon vous des problèmes majeurs au Canada. **AFFICHER LES ÉNONCÉS À L'ÉCRAN. LANCEZ LE SONDAGE.** Veuillez en choisir un maximum de trois. Si vous ne croyez pas que l'un d'entre eux constitue un problème majeur, alors n'en choisissez aucun. Nous discuterons ensuite de vos choix.
 - L'exploitation sexuelle des enfants
 - Les discours haineux
 - L'incitation à la violence
 - La diffusion non consentie d'images intimes
 - La radicalisation
 - La propagande terroriste
- Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé, si vous l'êtes du tout, par ces phénomènes que l'on observe en ligne ?
- Est-ce que ces enjeux vous touchent personnellement (ou touchent vos enfants) ?
 - S'agit-il plutôt de problèmes que l'on observe dans l'ensemble de la société ? (Ou les deux)
- Pensez-vous qu'une plus grande réglementation en ligne soit nécessaire ?
 - SI OUI : Est-ce que le gouvernement du Canada a un rôle à jouer en réponse à ces enjeux ? Ou est-ce la responsabilité des entreprises de médias sociaux elles-mêmes ?

DÉCOMPTE À MAIN LEVÉE :

- Je vais vous montrer une liste de possibles choses que le gouvernement du Canada pourrait potentiellement faire. Ensuite, je vous demanderai de me dire laquelle vous estimez devrait être la priorité absolue du gouvernement du Canada. Si vous estimez que le gouvernement fédéral ne devrait faire aucune de ces choses, veuillez me le dire.
 - Demander aux entreprises de médias sociaux d'accroître leur propre surveillance.

- Renforcer la surveillance en ligne par les forces policières des choses qui sont illégales selon les lois actuelles.
- Réglementer les entreprises de médias sociaux afin que des règles soient établies sur ce qui doit être retiré.
- Le modérateur discutera des choix des participant(e)s.
 - Combien d'entre vous avez choisi (Le modérateur passera en revue chaque option.) ? Pourquoi avez-vous choisi cette option plutôt que les autres comme priorité absolue ?
 - Combien d'entre vous n'ont choisi aucune des options ? Pourquoi ? Y a-t-il autre chose qu'il devrait plutôt faire ?
 - Je vous ai demandé de choisir votre priorité absolue. Mais pensez-vous qu'ils devraient faire toutes ces choses ? Par ailleurs, y a-t-il des choses que vous pensez qu'ils ne devraient pas faire ? Pourquoi ?

DÉCOMPTE À MAIN LEVÉE :

- Maintenant, je vais vous montrer une liste de possibles choses que les entreprises de médias sociaux pourraient potentiellement faire. Ensuite, je vous demanderai de me dire laquelle vous estimez devrait-être la priorité absolue du gouvernement du Canada. Encore une fois, si vous pensez qu'elles ne devraient faire aucune de ces choses, veuillez me le dire.
 - Ajouter des filtres supplémentaires pour permettre aux utilisateurs d'identifier les contenus illégaux ou autrement nuisibles.
 - Instaurer des sanctions plus strictes pour les récidivistes, y compris leur interdire l'accès à la plateforme.
 - Se débarrasser des trolls et des robots conversationnels.
 - Faire preuve d'une plus grande transparence quant à l'identité des récidivistes.
- Le modérateur discutera des choix des participant(e)s.
 - Combien d'entre vous avez choisi (Le modérateur passera en revue chaque option.) ? Pourquoi avez-vous choisi cette option plutôt que les autres comme priorité absolue ?
 - Combien d'entre vous n'ont choisi aucune des options ? Pourquoi ? Y a-t-il autre chose qu'il devrait plutôt faire ?
 - Je vous ai demandé de choisir votre priorité absolue. Mais pensez-vous qu'ils devraient faire toutes ces choses ? Par ailleurs, y a-t-il des choses que vous pensez qu'ils ne devraient pas faire ? Pourquoi ?
- Laquelle de ces deux options se rapproche le plus de votre point de vue (**AFFICHER LES ÉNONCÉS À L'ÉCRAN. DÉCOMPTE À MAIN LEVÉE**) :

- Il ne devrait pas y avoir de réglementation accrue des plateformes de médias sociaux, même si cela signifie que des choses comme les discours haineux ou l'incitation à la violence peuvent faire du mal aux gens.
- Il faut renforcer la réglementation des plateformes de médias sociaux, même si cela signifie que du contenu légitime peut occasionnellement être signalé et/ou retiré

REMBOURSEMENT DE LA PCU (20 minutes) Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba

J'aimerais changer un peu de sujet et parler de soutien financier...

- Que pensez-vous de la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie, notamment en ce qui concerne le soutien financier aux personnes touchées par COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd'hui qu'au début de la pandémie, ou diriez-vous qu'il fait mieux ou qu'il fait moins bien ?
 - Veuillez expliquer.
- Avez-vous entendu parler de la question du remboursement de la PCU pour les personnes qui l'ont reçue par erreur ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
- En pensant à votre déclaration de revenus personnelle, croyez-vous que vous aurez à payer de l'impôt sur la PCU ?

POUR LES PERSONNES QUI S'ATTENDENT À DEVOIR PAYER DES IMPÔTS SUR CELLE-CI :

- Quel genre de conséquence cela aura-t-il sur vous ?
 - Y en a-t-il parmi vous qui craignent que cela vous place dans une situation financière difficile ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Les montants de PCU sont imposables. Vous devrez déclarer les montants inscrits sur votre relevé d'impôt T4A dans votre déclaration de revenus de 2020.

- Croyez-vous que toute personne qui doit payer l'impôt sur la PCU devrait bénéficier d'une fenêtre de remboursement plus longue, ou pensez-vous que cela devrait être considéré comme tout autre montant d'impôt dû ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

LES TOXINES (25 minutes) Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, RGM, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui

adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario, grands centres du Canada atlantique

J'aimerais maintenant passer à un autre sujet...

- Selon vous, quelles sont les plus importantes priorités environnementales sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer ?
 - Qu'en est-il des produits chimiques et des toxines ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Les toxines sont des substances nocives produites par certaines plantes, certains animaux et certaines bactéries — l'arsenic en est un exemple. Il existe également des produits chimiques toxiques synthétiques, anthropiques — le poison à rat en est un exemple.

- Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus : les produits chimiques et les toxines présents dans l'air et dans l'eau, ou les produits chimiques toxiques présents dans certains produits ménagers ?
- Lorsque vous pensez aux produits chimiques et aux toxines, quel est pour vous le plus gros problème :
 - l'impact des produits chimiques ou des toxines sur l'environnement dans son ensemble
 - l'impact sur votre santé
 - l'impact sur la santé des personnes qui vivent dans les collectivités de certaines régions du Canada
- Vous n'en savez peut-être pas beaucoup concernant les lois actuelles, mais avez-vous de manière générale l'impression que les lois canadiennes sur les produits chimiques et les toxines sont appropriées, qu'elles devraient être renforcées ou assouplies ?
- (SI ELLES DOIT ÊTRE RENFORCÉES) Chaque fois que le gouvernement interdit ou réglemente certains produits chimiques et toxines, cela pourrait signifier de nouveaux coûts pour les entreprises. Cela pourrait se traduire par des produits plus chers pour les consommateurs. Est-ce un souci pour vous ?
- Je voudrais vous parler d'un exemple précis. Certains produits chimiques contenus dans les meubles ne sont pas nocifs, sauf lorsqu'ils brûlent. Par exemple, s'il y a un incendie dans une maison, ces produits pourraient être nocifs pour les résidents, ou les pompiers. Devraient-ils être interdits (même si cela signifie que les meubles risquent de devenir assez dispendieux) ou bien est-ce une situation suffisamment rare pour que cela ne soit pas un souci important pour vous ?
- **SONDAGE :** Voici certaines choses sur lesquelles le gouvernement pourrait se concentrer en ce qui concerne les produits chimiques et les toxines. Veuillez choisir celle que vous estimez devrait être la plus importante priorité :

- Interdire certains produits chimiques afin de contraindre les entreprises à utiliser des produits moins nocifs
 - Assurer la sécurité des personnes qui travaillent sur des lieux de travail où se trouvent des produits chimiques
 - Fournir plus d'informations sur les étiquettes de produits ménagers au sujet des substances chimiques qu'ils contiennent.
 - Utiliser les nouvelles sciences pour mieux comprendre l'impact sur notre santé de notre exposition quotidienne à plusieurs produits chimiques
- Pourquoi avez-vous fait ce choix ?
 - SONDER : En ce qui concerne les étiquettes, pensez-vous que le niveau actuel d'étiquetage concernant les substances chimiques contenues dans les produits ménagers est approprié ?
 - Est-ce quelque chose que vous regardez actuellement lorsque vous faites des achats ?
 - Lorsqu'il s'agit de nouvelles lois sur les produits chimiques, est-ce que le gouvernement devrait travailler avec les entreprises pour les encourager à faire des changements, ou doit-il interdire fermement certains produits ?

L'ENVIRONNEMENT (20 minutes) Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba, centres ruraux et de plus petite taille de l'Ontario, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B., RGM, grands centres du Canada atlantique

J'aimerais maintenant discuter d'autres questions environnementales...

Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ?

- SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a proposé des mesures en vue de permettre au Canada de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de rendre le pays carboneutre d'ici 2050. L'une des mesures consiste à aider les entreprises canadiennes à investir dans des technologies plus efficaces et plus rentables qui améliorent à la fois leurs activités et leurs résultats.

Je vais vous montrer une liste de noms possibles que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour décrire son plan visant à aider les entreprises à réduire leurs émissions de carbone. Nous les passerons ensuite en revue et discuterons de ceux que vous avez préférés ainsi que les raisons de ces choix.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Une stratégie pour aider les entreprises à réduire la pollution
- Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution
- Stratégie industrielle propre
- Stratégie industrielle à faible émission de carbone
- Stratégie pour une industrie plus propre

SONDAGE : Lequel des noms estimez-vous serait le plus efficace pour décrire le plan du gouvernement du Canada visant à aider les entreprises à réduire leurs émissions de carbone ?

- *Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et ce qui a motivé leurs choix.*
- Avez-vous des suggestions qui, selon vous, seraient plus efficaces ?

QUESTIONS AUTOCHTONES (30 minutes) Peuples autochtones du Québec

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?
- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
- Le droit à l'identité culturelle
- Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
- La protection contre la discrimination

- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment quant à ce que le gouvernement du Canada a fait en réponse à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que cela changera quelque chose ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves »

- Quelles sont vos premières réactions ?
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à l'échéancier du gouvernement du Canada pour lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et

à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

- Qu'en pensez-vous ?
- Quel est, à votre avis, un délai raisonnable ?

ÉVALUATION DES AFFICHES PORTANT SUR L'APPLI ALERTE COVID ET LE CODE QR (30 minutes)

Jeunes adultes ontariens de la région de Hamilton-Niagara

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENT : Au cours de l'été dernier, le gouvernement du Canada a développé une application pour téléphone intelligent qui informerait les utilisateurs s'ils ont été physiquement proches d'une personne ayant reçu un diagnostic de COVID-19, et ce, en utilisant la technologie Bluetooth.

- Est-ce que quelqu'un a téléchargé cette application ?

Santé Canada œuvre à l'amélioration de l'utilisation de cette application, notamment en vue de la réouverture de l'économie. Je vais vous montrer des affiches qui pourraient être utilisées par les commerces et être placées à l'entrée de leurs magasins. Elles contiendront un code QR, un type de code-barres à matrice carrée qui est lisible par une machine et qui contient des informations sur un article. Si vous êtes allé dans un restaurant avant le récent confinement, vous l'avez peut-être vu à l'entrée. Vous devez le prendre en photo ou le scanner et le menu est affiché sur votre téléphone.

Les personnes qui ont déjà téléchargé l'application Alerte COVID pourront scanner le code QR en entrant dans un commerce.

MONTRER L'AFFICHE N° 1 :

- Quelles sont vos premières impressions de cette affiche ?
- Est-ce qu'elle capte votre attention ?
- Est-ce qu'elle indique clairement ce que vous devez faire, et pourquoi vous devez le faire ?

Maintenant, je vais vous montrer une autre version

MONTRER L'AFFICHE N° 2 :

- Quelles sont vos premières impressions de cette affiche ?
- Est-ce qu'elle capte votre attention ?
- Est-ce qu'elle indique clairement ce que vous devez faire, et pourquoi vous devez le faire ?

Maintenant, je vais vous montrer une troisième version

MONTRER L’AFFICHE N°3 :

- Quelles sont vos premières impressions de cette affiche ?
- Est-ce qu’elle capte votre attention ?
- Est-ce qu’elle indique clairement ce que vous devez faire, et pourquoi vous devez le faire ?

Maintenant, je vais vous montrer de nouveau les mêmes affiches côte à côte afin d’examiner certaines de leurs différences et recueillir votre avis :

MONTRER L’ENSEMBLE DES AFFICHES À L’ÉCRAN

- Les jeux de couleurs sont différents pour chaque affiche. Selon vous, lequel est le plus efficace ? Qu’est-ce qui vous fait dire ça ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Est-ce que ça capte votre attention ? Est-ce que ça suscite en vous un quelconque sentiment ?
- Le message qui figure à la partie supérieure est différent sur chaque affiche — l’avez-vous remarqué ?
- Lequel, selon vous, fonctionne le mieux ? Qu’est-ce qui vous fait dire ça ?
 - Scannez un lieu. Feinez la propagation du virus.
 - Facilitez la recherche de contacts.
 - Enregistrez votre visite pour recevoir des notifications d’exposition.
- Les logos du gouvernement du Canada apparaissent au haut de la première affiche et au bas des deux autres — l’avez-vous remarqué ?
- Lequel préférez-vous, ou cela ne fait-il pas de différence pour vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Est-ce que l’un ou l’autre des positionnements rend l’affiche plus crédible ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Le nom et l’adresse du commerce apparaissent subtilement en dessous du code QR sur la première affiche et de manière plus apparente à côté de celui-ci sur les deux autres affiches — l’avez-vous remarqué ?
- Lequel préférez-vous, ou cela ne fait-il pas de différence pour vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Cette information est-elle importante dans votre décision de scanner ou non le code QR ?
- Le texte en bas de page est en caractères gras dans certains cas et pas dans d’autres — l’avez-vous remarqué ?
- Est-ce que cela a pour effet d’attirer votre attention sur cette partie de l’affiche ?
- Le texte « Scannez un lieu. » est souligné dans les options 1 et 3 — l’avez-vous remarqué ?
 - Est-ce que cela contribue à mettre en évidence l’action recherchée ?
 - Préférez-vous le texte avec ou sans soulignement ou cela ne fait-il pas de différence ?

- Pour ceux (celles) qui ont téléchargé l'application : est-ce que vous seriez disposé à le scanner ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Pour ceux (celles) qui n'ont pas téléchargé l'application : la téléchargeriez-vous afin de l'utiliser pour ce genre de choses ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Les personnes qui ont déjà téléchargé l'application Alerte COVID pourront scanner le code QR en entrant dans un commerce. Si une éclosion est identifiée dans ce commerce, un(e) employé(e) de la santé publique pourrait se connecter et envoyer une notification à toute personne qui s'y est présentée dans un délai donné.

- Pensez-vous que cette initiative contribuera à stopper la propagation de la COVID-19 ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ÉVALUATION PUBLICITAIRE (CONTRÔLE DE RÉUSSITE) (20 minutes) Parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B.

Je vais maintenant vous montrer une publicité que développe actuellement le gouvernement du Canada en vue d'une possible campagne publicitaire concernant la COVID-19.

Vous remarquerez qu'elle n'est peut-être pas dans sa forme définitive. Nous visionnerons la vidéo, puis je vous poserai quelques questions à son sujet.

Parents d'enfants d'âge scolaire des grands centres de la Saskatchewan Ordre de présentation : 1, 3
Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des grands centres de la C.-B. Ordre de présentation : 3, 1

MONTRER LA VIDÉO OPT 1

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous pousse à repenser vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Maintenant, je vais vous montrer la publicité de nouveau et je veux que vous portiez une attention particulière à la musique...

MONTRER LA VIDÉO OPT 1 DE NOUVEAU (OPT 3)

- Qu'en pensez-vous ? Qu'est-ce que cela vous fait ressentir ?

Je vais maintenant vous montrer la même publicité, mais avec une musique différente...

MONTRER L'AUTRE VERSION

- Que pensez-vous de cette musique ? Qu'est-ce que cela vous fait ressentir ?
- Laquelle des deux pistes de musique est la plus efficace, selon vous ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?

ARMES À FEU (15 minutes) RGM, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Kitchener au Sud-Ouest de l'Ontario

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des nouvelles mesures du gouvernement du Canada en matière d'armes à feu ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

En mai 2020, le gouvernement du Canada a interdit plus de 1 500 marques et modèles d'armes à feu de type assaut. Une période d'amnistie de deux ans est en place depuis lors, pour donner aux personnes qui possèdent déjà des armes à feu spécifiquement visées suffisamment de temps pour se conformer à l'interdiction. Le gouvernement du Canada a maintenant introduit une nouvelle législation qui comprend un programme de rachat pour ces armes à feu interdites. La législation permet également aux municipalités d'interdire les armes de poing et alourdit les sanctions pénales pour la contrebande et le trafic d'armes à feu.

- Que pensez-vous de ces nouvelles mesures ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

Le programme de rachat sera finalisé dans les mois à venir, mais il vise essentiellement à empêcher que des armes à feu interdites soient léguées (données à quelqu'un après sa mort) ou vendues. Les propriétaires qui choisissent de ne pas participer au programme de rachat et de conserver leurs armes à feu devront respecter des conditions strictes : ils devront s'engager à ne pas utiliser les armes, à ne pas en importer ou en acquérir d'autres, et à ne pas les léguer ou les vendre.

- Pensez-vous que ce nouveau programme de rachat réussira à retirer des armes à feu des rues ?
- Pensez-vous que les propriétaires d'armes à feu interdites vont surtout les rendre ou surtout les garder ?
- Laquelle serait, selon vous, la meilleure approche :
 - L'approche de rachat que je viens de décrire
 - Un programme de rachat obligatoire, auquel doivent participer les personnes qui possèdent des armes à feu interdites (c'est-à-dire qu'elles n'ont pas la possibilité de conserver ces armes à feu dans des conditions strictes)

PEINES MINIMALES OBLIGATOIRES (15 minutes) RGM, grands centres du Canada atlantique

- Avez-vous lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de modifications aux peines minimales obligatoires ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a proposé des modifications afin d'abolir les peines minimales obligatoires pour plus d'une douzaine d'infractions, y compris pour toutes les infractions liées à la drogue, certaines infractions impliquant l'utilisation et la possession d'armes à feu et une infraction liée au tabac. Les peines minimales obligatoires seraient maintenues pour les infractions graves, telles que le meurtre, les infractions sexuelles et certaines infractions liées aux armes à feu.

- Que pensez-vous de cela ?
- Selon vous, quels seront les effets, le cas échéant, de l'abolition de certaines peines minimales obligatoires pour certains crimes ?

EFFECTUER DEUX SONDAGES : Nous allons passer en revue quatre affirmations. Je vais ensuite vous demander d'identifier celles qui vous font sentir mieux (le cas échéant) et celles qui vous font sentir moins bien (le cas échéant) par rapport à l'approche du gouvernement du Canada. Vous pouvez en choisir autant ou aussi peu que vous le souhaitez :

- Le gouvernement du Canada a proposé d'abolir les peines minimales obligatoires pour les infractions moins graves, mais d'augmenter les peines maximales pour les crimes plus graves impliquant des armes à feu, comme le trafic.
- Ces modifications donneront aux juges une plus grande latitude pour prononcer des peines appropriées qui correspondent aux circonstances du crime.
- Les peines minimales obligatoires ont eu tendance à contribuer à l'engorgement des tribunaux et du système judiciaire, car jamais personne ne voulait plaider coupable à ces crimes et ainsi éviter un procès.
- Les peines minimales obligatoires touchent de manière disproportionnée les Autochtones et des Canadiens racialisés.

LA LANGUE FRANÇAISE (15 minutes) RGM, grands centres du Canada atlantique

- Avez-vous lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des récentes modifications proposées par le gouvernement du Canada à la *Loi sur les langues officielles* ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

La semaine dernière, le gouvernement du Canada a proposé certaines modifications pour moderniser la Loi sur les langues officielles. Il y a plusieurs modifications, et j'aimerais en souligner cinq...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Augmenter le nombre de programmes d’immersion française à l’extérieur du Québec** : La demande d’accès aux programmes d’immersion française a dépassé l’offre au cours des dernières années.
 - **Augmenter l’immigration francophone** : Recruter des enseignantes et enseignants francophones ainsi que celles et ceux qui enseignent le français — pour les programmes d’immersion en langue seconde et pour l’enseignement du français — afin de remédier à la pénurie de professeur(e)s de français au Canada, tout particulièrement à l’extérieur du Québec.
 - **Renforcer le rôle de Radio-Canada** dans la protection et la promotion de la langue française.
 - **Nommer uniquement des juges bilingues à la Cour** afin de garantir le droit d’être compris directement par le ou la juge, sans l’aide d’interprète, devant tous les tribunaux.
 - **Renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles** : Pour être en mesure de mieux faire respecter la Loi, utiliser des méthodes alternatives de règlement des différends et ajouter des motifs pour lesquels le Commissaire peut refuser ou cesser d’enquêter sur une plainte.
- Pensez-vous que ces modifications seront efficaces pour protéger la langue française au Canada ?
Lesquelles ? Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Québec)

Mis à jour le 26 janvier 2021

99

avis à long terme sur la qualité de l'eau potable **levés** depuis Novembre 2015

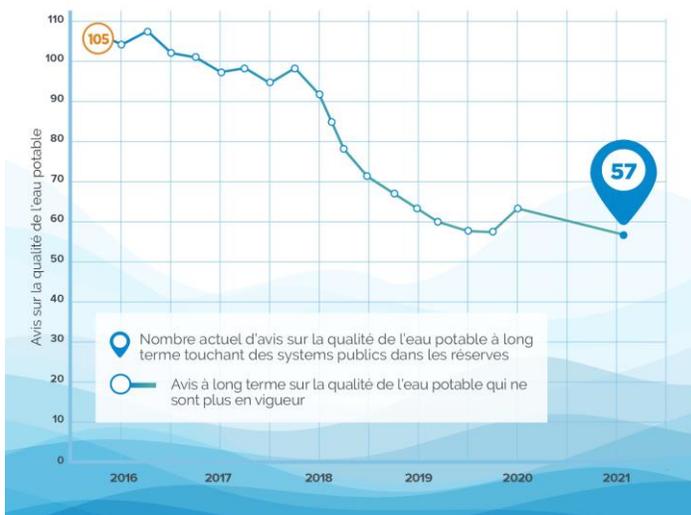
57

avis sur la qualité de l'eau potable à long terme toujours

en vigueur dans

39

communautés



Cette infographie comporte un fond blanc et un graphique de vagues bleues sur le tiers inférieur de la page. En haut à gauche, on peut lire la date du graphique « Mis à jour le 26 janvier 2021 » en caractères gris et soulignés par une ligne ondulée bleue. Au centre de l'infographie, du côté gauche, on peut lire « 99 avis à long terme sur l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères qui passent du bleu au vert, avec le chiffre « 99 » en plus gros caractères et le mot « levés » en bleu. Au centre de l'infographie, du côté droit, on peut lire « 57 avis à long terme concernant l'eau potable en vigueur dans 39 communautés », avec les chiffres en gros caractères et les mots « en vigueur » en bleu. Dans le tableau au bas de l'infographie, l'axe vertical indique le nombre d'avis concernant l'eau (de 0 à 110) et l'axe horizontal indique les années (de 2016 à 2021). Dans le graphique, une ligne rouge suit un mouvement vers le bas, de gauche à droite. Dans la partie supérieure gauche du graphique, le nombre 105 est dans un cercle orange. Dans la partie inférieure droite du graphique, on peut voir le nombre 57 dans une icône de localisation bleue. Plus bas, à gauche, une légende indique que l'icône de localisation bleue représente le « nombre actuel d'avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant les systèmes publics dans les réserves » et que chaque point du graphique linéaire correspond aux « avis à long terme sur la qualité de l'eau potable qui ne sont plus en vigueur ».

Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la région de Hamilton-Niagara en Ontario)

Affiche 1



La figure ci-dessus comporte, dans sa partie supérieure, une petite bande blanche arborant le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin droit et la signature du gouvernement du Canada dans le coin gauche. Vient ensuite une fine ligne turquoise, sous laquelle se trouve, tout à gauche, l'icône de l'application Alerte COVID, accompagnée à droite du titre en gros caractères « COVID Alert ». Sous ce titre figure, en plus petits caractères noirs, le message « Scan a place. Slow the spread ». Du côté droit, la traduction française correspondante est présentée en caractères noirs, selon le même format et le même style de police : « Alerte COVID » et « Scannez un lieu. Freinez la propagation du virus ». Sous ces éléments de texte, on voit un fond où alternent des rayures diagonales turquoise et blanches. Au milieu, un code QR est encadré d'une bordure turquoise. Sous le code QR, il est écrit en caractères noirs « Location Name », suivi de « Address, Street, City, Province, Postal Code » en plus petits caractères. Sous les rayures diagonales, à gauche, une main tient un téléphone cellulaire qui montre un code QR. À côté de cette image, il est écrit « Open the COVID Alert app. Then tap Scan a place. canada.ca/covid-alert ». Les mots « Scan a place » sont en caractères gras et soulignés. À droite du texte, la traduction française correspondante est présentée dans le même style de police : « Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur Scanner un lieu. canada.ca/alerte-covid ».

Affiche 2



COVID Alert

Help make contact tracing easier.

Alerte COVID

Facilitez la recherche de contacts.



Location Name

Address, Street

City, Province, Postal Code



Open the COVID Alert app.
Then tap
Scan a place.

canada.ca/covid-alert

Ouvrez l'appli Alerte COVID.
Appuyez sur
Scanner un lieu.

canada.ca/alerte-covid

La figure ci-dessus comporte, dans son coin supérieur gauche, l'icône de l'application Alerte COVID accompagnée à droite du titre en gros caractères « COVID Alert ». Sous ce titre figure, en plus petits caractères noirs, le message « Help make contact tracing easier ». Dans le coin supérieur droit, la traduction française correspondante est présentée en caractères noirs, selon le même format et le même style de police : « Alerte COVID » et « Facilitez la recherche de contacts ». Sous ces éléments de texte, on voit un fond où alternent des rayures diagonales orange et blanches, encadré par deux lignes orange en gras. Au milieu, un code QR est encadré d'une bordure orange. À droite du code QR, il est écrit en caractères noirs « Location Name », suivi de « Address, Street, City, Province, Postal Code » en plus petits caractères. Sous les rayures diagonales, à gauche, une main tient un téléphone cellulaire qui montre un code QR. À côté de cette image, il est écrit « Open the COVID Alert app. Then tap Scan a place. canada.ca/covid-alert ». Les mots « Scan a place » sont en caractères gras. À droite du texte, la traduction française correspondante est présentée dans le même style de police : « Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur Scanner un lieu. canada.ca-alerte-covid ». Dans la partie inférieure de l'affiche, on voit une petite bande blanche arborant le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin droit et la signature du gouvernement du Canada dans le coin gauche.

Affiche 3

	COVID Alert Check in to get exposure notifications.	Alerte COVID Enregistrez votre visite pour recevoir des notifications d'exposition.			
 <table border="0" data-bbox="680 695 891 785"><tr><td>Location Name</td></tr><tr><td>Address, Street</td></tr><tr><td>City, Province, Postal Code</td></tr></table>			Location Name	Address, Street	City, Province, Postal Code
Location Name					
Address, Street					
City, Province, Postal Code					
	Open the COVID Alert app. Then tap <u>Scan a place.</u> canada.ca/covid-alert	Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur <u>Scanner un lieu.</u> canada.ca/alerte-covid			

La figure ci-dessus comporte, dans son coin supérieur gauche, l'icône de l'application Alerte COVID accompagnée à droite du titre en gros caractères « COVID Alert ». Sous ce titre figure, en plus petits caractères noirs, le message « Check in to get exposure notifications ». Dans le coin supérieur droit, la traduction française correspondante est présentée en caractères noirs, selon le même format et le même style de police : « Alerte COVID » et « Enregistrez votre visite pour recevoir des notifications d'exposition ». Sous ces éléments de texte, on voit un fond où alternent des rayures diagonales violettes et blanches, encadré par deux lignes violettes en gras. Au milieu, un code QR est encadré d'une bordure violette. À droite du code QR, il est écrit en caractères noirs « Location Name » suivi de « Address, Street, City, Province, Postal Code » en plus petits caractères. Sous les rayures diagonales, à gauche, une main tient un téléphone cellulaire qui montre un code QR. À côté de cette image, il est écrit « Open the COVID Alert app. Then tap Scan a place. canada.ca/covid-alert ». Les mots « Scan a place » sont en caractères gras et soulignés. À droite du texte, la traduction française correspondante est présentée dans le même style de police : « Ouvrez l'appli Alerte COVID. Appuyez sur Scanner un lieu. canada.ca/alerte-covid ». Dans la partie inférieure de l'affiche, on voit une petite bande blanche arborant le mot-symbole du gouvernement du Canada dans le coin droit et la signature du gouvernement du Canada dans le coin gauche.

Évaluation de publicités – Essai pilote

(parents d'élèves de grandes villes de la Saskatchewan,
résidents de grandes villes de la C.-B. fatigués de la COVID-
19 et ayant des comportements plus à risque)

Version 1

[version 1 reco compressed](#)

La publicité ci-dessus ne fut évaluée qu'après de groupes de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Au début de la publicité, on voit un jeune homme qui se rase le côté du visage devant le miroir. Il regarde ensuite droit devant et on remarque qu'il ne s'est rasé qu'un seul côté du visage, sa barbe étant toujours de l'autre côté. Dans la séquence suivante, on voit une femme qui sert une assiette de spaghettis crus nappés de sauce tomate à une fillette assise à la table. La fillette prend ensuite quelques spaghettis crus entre ses doigts et les regarde avec un air perplexe. La séquence suivante met en scène un homme qui sort de son domicile vêtu d'un complet dans le haut, mais seulement de sous-vêtement dans le bas. On voit ensuite une voisine en train de boire un café qui le regarde l'air abasourdi alors qu'il quitte sa maison habillé à moitié. La prochaine séquence met en scène deux personnes dans un abri d'autobus. L'homme porte un masque qui couvre sa bouche et son menton, mais pas son nez. La femme à côté de lui pointe son propre masque, qui couvre sa bouche et son nez. Surpris, l'homme replace rapidement son masque au-dessus de son nez. Durant cette séquence, on entend une narratrice dire : « There's some things you just don't do halfway. Fighting COVID-19 is one of them. As vaccines rollout, let's keep giving this our all. » On voit ensuite le texte suivant en gros caractères sur un fond bleu : « Follow public health measures and download the COVID Alert app. » Quatre icônes sont visibles au-dessus du texte. Elles représentent, de gauche à droite, deux personnes séparées par une flèche bidirectionnelle, des mains surplombées d'une goutte d'eau, l'image d'un masque et le logo de l'application Alerte COVID. La narratrice dit : « Continue to follow public health measures. A message from the Government of Canada. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure au milieu le mot-symbole « Canada ». Tout au long de la publicité, on entend un ensemble à cordes et piano qui joue une musique pleine de suspense.

Version 2

[version 3 without whistling compressed](#)

La publicité ci-dessus ne fut évaluée qu'après de groupes de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Cette publicité est identique à la version 1. Seule la musique est différente. On entend tout au long de la publicité la mélodie entraînante d'un banjo.